

LES SACRIFIÉS
D'ASSAD

LE LABORATOIRE DE
GENEVIÈVE BIRON

MAUDIT
GAZON!

L'actualité

LA COHORTE PANDÉMIQUE

Ils sont entrés au secondaire en pleine crise sanitaire mondiale. Les voici près de cinq ans plus tard. Plus forts. Plus résilients. Plus empathiques.

JUIN 2025



L'actualité politique

Un condensé
de l'actualité
politique,
directement
dans votre
boîte courriel.

INSCRIVEZ-VOUS
lactualite.com/infolettre/politique

L'actualité

Juin 2025 | vol. 50, N° 05



COUVERTURE - ASSISTANTE-PHOTOGRAPHE: ELODIE RENAUX; COIFFURE ET MAQUILLAGE: EVANGELIA PAVLAKOS

EN COUVERTURE

36

*Ils sont entrés au secondaire
en pleine crise sanitaire mondiale.
Les voici près de cinq ans plus tard.*

Plus forts.

Plus résilients.

Plus empathiques.

La cohorte pandémique

par Angie Landry | photos de Rodolphe Beaulieu

16

Le laboratoire Biron

La mise en marche de Santé Québec se déroule dans un contexte budgétaire difficile. La PDG de la nouvelle société d'État, Geneviève Biron, détaille la formule qui va lui permettre d'en faire beaucoup plus... avec pas tellement plus.

PAR GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ



22

Les sacrifiés d'Assad

La guerre civile syrienne a sacrifié la génération d'enfants à la source de la révolte contre le dictateur Bachar al-Assad il y a 14 ans. Après avoir été emprisonnés, bombardés, assiégés et gazés, ces jeunes sont aujourd'hui libérés. Mais à quel prix ?

PAR FABRICE DE PIERREBOURG



50

Le fossé d'Hispaniola

Les tensions frontalières entre Haïti et la République dominicaine sont exacerbées par le désir des Haïtiens d'atteindre une forme d'autosuffisance alimentaire. Un canal pour l'irrigation des champs est au cœur de ce conflit.

PAR ÉTIENNE CÔTÉ-PALUCK



60

Gazon maudit

Montréal et d'autres villes du Québec y vont mollo sur la tondeuse à gazon dans certains espaces publics. Pourtant, elles donnent encore des contraventions aux citoyens qui adoptent une pratique semblable. À quand la fin de ce double standard ?

PAR DANIEL CHRÉTIEN

**LIGNES DE DÉPART**

9

À la découverte des langues autochtones

Peu de Québécois s'étaient jusqu'ici donné la peine d'apprendre des notions d'innu, de cri ou d'abénakis. Mais la réconciliation avec les premiers peuples fait naître un intérêt pour leurs langues.

PAR MARIE-HÉLÈNE PROULX

12

Adieu aux notes !

Pour que les élèves apprennent dans le plaisir, pourquoi ne pas faire passer le bulletin à la trappe ? C'est le pari du collège Saint-Bernard, à Drummondville.

PAR JEAN-BENOÎT NADEAU

13

À l'école de la nuance

Tout est bon pour sensibiliser les jeunes à la désinformation sur les réseaux sociaux, même un jeu de cartes bien réel.

PAR KARL RETTINO-PARAZELLI

14

La ligue du nouveau poêle

Les régions peuvent participer à la sécurité énergétique du Québec grâce à une ressource locale longtemps négligée : les résidus de bois.

PAR JEAN-BENOÎT NADEAU

15

Un pays malgré tout

Même si son territoire finit par être rayé de la carte par la crise climatique, l'archipel de Tuvalu veut demeurer un pays. Quitte à modifier le droit international.

PAR MARIE-LISE ROUSSEAU

CULTURE

75

Un sandwich pour emporter avec Karine Vanasse

L'actrice, décidément plus animatrice ces temps-ci, traite avec des traîtres, rénove sa maison jaune et court le monde avec style pour TV5.

PAR JEAN-YVES GIRARD

78

Lecture

PAR GENEVIÈVE TREMBLAY

81

En commençant par la fin**CHRONIQUES**

34

Société

PAR JOSÉE BOILEAU

48

Science

PAR PHILIPPE J. FOURNIER

58

Santé

PAR ALAIN VADEBONCŒUR

66

Champ libre

PAR DAVID DESJARDINS

DONNEZ LE POUVOIR D'AGIR

5 millions \$ pour soutenir la recherche sur la maladie de Parkinson



Marc Blondeau

Atteint de la maladie de Parkinson depuis 2018

Magalie Lépine-Blondeau

Porte-parole de Parkinson Québec



P
A
R
K
I
N
S
O
N

QUÉBEC

L'actualité

Rédacteur en chef **Éric Grenier**
Rédactrice en chef adjointe **Sophie Lachapelle**
Rédactrice principale **Josée Désaulniers**
Directrice artistique **Edith Pelletier**
Chef du pupitre éditorial **Anne Hébert**

JOURNALISTES
Chef du bureau affaires et économie **Marc-André Sabourin**
Chef du bureau politique **Guillaume Bourgault-Côté**
Reporters **Angie Landry, Marie-Hélène Proulx,**
Karl Rettino-Parazelli
Révisseuse de contenu **Catherine Dubé**

PRODUCTION
Directrice artistique adjointe **Christiane Gauthier**
Conceptrice graphique **Grace Mujica**
Chef du pupitre linguistique **Karine Picard**
Révisseuse-correctrice **Constance Havard**
Chef de pupitre adjoint **Benjamin Richer**

COLLABORATEURS
Josée Boileau, Daniel Chrétien, Jean-Philippe Cipriani,
Étienne Côté-Paluck, Kathleen Couillard, Christopher Curtis,
Amélie Daoust-Boisvert, Pascaline David, Fabrice de Pierrebou,
David Desjardins, Simon Diotte, Nadia Fournier,
Philippe J. Fournier, Jean-Yves Girard, Isabelle Grégoire,
Taras Grescoe, Chantal Hébert, Rafael Jacob,
Maxime Johnson, Michel Labrecque, Gary Lawrence,
Joël Leblanc, Isabelle Mathieu, Karel Mayrand, Jean-Benoît
Nadeau, Quoc Dinh Nguyen, Catherine Pelchat,
Daniel Racine, Marie-Lise Rousseau, Marie-Josée R. Roy, Xavier
Savard-Fournier, Christine St-Pierre, Geneviève Tremblay,
Alain Vadeboncoeur, Paul Wells

COMMERCIALISATION
Directeur des solutions clients et partenariats **Martin Cloutier**

OPÉRATIONS
Directeur du développement Web et mobile **Sébastien Groleau**
Directeur du développement technologique **Emmanuel Laverdière**
Coordonnateur technique **Frédéric Sauvé**

VENTES PUBLICITAIRES NATIONALES (KO Média)
Vice-présidente à la stratégie et au développement des affaires
Emmanuelle Giasson

DIRECTION GÉNÉRALE
Directeur général **Alexandre Taillefer**

L'actualité, fondé en 1976, est publié 10 fois par année* par Mishmash Média inc.
1435, rue Saint-Alexandre, bureau 850, Montréal (Québec) H3A 2G4

© 2025 Mishmash Média inc. Le contenu du magazine ne peut être reproduit sans autorisation écrite. Dépôt légal 3^e trimestre 1976 — Bibliothèque nationale du Québec.
Répertorié dans Canadian Periodical Index et dans Repère, ISSN-0383-8714.

L'actualité est membre du Conseil de presse du Québec, de l'Association québécoise des éditeurs de magazines et de Vividata.
Distribué par Messageries Dynamiques.

* La fréquence peut être modifiée sans préavis. Les numéros spéciaux comptent pour deux numéros.

Convention de la poste-publications : N° 43362040.

Nous reconnaissons l'appui financier
du gouvernement du Canada.

Canada

L'actualité bénéficie du programme d'aide à
l'adaptation numérique des entreprises de la presse
d'information écrite du gouvernement du Québec.

Québec

POUR NOUS JOINDRE

RÉDACTION
lactualite.com/nous-joindre

ABONNEMENTS
abonnements@lactualite.com
1 800 361-6670

VENTES PUBLICITAIRES
514 848-0805, poste 201
martin.cloutier@lactualite.com

VENTES PUBLICITAIRES NATIONALES
egiasson@ko-media.ca

SERVICES AUX ABONNÉS

Pour vous abonner
lactualite.com/abonnement ou
1 800 361-6670

Prix au numéro en kiosque : 10,99 \$

ABONNEMENT TOUT COMPRIS
Versions papier, tablette, téléphone et ordinateur
2 ans : 120 \$
1 an : 72 \$

Mensuel : 8 \$. Taxes en sus.
Frais de livraison en sus pour les abonnements
hors du Canada.

ABONNEMENT NUMÉRIQUE
Tablette, téléphone et ordinateur
2 ans : 84 \$
1 an : 48 \$

Mensuel : 6 \$. Taxes en sus.
PROGRAMME PÉDAGOGIQUE
Tarif pour les enseignants de 2,50 \$ par
exemplaire. Pour plus d'informations, consultez
lactualite.com/pedagogique.

POUR GÉRER VOTRE COMPTE D'ABONNÉ
Payer votre facture, effectuer
un changement d'adresse :

SITE INTERNET (sécurisé)
lactualite.com/profil

COURRIEL
abonnements@lactualite.com

TÉLÉPHONE
1 800 361-6670
(Du lundi au vendredi de 9 h à 18 h)

PAR LA POSTE
1435, rue Saint-Alexandre, bureau 850
Montréal (Québec) H3A 2G4
ou
C.P. 11003
Anjou (Québec) H1K 9Z9

ENGAGEMENT ENVERS NOS ABONNÉS
À l'occasion, des organismes demandent à
L'actualité s'ils peuvent obtenir une liste totale ou
partielle de ses abonnés pour leur faire connaître
des produits ou des services susceptibles de les
intéresser. Si vous préférez que nous ne donnions
pas vos nom et adresse (postale ou électronique),
vous pouvez nous en informer en utilisant l'un
des moyens de communication cités ci-dessus.



L'édito du rédacteur en chef

Déni de démocratie

Bien qu'au moment d'écrire ces lignes, à une semaine du vote, il ne soit pas très hasardeux de s'aventurer dans le jeu des prédictions, il vaut quand même mieux se garder une petite gêne et ne pas déclarer de gagnant. L'actualité récente nous a enseigné que l'impossible est désormais aussi probable que le prévisible.

Mais le perdant est facilement identifiable : nous, citoyens ! Nous avons perdu. Surtout notre temps. Perdu notre temps à suivre cette anti-campagne plus proche du *party* de gars que de l'exercice démocratique.

Mark Carney a fait campagne en dilettante comme un instagrammeur. Il ne manque pourtant pas d'associations en or dont la mission est de voir aux loisirs des rentiers. Les conservateurs, eux, ont oublié qu'après avoir compulsivement imaginé des slogans, on doit s'occuper du travail d'élaboration qui suit. Ou qui précède. Peu importe, la *job* n'était même pas faite à moitié : c'est bien beau, stopper les crimes ou « débriser » le Canada, encore faut-il avoir le gros bon sens de présenter un programme détaillé pour y parvenir. Puis, comme les nouveaux libéraux ont plagié la copie des conservateurs, cela faisait beaucoup de cancrs dans la classe.

Les campagnes ne sont en général pas les meilleurs moments pour parler de demain ni de l'avenir proche, mais il n'y a même pas eu d'effort en ce sens. On nous a plutôt offert un derby de milliards en baisses de taxes et d'impôts pour apaiser nos soi-disant peurs d'un quelconque monstre orange sous le lit.

Mais qu'en est-il des cibles de réduction des GES et des plans de décarbonation ? De l'encadrement de l'intelligence artificielle ? Chez Shopify, le géant canadien de l'achat en ligne, on demande maintenant aux employés de prouver qu'ils peuvent mieux faire que l'IA, sans quoi on abolit leur poste. C'est tout le marché de l'emploi qui sera secoué comme un pommier par ces technologies au cours des quatre prochaines années. Et personne parmi ceux qui prétendaient vouloir gouverner n'en a soufflé mot. La pauvreté ? Nos pages du numéro de mars témoignaient du million de Canadiens qui n'ont pas les moyens de se nourrir suffisamment. Ça ne se mange pas, des baisses d'impôts, à plus forte raison quand on n'y a pas droit, faute de revenus imposables.

Ah, mais *drill, baby, drill!* On nous sert la même recette de politiques publiques en forme de pipelines, qui coule la productivité de l'économie canadienne depuis des décennies et qui explique le merdier financier dans lequel pa-taugent nos gouvernements. Québec a été dé-coté le jour même où il demandait à une fondation philanthropique de lui avancer les millions nécessaires pour bâtir un stationnement d'hôpital. Et ce n'est pourtant pas le pire gouvernement — tant s'en faut —, les finances sont encore plus désastreuses à Ottawa (et dans quelques autres chefs-lieux provinciaux).

La précédente année fiscale au gouvernement fédéral s'était soldée par un trou record de 62 milliards. Pour celle en cours, l'ancienne ministre des Finances et tombeuse de Justin Trudeau en prévoyait un de 50 milliards. Mais c'était avant que les fauves électoraux soient lâchés louses dans le buffet, entre autres plaies d'Égypte qui s'abattent sur l'économie canadienne depuis l'arrivée de la nouvelle administration à Washington. Ceci n'est pas une prédiction : le prochain déficit dépassera l'entendement.

Les principaux partis susceptibles de former le gouvernement ont ignoré la modestie que leur commandait la situation dans laquelle se trouve le pays. La menace n'est pas l'autocrate d'en bas, mais un État fédéral incapable de déposer la paye de ses employés ou même de faire parvenir un passeport par la poste (quand celle-ci est fonctionnelle).

Le citoyen s'est retrouvé condamné à l'acte de foi devant l'absence de cadres financiers détaillés des partis. Le Bloc a été le premier à déposer le sien, au terme de la première journée du vote par anticipation, suivi le lendemain par les libéraux et les néo-démocrates. Les conservateurs, eux, ont attendu que quelques millions d'électeurs aient déjà voté pour présenter le leur. Si au moins il ne s'était pas agi de traités de pensée magique pour la plupart, ça aurait pu servir. Même pas ! ■

ÉRIC GRENIER

CHRISTIAN BLAIS POUR L'ACTUALITÉ; COIFFURE ET MAQUILLAGE: MARIE-PIER DURAND

L'actualité

DOLLAR\$ ET ÇENTS



2 400 \$. 💰 C'est la somme économisée par Denise grâce à *Dollars et cents*, l'infolettre de *L'actualité* sur l'argent. ✉️

🧮 A-t-elle dû faire un budget? Non! Aller moins souvent au resto? Pas du tout. Denise a simplement utilisé les astuces envoyées chaque samedi à près de 50 000 lecteurs de *Dollars et cents* pour réduire ses factures. 💵

Faites comme Denise et inscrivez-vous. C'est gratuit! 💖

De l'argent vous attend!
lactualite.com/infolettre/dollars-et-cents



LIGNES DE DÉPART

LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART || LIGNES DE DÉPART

SOCIÉTÉ

||

À la découverte des langues autochtones

Peu de Québécois s'étaient jusqu'ici donné la peine d'apprendre des notions d'innu, de cri ou d'abénakis. Mais la réconciliation avec les premiers peuples fait naître un intérêt pour leurs langues.

PAR MARIE-HÉLÈNE PROULX



François Thérien fait partie des oiseaux rares au Québec qui comprennent des bouts de phrases quand l'artiste inuite Elisapie chante *Uummati Attanarsimat*, sa populaire adaptation en inuktitut de la chanson *Heart of Glass*, du groupe Blondie.

Tout ça grâce à un coup de foudre, non pas amoureux mais linguistique, un soir d'avril 1973, alors que ce fonctionnaire maintenant retraité assistait pour la première fois à une performance de *katajjaq*, le chant de gorge inuit, sur la scène de l'aréna Paul-Sauvé, à Montréal. « J'étais venu pour mon idole Joni Mitchell, qui participait avec d'autres vedettes à un spectacle-bénéfice en soutien aux autochtones, se rappelle-t-il. Mais quand la voix des deux chanteuses de Puvirnitua a résonné dans le silence de l'amphithéâtre pourtant plein à craquer, je suis tombé sur le cul. »

Un demi-siècle plus tard, François Thérien n'a rien perdu de son émerveillement pour la culture de ceux qui peuplent le nord du Québec depuis 3 000 ans. Au point de s'acharner à apprendre l'inuktitut, dont il maîtrise

fort bien la grammaire, à défaut de pouvoir le parler couramment. L'élève studieux continue de se perfectionner, notamment en s'efforçant de lire la version en caractères syllabiques inuktituts du roman *Sanaaq*, de l'auteur et sculptrice nunavikaise Mitiarjuk Attasi Nappaaluk.

« Ça me fascine qu'un peuple de chasseurs-pêcheurs installé dans un environnement extrêmement hostile, où répondre aux besoins de base était un défi continu, ait pu élaborer un langage aussi riche et précis pour exprimer les émotions les plus fines, dit-il. Ce sont de grands romantiques. » En inuktitut, le sentiment de peur, par exemple, se décline en de multiples mots distincts selon qu'ils désignent la crainte d'un animal, de la nuit, du froid, d'un événement futur, ou encore celle d'être réprimandé, de recevoir un coup, de revoir quelqu'un qu'on n'a pas vu depuis longtemps. « J'en ai pour le reste de ma vie à apprendre ces subtilités. »

Même si ce dada demeure « niché », l'apprentissage de l'une des 11 langues des premiers peuples de la province gagne en popularité depuis quelques

années auprès des Québécois. Par exemple, au cours des neuf dernières années, le nombre d'« étudiants-crédits » (qui comprend les inscriptions à temps partiel) est passé de 200 à 1 600 à l'École d'études autochtones de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), dont les deux tiers sont des non-autochtones. Les programmes de premier cycle offrent des cours d'introduction aux langues algonquiennes (l'une des trois familles linguistiques des autochtones), un cours de premier niveau de cri et deux niveaux d'anichinabé.

Cette augmentation reflète la sensibilité accrue de la population à l'égard des problèmes vécus par les premiers peuples, juge Hugo Asselin, directeur de l'École d'études autochtones. Les scandales qui ont éclaté depuis 10 ans « ont ouvert les yeux de bien du monde », dit-il, notamment les allégations de sévices sexuels et d'abus de pouvoir de la part de policiers de la Sûreté du Québec de Val-d'Or envers des femmes autochtones.

La parution en 2019 du rapport de la commission d'enquête Viens, qui portait sur la violence et la discrimination subies par les autochtones dans certains services publics, a aussi été un « catalyseur d'intérêt », selon Hugo Asselin. « Une bonne partie de nos élèves sont des policiers, des infirmières, des enseignants soucieux d'améliorer leurs pratiques, observe-t-il. Apprendre à dire quelques phrases en anichinabé ou en cri n'est pas une obligation pour exercer leur métier, mais certains y voient une manière de créer des liens. »

Comme à l'UQAT, l'intérêt des allochtones pour les quatre cours d'innu offerts au Centre de langues de la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal est aussi en croissance, à tel point que des intéressés doivent passer leur tour chaque session. Les 32 places du cours de premier niveau instauré il y a huit ans trouvent rapidement preneur, et trois niveaux plus avancés ont été ajoutés dans les dernières années. À l'automne 2024, l'établissement a également démarré un cours d'abénakis.

« Je sens la volonté des Québécois de mieux nous connaître, surtout depuis l'indignation soulevée par le décès de Joyce Echaquan, il y a cinq

ans », remarque Yvette Mollen, une Innu originaire de la communauté d'Ekuanitshit, sur la Côte-Nord, qui enseigne sa langue depuis 30 ans, notamment à l'Université de Montréal. (L'Attikamek Joyce Echaquan est morte à 37 ans au centre hospitalier de Lanaudière, après avoir filmé des infirmières qui l'insultaient.) « C'est comme si on était réapparus sur la carte », dit Yvette Mollen.

Certaines communautés se montrent néanmoins frileuses devant la récente curiosité des Blancs pour leur langue, nuance la professeure et chercheuse à l'Université de Montréal. La peur de l'appropriation culturelle et le sentiment d'avoir été suffisamment déposés depuis 400 ans expliquent peut-être cette méfiance, selon elle.

|| EN INNU, LE FÉMININ ET LE MASCULIN N'EXISTENT PAS, LES ADJECTIFS NON PLUS, ET LES NOMS SONT PLUTÔT ANIMÉS OU INANIMÉS.

||

Le désir de rapprochement a pourtant des retombées positives, estime Yvette Mollen, qui fait partie des instigateurs d'un dictionnaire virtuel français-innu de plus de 29 000 mots. « J'incite toujours mes étudiants allochtones qui côtoient des membres des communautés à parler en innu aux enfants, parce que ça contribue à renforcer le sentiment de fierté des jeunes à l'égard de leur langue malheureusement de plus en plus délaissée au profit de l'anglais et du français. »

L'ergothérapeute Sébastien Provencher ne rencontre pour sa part que des sourires lorsqu'il sort humblement son « innu de maternelle » à ses patients de Pessamit, Ekuanitshit et Pakuashipi, sur la Côte-Nord. Le

trentenaire originaire de Laval s'y rend toutes les deux semaines depuis 2018. « Les Innus sont étonnés et contents que je veuille faire des efforts — même si certains regrettent de ne plus pouvoir parler dans mon dos sans que je comprenne ! Ils ont beaucoup d'humour. »

En vérité, ils n'ont aucune inquiétude à se faire, car même après quatre niveaux d'innu et un stage en communauté organisé par Yvette Mollen, la bonne volonté de l'ergothérapeute se heurte à la grande complexité de cette langue dite « agglutinante », comme l'est aussi l'inuktitut. Un seul mot est souvent l'équivalent de toute une phrase en français, avec une racine (généralement un verbe, classe lexicale qui constitue 75 % des mots en innu) à laquelle on colle des préfixes ou des suffixes pour ajouter des informations supplémentaires. Par exemple, « il mange une énorme quantité de nourriture en un repas » se dit *apishishtikuanepushu*.

Le féminin et le masculin n'existent pas, les adjectifs non plus ; les noms sont plutôt animés ou inanimés, ces catégories ne distinguant pas forcément le vivant de l'inerte (un cadavre, *tshipai*, est animé, mais une fleur, *uapikun*, est inanimée). La conjugaison des verbes suit une autre logique qu'en français, avec entre autres un temps pour parler de ce qu'on a vu en rêve et un temps pour dire ce qui nous a été raconté, mais qu'on n'a pas soi-même vécu.

« On ne peut pas faire de traduction directe comme on le ferait avec l'anglais — il faut passer par des chemins nouveaux, sortir des règles qu'on a intériorisées », explique Sébastien Provencher. Un exercice exigeant qui donne néanmoins accès à un univers empreint de descriptions nuancées, à l'instar de l'inuktitut. Ainsi, la traduction de « rivière » comporte plus de 100 entrées dans le dictionnaire virtuel d'innu-aimun, dont un mot pour désigner une rivière droite, rectiligne, et un autre pour parler d'une rivière où se trouvent des passages formés par des îles. « Apprendre cette langue a changé ma manière de concevoir le territoire que nous habitons, en plus de me donner des clés pour comprendre un peu mieux ce peuple voisin qu'on ne connaît pas vraiment. » ■

Adieu aux notes !

Pour que les élèves apprennent dans le plaisir, pourquoi ne pas faire passer le bulletin à la trappe ? C'est le pari du collège Saint-Bernard, à Drummondville.

PAR JEAN-BENOÎT NADEAU

||



S'inspirer des écoles alternatives, c'est le choix du collège Saint-Bernard, une école privée de Drummondville. Ce gros établissement de 1 200 élèves — de la maternelle à la 5^e secondaire — favorise le travail par projets plutôt que l'enseignement magistral, et a revu la façon même d'évaluer les jeunes. Ici, les parents reçoivent un bulletin qualitatif, sans moyenne de groupe.

L'approche est unique parmi les membres de la Fédération des établissements d'enseignement privés du Québec. Une trentaine de représentants d'établissements curieux d'en savoir plus sont venus visiter ce collège singulier — qui ne sélectionne pas les élèves à l'entrée.

Cette réforme pédagogique visait entre autres à réduire l'anxiété de performance chez les jeunes, explique Dominic Guévin, le directeur général. « Avec nos enseignants, on s'est demandé ce que serait une école de rêve », dit-il. Il en est ressorti qu'il fallait promouvoir le plaisir d'apprendre, en faisant comprendre à l'élève qu'il était là pour acquérir des compétences qui lui seraient utiles, et non pour se bourrer le crâne en vue d'une évaluation. Cette « culture d'apprentissage » a été mise en place de 2019 à 2022 par l'ensemble de l'équipe scolaire.

Le bulletin qualitatif est ensuite venu couronner le tout. Adieu les pourcentages ! Les élèves sont évalués

avec des cotes de 1 à 5 : (1) compétence non observable; (2) en voie d'acquisition; (3) en développement; (4) maîtrisée; (5) approfondie, dépasse les attentes. Ils ont un tel bulletin de la 1^{re} année du primaire à la fin de la 3^e secondaire. Pour les deux dernières années du secondaire, le ministère de l'Éducation exige le retour du bulletin chiffré, condition obligatoire à l'obtention du diplôme.

« Une note de 83 % ou 85 %, ça ne signifie rien. L'évaluation qualitative décrit mieux les apprentissages, et c'est ce que préfèrent nos élèves », affirme Elise Girard, enseignante de mathématiques et de sciences en 3^e secondaire. « Un élève qui obtient la cote 5 [dépasse les attentes] ne vient plus me voir pour savoir pourquoi il a eu 98 % au lieu de 100 % ».

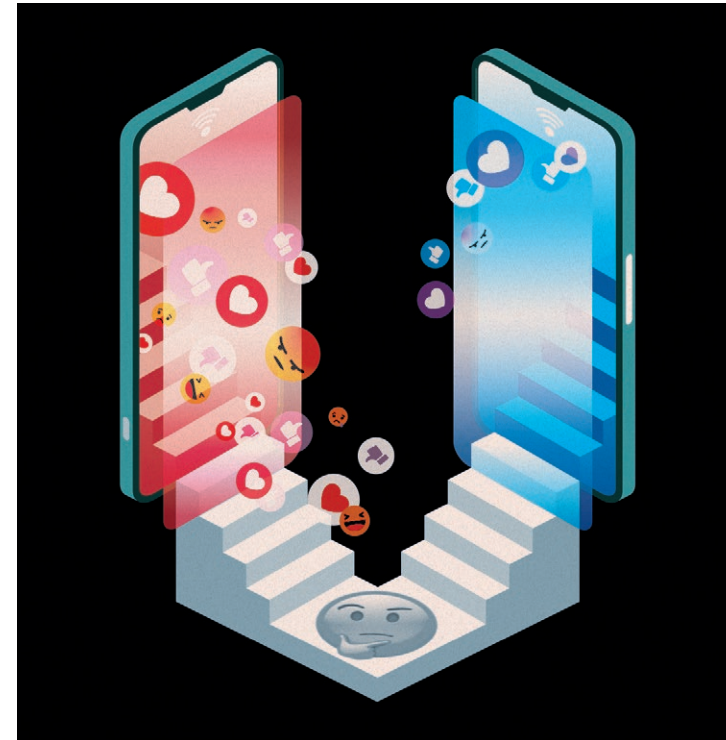
Elle explique que cette manière de fonctionner, basée sur l'enseignement par objectifs, réduit l'anxiété de ceux qui en arrachent, d'autant qu'il n'y a plus de moyenne de classe ni de comparaison entre jeunes : chaque élève est essentiellement comparé à lui-même. « L'élève qui commence l'année avec la cote 1 sait qu'il a juste besoin de plus de temps pour arriver au 3 [la note de passage]. Ses échecs ne sont plus un boulet, mais des étapes de son apprentissage », dit Elise Girard. L'enseignante propose à ses élèves en difficulté (10 % de la clientèle du collège a un trouble d'apprentissage) une variété de stratégies personnalisées pour s'améliorer.

Évidemment, la manière d'évaluer les acquis a été entièrement repensée. Elle ne repose plus sur des examens à date fixe, mais sur les productions de l'élève et les observations de l'enseignant au fil des jours. « Si je dis "Jacques Cartier", je ne veux pas entendre "1534", raconte Dominic Guévin, qui a enseigné l'histoire. Je veux que l'élève me dise ce qui l'a amené au Canada, ce qu'il a fait, etc. »

Plusieurs enseignants demandent également aux élèves de s'évaluer en fonction des objectifs qu'ils leur ont donnés, et valident ensuite cette autoappréciation.

Dans les classes, il y a une question que les enseignants n'entendent plus, au grand plaisir de tous : « Est-ce que ça va être à l'examen ? » ■

CORBELLE À PAPIER: RICHARD DRURY / GETTY IMAGES; ÉCRITURES DU BULLETIN: LEW ROBERTSON / GETTY IMAGES; FEUILLE FROISSÉE: GRUMPYLVESHIRE / GETTY IMAGES; MONTAGE: L'ACTUALITÉ



À l'école de la nuance

Tout est bon pour sensibiliser les jeunes à la désinformation sur les réseaux sociaux, même un jeu de cartes bien réel.

PAR KARL RETTINO-PARAZELLI

||

Quand Patrick Wilson, qui enseigne en 5^e secondaire dans une école de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, à Montréal, montre une photo de Gabriel Nadeau-Dubois à ses élèves, plusieurs n'arrivent pas à identifier leur député provincial. Sans doute parce que l'algorithme des réseaux sociaux où ils puisent l'information qu'ils consomment les expose à autre chose. Beaucoup s'informent peu et ne font plus confiance aux journalistes, constate cet enseignant qui donne le cours Culture et citoyenneté québécoise. « Je suis inquiet, dit-il. Mais ils sont à l'école pour apprendre. »

C'est pour répondre à cette préoccupation qu'une équipe du Centre d'études sur les médias a conçu un jeu éducatif, en collaboration avec le Centre québécois d'éducation aux médias

et à l'information (CQEMI). Une manière originale de faire réfléchir les jeunes à leur utilisation des plateformes numériques, qui s'ajoute aux formations sur les fausses nouvelles et le journalisme offertes par le CQEMI à plus de 70 000 personnes (de tous âges) depuis sa fondation en 2021.

Pour jouer, les élèves constituent des groupes de cinq. Dans leurs mains, pas de téléphone, mais des cartes et des crayons. Une façon de transposer dans le réel ce qui se passe sur les réseaux sociaux.

Dans chaque groupe, quelqu'un incarne l'algorithme, tandis que les autres se voient attribuer un rôle qu'ils doivent garder secret et qui aura une incidence sur le déroulement de la partie — des gens aux personnalités et aux métiers différents ne publient pas le même type de contenu en ligne.

La personne qui joue l'algorithme présente d'abord un événement (fictif) — une histoire de dopage d'un élève, par exemple. Puis les participants produisent chacun une publication à ce sujet (en écrivant ou en dessinant sur une carte), qu'ils montrent au reste du groupe. Ils doivent ensuite, toujours en jouant leur rôle, réagir aux publications des autres (j'aime, j'adore, je déteste, etc.) et rédiger des commentaires. Celui dont la publication attire le plus de réactions fortes, qu'elles soient positives ou négatives, récolte le plus de points. Comme sur les plateformes numériques.

« L'idée est de faire réfléchir les élèves au fonctionnement d'un algorithme », explique la coordonnatrice du CQEMI, Doria Rahmani. Il s'agit d'inculquer aux jeunes un esprit critique et de leur montrer pourquoi une information qui suscite des émotions fortes (et génère des clics) prend souvent le dessus sur celle qui est rigoureuse ou nuancée, ajoute-t-elle. C'est à la fin de la partie, quand les joueurs doivent deviner les rôles tenus par chacun, que les interactions qu'ils viennent de vivre prennent tout leur sens, a observé Sophie Mangado, une journaliste formatrice qui a testé le jeu le printemps dernier auprès d'élèves des écoles Georges-Vanier et Honoré-Mercier, à Montréal.

Ces élèves avaient déjà reçu une formation du CQEMI au sujet de la désinformation. Le jeu « rend les notions théoriques plus tangibles, plus faciles à comprendre et à intégrer, affirme Sophie Mangado. Les jeunes étaient plutôt curieux. Ça a vraiment bien fonctionné ».

Après cette phase de test viendra le déploiement à plus grande échelle. Le CQEMI veut rendre le jeu accessible aux enseignants du secondaire cet automne, afin qu'ils puissent l'utiliser en classe de façon autonome.

Les chercheurs qui l'ont créé se serviront de leurs observations pour conseiller le CQEMI sur les meilleures manières de toucher les jeunes. « Il faut comprendre dans quel environnement ces jeunes-là évoluent et trouver des façons de développer leur curiosité », dit André Lavoie, journaliste indépendant et membre fondateur du CQEMI. ■

ESCALIERS ET CELLULAIRES: SORBETTO / GETTY IMAGES; ÉMOJIS: AZATVALEEV / GETTY IMAGES; MONTAGE: L'ACTUALITÉ

La ligue du nouveau poêle

Les régions peuvent participer à la sécurité énergétique du Québec grâce à une ressource locale longtemps négligée : les résidus de bois.

PAR JEAN-BENOÎT NADEAU

||



Et si on amenait le chauffage au bois au XXI^e siècle? C'est la mission que s'est donnée William Pelletier en fondant Pelletier Bioénergie. Cet agriculteur céréalier de Baie-des-Sables, dans le Bas-Saint-Laurent, a été si enchanté par la technologie autrichienne qu'il l'a installée dans sa ferme pour ensuite en devenir un distributeur. « Plus besoin de se lever la nuit pour mettre du bois dans un poêle », dit William Pelletier. Le système, de la taille d'un gros frigo, est alimenté automatiquement à partir d'une réserve de copeaux ou de granules de bois. « Une énergie renouvelable produite localement », souligne l'entrepreneur de 39 ans.

La ressource est abondante. Chaque année, plusieurs millions de tonnes de résidus forestiers, agricoles et de

construction sont abandonnés ou enfouis, selon l'inventaire réalisé par le gouvernement du Québec en 2021. Utiliser cette biomasse pour se chauffer permettrait à des milliers de PME et d'organisations en milieu rural de contribuer aisément à la sécurité énergétique du Québec, estime Jean-Pierre Naud, PDG du Centre provincial d'expertise en énergie biomasse Desjardins, un OSBL de Saint-Marc-des-Carières, dans la MRC de Portneuf.

« Ça n'a aucun bon sens d'avoir 3 000 érablières au Québec qui marchent au mazout, dit-il. Dans Portneuf, on a deux villages dont les usines génèrent chaque année 3 000 tonnes de résidus de bois qu'on transporte par camions pour aller les enfouir, tandis qu'on fait venir des camions de mazout et de propane pour se chauffer. »

Doté d'une chaudière (finlandaise, celle-là) et d'un entrepôt-séchoir à copeaux, cet organisme s'emploie à faire la démonstration du procédé auprès des MRC, des ingénieurs et des assureurs, qui se méfient du chauffage au bois. « On leur explique que ça n'a rien à voir [avec ce qu'ils connaissent]. C'est une technologie hyper-maîtrisée », affirme Jean-Pierre Naud.

La chambre de combustion de ce type de système est équipée d'un logiciel qui optimise la consommation d'oxygène en continu. La fumée et les particules fines y sont rebrûlées au fur et à mesure. Fini la boucane! La chaleur, captée par une chaudière, est ensuite redistribuée par tuyau. Des chaudières de différentes tailles existent, du modèle capable de chauffer une maison à ceux assez puissants pour une ferme, un complexe hôtelier, voire plusieurs bâtiments. Par rapport au propane et au mazout, la facture énergétique revient de 50 % à 80 % moins cher, si bien que l'installation du système se rentabilise en à peine trois à six ans.

Pelletier Bioénergie a déjà installé une quinzaine de ces équipements dans le Bas-Saint-Laurent, principalement chez des agriculteurs — dont plusieurs disposent de la ressource sur leurs terres, en partie boisées. Pelletier Bioénergie, qui vend également des copeaux, fournit même de l'énergie à la Municipalité de Saint-Cléophas. « C'est notre entreprise qui a investi dans le système de chaudière et de tuyauterie, et qui revend la chaleur alimentant la mairie, le garage municipal, l'église et le camping, un contrat de 10 ans », précise l'entrepreneur.

En Finlande, où la biomasse forestière comble 30 % des besoins énergétiques du pays, des centrales géantes à la biomasse chauffent des quartiers entiers, y compris des usines, des commerces et des établissements publics, raconte Jean-Pierre Naud.

Son objectif : convaincre les MRC de créer des centres de conditionnement et d'entreposage de copeaux et de granules « qui fonctionneraient comme des stations-services ». ■

Une chaudière à copeaux nouveau genre.

LAURIE EDWIGE CARDINAL

Un pays malgré tout

Même si son territoire finit par être rayé de la carte par la crise climatique, Tuvalu veut demeurer un pays. Quitte à modifier le droit international.

PAR MARIE-LISE ROUSSEAU

||



Situé à mi-chemin entre Hawaï et l'Australie, Tuvalu, un petit archipel de 11 000 habitants, est menacé de devenir inhabitable vers 2060 en raison de l'élévation du niveau des océans causée par le réchauffement climatique, estime le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Face à ce destin tragique, le gouvernement tuvaluan milite auprès des instances internationales afin de pouvoir conserver son statut d'État advenant l'irréparable.

Selon la convention de Montevideo sur les droits et les devoirs des États, en vigueur depuis 1933, un pays est constitué d'un territoire défini, d'une population permanente, d'un gouvernement et de la capacité à interagir avec d'autres États. La crise climatique pourrait cependant obliger la communauté internationale à mettre à jour ces critères, établis bien avant que la disparition de pays entiers ne devienne une menace concrète. Car d'autres

petits pays de basse altitude courent ce risque, comme Nauru, Kiribati et les îles Marshall, dans le Pacifique.

En septembre 2023, Tuvalu a amendé sa Constitution à cet égard, précisant que « l'État de Tuvalu, dans son cadre historique, culturel et juridique, demeurera à perpétuité dans l'avenir, notwithstanding les impacts du changement climatique ou d'autres causes entraînant la perte du territoire physique de Tuvalu ».

Le pays souhaite notamment conserver la souveraineté sur son territoire maritime actuel, qui s'étend sur 900 000 km², la pêche commerciale étant sa principale activité économique.

« Nous soulevons une question légitime : est-ce qu'un pays peut exister sans territoire physique? C'est une toute nouvelle approche en loi internationale parce que ça ne s'est jamais produit auparavant », avance le ministre des Transports, de l'Énergie, des Communications et de l'Innovation

de Tuvalu, Simon Kofe, que *L'actualité* a rencontré à son bureau dans la capitale, Funafuti.

Le pays a ainsi mis sur pied l'initiative Future Now, qui vise à préserver numériquement le patrimoine géographique, historique et culturel de l'archipel. À terme, la vie démocratique de Tuvalu (registre des naissances, élections, etc.) serait régie via cette plateforme. De cette manière, « Tuvalu deviendrait la première nation numérique à exister dans l'avenir », précise Simon Kofe. Le gouvernement de cet État devrait s'entendre avec celui du (ou des) pays où ses réfugiés climatiques s'établiront — l'Australie s'est offerte.

Lors de sa participation à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier, le premier ministre de Tuvalu, Feleti Teo, élu en janvier 2024, a profité de sa tribune pour sensibiliser ses homologues à cet enjeu. « Un principe qui me tient à cœur est la continuité de l'État. Peu importe ce qui arrivera avec la montée des océans, notre État tel qu'il est reconnu actuellement aux Nations unies doit le demeurer », affirme-t-il en entrevue à sa résidence officielle.

En 2023, le Forum des îles du Pacifique, une organisation politique de coopération régionale, a appuyé cette démarche par une déclaration signée par ses 18 États membres — dont plusieurs petits pays d'Océanie, mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Le défi sera toutefois d'établir un nouveau cadre juridique international pour les futures nations numériques, estime Jean-Baptiste Dudant, professeur de droit international à l'Université de Versailles, en France, et spécialiste de l'autodétermination des États. « Les conséquences d'un État déterritorialisé restent à préciser, nuance-t-il. C'est là l'enjeu et le principal obstacle : obtenir un soutien de la part de la communauté internationale, certes, mais pour quel effet concret en droit? Des questions essentielles demeurent en suspens. Sur quelle base juridique solide la continuité de l'État pourrait-elle reposer? Et comment la garantir concrètement? » ■

Ce reportage a été réalisé grâce à une bourse du Fonds québécois en journalisme international (FQJI).



PAR GUILLAUME
BOURGALT-CÔTÉ |
PHOTOS DE
MARTIN GIRARD

LE

LABORATOIRE

BIRON

LA MISE EN MARCHÉ DE SANTÉ QUÉBEC SE DÉROULE DANS UN CONTEXTE BUDGÉTAIRE DIFFICILE. CE QUI N'EMPÊCHE PAS LA PDG DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ D'ÉTAT D'ESPÉRER QUE CETTE EXPÉRIENCE DÉBOUCHERA SUR UN SYSTÈME CAPABLE DE MIEUX SOIGNER LES QUÉBÉCOIS. GENEVIÈVE BIRON DÉTAILLE LA FORMULE QUI VA LUI PERMETTRE D'EN FAIRE BEAUCOUP PLUS... AVEC PAS TELLEMENT PLUS.

Geneviève Biron a une voix douce et des manières du même ordre. N'empêche que celle qui célèbre ces jours-ci son premier anniversaire comme présidente et cheffe de la direction de la nouvelle gigasociété d'État Santé Québec promet pour le réseau des changements qui auront l'effet évoqué par le ministre de la Santé, Christian Dubé : « shaker » les colonnes du temple.

Après plusieurs mois de gestation, Santé Québec est officiellement responsable des opérations du réseau de la santé depuis le

1^{er} décembre, date de la fusion des 30 établissements du réseau au sein de l'organisme (le ministère conserve la responsabilité de déterminer les orientations). À la tête d'un réseau de près de 330 000 employés, l'ex-dirigeante de Biron Groupe Santé entend notamment réformer la manière dont sont distribués les budgets des établissements... et ne se gêne pas pour critiquer le financement octroyé par Québec. Elle a reçu *L'actualité* à la mi-avril dans les locaux d'un CIUSSS de Montréal.

ASSISTANTE-PHOTOGRAPHE: MATHILDE GARDONIO; COIFFURE ET MAQUILLAGE: MARLOU BERGERON; PRODUCTION: SHOOT STUDIO

Quand le ministre Dubé a présenté sa réforme l'an dernier, il a dit : « Les colonnes du temple vont "shaker". » Avez-vous l'impression que ça a été le cas ?

On a une occasion de remettre en question de manière plus prononcée nos façons de faire. Mais je n'ai pas une approche où je vais bousculer les choses. On a par contre besoin de beaucoup mieux prioriser les actions [du réseau]. Ça va être un des gros piliers dans l'avenir — vraiment mieux prioriser. Actuellement, on constate que l'énergie est dispersée. Ce n'est pas efficace. « Ébranler un peu les colonnes », c'est ça.

Comment décririez-vous le principal objectif de Santé Québec ?

C'est se donner de nouveaux leviers d'intervention. Depuis la fusion [des établissements de santé et de services sociaux au sein de Santé Québec], on travaille tout le monde ensemble dans une organisation, pour un employeur unique. On peut ainsi travailler à réduire les silos, réduire la compétition [entre établissements], faire connaître les meilleures pratiques, s'inspirer de ce que d'autres font.

En mars, vous avez dit que vous vous attendiez à ce que certains PDG d'établissements remettent en question votre leadership. Comment évaluez-vous l'accueil que vous avez reçu ?

L'accueil est vraiment favorable. Avec les PDG, on est dans le dialogue. Est-ce que c'est le choix de tous les PDG [que les choses changent] ? Pour certains, la situation précédente était préférable. Le degré d'adhésion n'est pas le même pour tous, mais dès le début, je leur ai demandé d'adhérer à Santé Québec — parce qu'ils ne sont pas à la bonne place s'ils n'y adhèrent pas.

Avec Santé Québec, est-ce qu'on centralise le réseau ou on le décentralise ?

On doit aller chercher le meilleur des deux. Il y a des activités pour lesquelles on réalise de grands gains à travailler de manière transversale. La cybersécurité, par exemple : doit-on vraiment avoir 30 approches, ou une seule qu'on déploie correctement ? Il y a plusieurs dossiers comme ça.

Est-ce que les hôpitaux et autres établissements vont continuer à prendre des décisions en fonction de leur réalité régionale ?

Je le souhaite. Un de mes grands constats, après ma tournée sur le terrain, c'est qu'il ne faut pas faire du « mur-à-mur ». Ce qui est fait au CHUM ou au CUSM ne peut pas être appliqué aux Îles-de-la-Madeleine. C'est pour s'assurer que les gens en place sont en mesure de prendre des décisions ap-

propriées, proches du terrain, qu'il faut valoriser la fonction de gestionnaire dans le réseau.

Comment expliquez-vous la méfiance que la création de Santé Québec suscite par rapport à la question de la centralisation ?

C'est normal de rencontrer de la résistance lorsqu'il y a de l'incertitude et que des gens souhaiteraient que les choses restent comme elles sont. Des groupes, évidemment, prennent un peu cette posture-là [de résistance]. Mais ce n'est certainement pas ce dont on a besoin dans notre réseau. Ce sera notre rôle d'accompagner les gens dans le changement.

Il y a eu plusieurs grandes réformes de gouvernance dans le réseau depuis 25 ans... Pourquoi en fallait-il encore une ?

La manière dont on était organisés ne fonctionnait pas. Ça fonctionnait une fois qu'un patient entrait [dans le système], mais de plus en plus de gens auront besoin d'y accéder. Les leviers qu'on a maintenant pour y arriver sont uniques, et on doit s'assurer qu'on optimise leur utilisation.

Il y avait un peu de tiraillement [entre les établissements], et même de compétition pour des budgets et des ressources. On voyait de l'affichage publicitaire de recrutement pour un hôpital devant un autre hôpital ! On peut tous travailler ensemble pour s'assurer qu'on utilise mieux les ressources, que les gens ne dépensent pas d'énergie pour des initiatives comme ça. Cette compétition-là, on la voit sur beaucoup de plans.

Chacun a créé ses propres outils, qui ne sont pas tous performants à la même hauteur. Au Saguenay, par exemple, ils sont les champions de la coordination [de services]. Ce qu'ils ont réussi

à faire — ils sont en temps réel dans les données [du parcours hospitalier d'un patient] —, il faut l'amener dans d'autres établissements. Évidemment, tout le monde pense que ses outils sont les meilleurs...

Vous voulez beaucoup de changements pour le réseau... Ça a forcément une incidence sur le personnel — parfois ça inquiète, parfois ça épuise. De quelle façon en tenez-vous compte ?

C'est une question importante, et j'aurais le goût d'y répondre par un constat sur les médias. Aujourd'hui, avec le numérique, on vend des clics. Quand on vend des clics, on vend des nouvelles qui se vendent. Les bonnes nouvelles, même si on essaie d'en donner, il y a peu d'intérêt pour ça. Ce n'est pas juste au Québec ; partout dans le monde, on a plus d'intérêt pour des nouvelles qui nous ébranlent.

Vous croyez qu'il y a une couverture trop négative de ce qui se passe dans le réseau ?

De façon générale — ce n'est pas exclusif à la santé —, on a des couvertures médiatiques qui nous exposent davantage, comme citoyens, à des nouvelles sensationnalistes ou négatives. Quand on voit beaucoup de ces nouvelles-là, c'est nor-

mal que ça affecte le personnel... Personnellement, je ne m'en fais pas. Mais on doit souvent remonter les équipes.

La couverture médiatique les démoralise ?

Ce n'est pas idéal.

Selon vous, ça nuit à l'attractivité du réseau ?

Nos gens sont faits forts, ça fait longtemps qu'ils vivent ça. Mais est-ce que ça aiderait qu'on soit un petit peu plus soutenus ? Moi, [que certains fassent] des constats dramatiques après trois ou quatre mois de Santé Québec...

Vous trouvez ça précipité ?

On devrait être jugés sur les résultats, sur les faits.

À partir de quand prévoyez-vous que Santé Québec sera pleinement déployée — et qu'on pourra juger des résultats, justement ?

On vient de terminer notre première année financière complète. On est rendus à la phase d'opérationnalisation du réseau... et ça donne déjà des résultats. On a réduit la liste de chirurgies en attente depuis plus d'un an : on est rendus à 6 300, soit 4 000 de moins en quelques mois. On va continuer. Sur notre tableau de bord, on est beaucoup au vert, il y a seulement quelques indicateurs au rouge [personnes en attente d'une place en CHSLD ; durée moyenne de séjour sur civière, etc.].

C'est déjà un effet de Santé Québec ?

Je ne dirais pas que c'est l'effet de Santé Québec : ce sont les gens du réseau qui nous donnent la chance de travailler tout le monde ensemble.

Que va changer le premier plan stratégique de Santé Québec, qui sera déposé dans quelques semaines ?

Ça nous donne des cibles. On dit souvent que ce qui se mesure se gère... Le plan nous donne des cibles pour les trois prochaines années.

Il compte 20 cibles [notamment le nombre de patients aux urgences qui auraient pu être pris en charge ailleurs, ou le pourcentage de personnes attirées à un professionnel ou à une équipe de soins de première ligne]. Après ça, il y aura des cibles opérationnelles d'actions plus concrètes. On donne déjà des résultats, mais je vais vouloir accélérer les choses, et mieux prioriser les gros défis.

Quelles sont vos priorités pour la durée de votre mandat [trois ans] ?

On doit coordonner les services de notre réseau à un niveau acceptable, parce que les besoins sont en forte croissance, avec la population en augmentation et vieillissante. On ne pourra pas toujours juste ajouter de

<< LE DEGRÉ D'ADHÉSION [DES PDG] N'EST PAS LE MÊME POUR TOUS, MAIS DÈS LE DÉBUT, JE LEUR AI DEMANDÉ D'ADHÉRER À SANTÉ QUÉBEC — PARCE QU'ILS NE SONT PAS À LA BONNE PLACE S'ILS N'Y ADHÈRENT PAS. >>



l'argent. Il faut être beaucoup plus performants. En parallèle, il faut se préparer pour les bases de la santé de précision [une approche où les progrès technologiques aident à comprendre, diagnostiquer et traiter les maladies, avec notamment des interventions préventives], qui va nous donner de grands gains dans l'avenir.

Le gouvernement vous a demandé, dès le départ, de trouver 1,5 milliard de dollars d'économies – vous avez établi comment épargner environ 800 millions. Plusieurs reportages ont montré des effets concrets sur le terrain... Quelles leçons tirez-vous de ça ?

Chacun des établissements dépensait au-delà de son budget. Ça s'est même accentué, et si on n'avait rien fait, on aurait terminé avec plus de deux milliards de déficit. On a dit à chacun des PDG: «Voici vos cibles, trouvez vos actions.» C'était rapide, ce n'était pas idéal. Ils ont fait un plan d'équilibre budgétaire, puis on a catégorisé les actions selon les impacts sur la clientèle. Pour celles qui avaient le plus d'impact, on a dit: «On fait une pause, on va s'en reparler avant de les mettre à exécution.» C'est là où on en est.

Ce n'était pas idéal pour le démarrage de Santé Québec. On a dû agir rapidement, et je souhaite travailler autrement dans l'avenir. D'un autre côté, l'exercice a forcé des décisions qui auraient dû être prises il y a longtemps. Les équipes ont eu à se demander si elles avaient les bonnes personnes à la bonne place au bon moment pour fournir les bons soins à la population. Ça a donné l'impulsion pour prendre des décisions pas toujours faciles, mais requises.

Quels genres de changements sont envisagés dans la gestion des budgets ?

Un exemple: on distribue les budgets de manière historique. Un hôpital reçoit tel budget parce qu'il a pas mal tout le temps eu tel pourcentage, disons. On s'est demandé: «Est-ce qu'on peut distribuer les budgets autrement, en tenant compte des volumes, des missions?» On ne peut pas faire ça radicalement, et ce n'est pas mon approche. Mais est-ce qu'il va y avoir des changements? Oui. On va cibler les bonnes actions, avec les gens, en dialoguant. Ça, c'est une action importante qui s'en vient. On a rencontré les PDG pour leur dire que la distribution du budget va se faire de manière différente, et que les objectifs de performance vont également être établis différemment.

C'est-à-dire ?

On a des centaines de centres d'activités dans le réseau. Certains ont des missions très spécifiques et ne peuvent être comparés. Mais si on pouvait ramener à la moyenne la performance des centres d'activités qui sont au-dessus [de la moyenne des coûts], on

économiserait trois milliards de dollars. Cela dit, on va y aller par étapes.

Mais il peut y avoir des explications derrière les différences.

Oui, mais pour des établissements de même type et de missions comparables, on est capables de voir qu'il y a de bons écarts. Santé Québec nous permet d'avoir cette vue d'ensemble.

Comment les PDG ont-ils réagi à l'annonce que vous alliez revoir le mode de financement des établissements ?

On va travailler avec eux et leurs équipes. Il y a déjà des communications. Mais je ne pense pas qu'on doit regarder ça de manière alarmante. Au contraire: ce sont des occasions d'amélioration. Personne [parmi les gestionnaires du réseau] ne souhaite être à l'écart de la performance.

Êtes-vous déçue du dernier budget du gouvernement ? La croissance des dépenses en santé sera de 3 % en 2025-2026, mais de 2 % à l'exercice suivant – soit moins que ce qu'il faut pour couvrir les coûts de système. Il va y avoir un problème !

J'aurais aimé qu'on ait plus de moyens à court terme, parce que je souhaite qu'on fasse les choses dans le bon ordre. Après, on attribue collectivement un bon budget à la santé, il faut vraiment s'assurer qu'on dépense bien ces sous-là.



L'analyse du budget Girard faite par Santé Québec indique qu'il y aura un manque à gagner de 3,6 milliards cette année pour les services à la population, les infrastructures et les technologies de l'information. Le ministre Dubé répète qu'on ne peut pas juste ajouter de l'argent, qu'il faut améliorer l'efficacité. Jusqu'à quel point peut-on faire ça sans que ça touche les services ?

C'est pour ça que je parle d'avoir les bons budgets au bon moment... Actuellement, mon grand défi, c'est la pression du temps. Les gens voudraient des changements d'un coup de baguette magique. Au budget de cette année, quand on enlève les coûts de système, il reste environ 800 millions pour le volume supplémentaire. Quand on regarde les besoins, on voit un écart. C'est pour ça qu'on va demander aux établissements de faire un effort – de toute façon requis par la grande mission de s'assurer que les sous de l'État sont bien gérés.

Avez-vous l'impression que le gouvernement fournit des ressources suffisantes à Santé Québec pour démarrer la machine ?

Je ne passe pas beaucoup de temps à m'apitoyer sur la situation... Un effort a été fait pour en donner à la santé, considérant le déficit de plus de 13 milliards. Je le reconnais. En même temps, est-ce que j'aurais souhaité qu'on ait plus d'argent maintenant? Absolument. On pourrait faire les choses selon une meilleure séquence. Mais

<< EST-CE QUE J'AURAIS SOUHAITÉ QU'ON AIT PLUS D'ARGENT MAINTENANT ? ABSOLUMENT. ON POURRAIT FAIRE LES CHOSES SELON UNE MEILLEURE SÉQUENCE. MAIS JE PRENDS LE JEU DE CARTES QU'ON ME DONNE ET JE TRAVAILLE AVEC. >>

je prends le jeu de cartes qu'on me donne et je travaille avec.

La saga de la construction du nouvel hôpital Maisonneuve-Rosemont montre-t-elle certaines limites du rôle de Santé Québec ? Québec prendra la décision, mais en attendant, vous vous retrouvez avec les problèmes...

Beaucoup d'installations ont besoin d'amour. Mais on a une enveloppe, une capacité de payer, et il faut conjuguer le maintien des actifs et le développement. Ça fait seulement quatre mois que Santé Québec est opérationnelle, des décisions avaient été prises avant. Je souhaite qu'on ait plus d'influence dans l'avenir sur les décisions de ce type. Que Santé Québec ait une meilleure compréhension de l'état des lieux et des besoins, en tenant compte de la santé populationnelle, et plus d'influence dans le processus [de décision].

Ça peut être intéressant politiquement d'annoncer un établissement dans telle région, alors que Santé Québec le souhaiterait ailleurs. Entrevoyez-vous un problème d'arrimage avec le gouvernement autour de décisions de ce genre ?

Santé Québec a été conçue pour créer cette distance-là [avec le politique]. Maintenant, c'est normal que ça demande un certain temps.

En matière d'imputabilité, s'il y a un problème dans un hôpital, les questions doivent-elles être dirigées vers vous ou vers le ministre ?

La tendance devrait être vers Santé Québec. On a la responsabilité de gérer le réseau – et de répondre à ce type de questions. Santé Québec est le fruit de l'actuel ministre de la Santé. Il veut tellement que les choses fonctionnent. Plus tard, on aura un avantage collectif à ce que Santé Québec puisse prendre la pleine responsabilité de son rôle d'administrateur.

Avez-vous la latitude pour dire au ministre Dubé que telle décision ne fonctionne pas ?

J'ai certainement de l'influence pour les réflexions et le partage d'idées. Je sens une belle réceptivité. Je me fais porteuse des préoccupations des PDG, et il y a un bon dialogue.

Qui est le patron du réseau de la santé, vous ou le ministre ?

On a chacun notre rôle à jouer. Et on est dans une période d'adaptation dans nos différents rôles et responsabilités. Durant cette période-là, on doit discuter ensemble et parfois dire: «Ça, je pense que ça relève plus de nous.»

Il y a donc encore un peu d'arrimage à faire ?

Un peu, oui. ■

Les sacrifiés d'Assad

texte et photos
Fabrice de Pierrebourg



La guerre civile syrienne a fait plus d'un demi-million de morts, mais a aussi sacrifié la génération d'enfants à la source de la révolte contre le dictateur Bachar al-Assad il y a 14 ans. Après avoir été emprisonnés, bombardés, assiégés et gazés, ces jeunes sont aujourd'hui libérés. Mais à quel prix ?

Samedi 10 septembre 2016, près de Damas, en Syrie. Cela fait maintenant cinq ans que le dictateur Bachar al-Assad a tué dans l'œuf les vellétés de démocratie de son peuple. La guerre civile se poursuit — elle fera en 14 ans de 500 000 à 600 000 morts, selon les différents bilans, dont environ 25 000 enfants, et près de 150 000 disparus. Parmi les civils, certains seront gazés au sarin et au chlore.

Une voix grésille dans le talkie-walkie de Mohamed, 20 ans, secouriste volontaire au sein des Casques blancs, organisation de défense civile active dans les régions rebelles écrasées militairement par le régime. Son chef lui ordonne de se rendre à un endroit, où il devra envelopper le corps d'un « jeune martyr dans un linceul », comme le commande le rituel funéraire musulman. Lorsque Mohamed arrive sur place, il voit son père en pleurs. Le martyr, c'est son frère âgé de 16 ans, tué lors du bombardement de leur maison. « Il était en morceaux », me raconte Mohamed avec émotion près de 10 ans après les faits.

« On a prié, puis on l'a enterré... Mon frère s'appelait Yaman, ce qui veut dire "de bon augure" [en arabe] », ajoute Mohamed.

Il me raconte aussi que, pour lui, être secouriste dès l'âge de 19 ans et risquer sa vie pour les autres était alors sa façon de s'engager pour la « liberté et de donner [quelque chose] à [son] pays ».

Mohamed, aujourd'hui âgé de 28 ans et toujours secouriste, fait partie de cette génération de centaines de milliers de Syriens, essentiellement musulmans sunnites, dont l'enfance, l'adolescence et la vie de jeune adulte ont été sacrifiées, et l'avenir hypothéqué, par la guerre qui a ravagé leur pays de 2011 à décembre 2024.

Une génération bombardée, gazée, affamée lors des sièges complets de différentes villes, prisonnière des geôles d'Assad, déplacée ou condamnée à l'exil. Alors désormais, pour Mohamed, Hatem, Abdel Raman, Rafik, Yasmine et tous les autres, cette Libération — c'est ainsi que les Syriens appellent le renversement du régime Assad — est forcément douce-amère.

À la fin de l'hiver, *L'actualité* a parcouru une partie de la Syrie à la rencontre de cette « génération Assad ». En a résulté un voyage dans le temps au fil de récits poignants, jusqu'aux racines de la révolution commencée dans la foulée du printemps arabe, en 2011. Cette révolution pacifique, galvanisée d'abord par la jeunesse, s'est rapidement muée en rébellion armée et, tout aussi vite, en guerre civile.

« Je sens que tout mon pays dégage l'odeur de la mort. Lorsque je me promène au milieu des ruines, je me souviens de chaque cadavre que j'ai récupéré, de chaque blessé que j'ai secouru », se désole Mohamed.



En ouverture : La cour d'école où tout a commencé, à Deraa. À gauche : Mohamed, secouriste de 28 ans, fait partie de la génération sacrifiée. Ci-dessus : D'ex-rebelles contrôlent les entrées et les sorties dans la Ghouta.



Après 14 ans de répression par le régime, il n'aura fallu qu'une dizaine de jours, en décembre 2024, à la coalition de groupes rebelles islamistes — menée par le mouvement Hayat Tahrir al-Cham (HTC) d'Ahmed al-Charaa, alias Abou Mohammad al-Jolani — pour mettre un terme à cinq décennies de mainmise autoritaire par la dynastie Assad. Il y a eu d'abord Hafez, le père, qui s'est emparé de la tête du pays après un coup d'État en 1970, avant que Bachar, l'un de ses fils, lui succède à sa mort en 2000.

Partis de leur fief, Idlib, dans le nord du pays, et de Deraa, à l'extrême sud, les rebelles ont capturé en un claquement de doigts plusieurs villes clés avant de franchir, dans la nuit du 8 décembre 2024, les portes de Damas. La capitale est tombée presque sans un coup de feu, alors que Bachar al-Assad et ses proches venaient à peine de s'enfuir en avion vers la Russie.

« Jamais du temps d'Assad nous n'aurions pensé que ce régime allait tomber un jour. Il était évident que nous, les

jeunes, n'aurions jamais d'avenir. Puis, en quelques jours, tout s'est effondré. Comme par magie », raconte, encore ébahi, Wajeh, un chrétien de 19 ans qui étudie la littérature française à Damas.

Aujourd'hui, le rebelle Ahmed al-Charaa, un musulman sunnite, a abandonné sa tenue de combat et son nom de guerre pour revêtir le costume-cravate de président intérimaire autoproclamé d'une Syrie en quête de reconnaissance internationale.

Ce quadragénaire assure avoir laissé derrière lui son lourd passé d'icône du djihad armé. Parti en Irak pour

combattre les Américains dès 2003, il est revenu en Syrie pour fonder vers 2012 le Front al-Nosra, un groupe djihadiste. Un an plus tard, il refusait la fusion avec le groupe État islamique alors en expansion et faisait allégeance au rival al-Qaïda. Il a délaissé le groupe en 2016 pour créer le HTC, qui allait devenir progressivement le gouvernement islamiste de facto de la région d'Idlib, enclave d'au moins 3 000 km² (10 fois l'île de Montréal) collée sur la frontière turque.

Depuis décembre, ces nouveaux maîtres du pays n'ont pas traîné pour s'approprier les anciens lieux de pouvoir, des ministères aux postes de police. À la frontière libano-syrienne, flanquée d'un imposant portique « *Welcome to Syria* », la bureaucratie avait repris ses droits lors de notre passage en février, après des semaines de quasi libre circulation. Les tampons sont à nouveau apposés dans les passeports. Mais sans bakchich (pot-de-vin) à verser, comme c'était le cas avec les hommes du régime déchu, se réjouit mon chauffeur de taxi.

Les ex-rebelles se montrent toutefois discrets dans les rues de Damas. Souvent jeunes, ils sont reconnaissables à leur tenue de combat ou uniforme noir où est brodée l'inscription « Sécurité générale », à leur barbe taillée et à leur AK-47 en bandoulière. Ils patrouillent dans la ville à



Ci-dessus : Fadel, serveur au café al-Rawda, au cœur de la capitale. À droite : Pour Hakam, qui a combattu le régime Assad dans les rangs de l'Armée syrienne libre, toutes les portes sont ouvertes désormais.

pied ou dans des *pickups* neufs et, aux principaux points d'entrée de la capitale, inspectent chaque véhicule du regard, mais avec un air blasé.

La plupart des habitants de la capitale ont le sourire aux lèvres quand on les interroge sur leur nouvelle vie. En dépit de la pauvreté qui accable jusqu'à 90 % de la population, selon l'ONU, de l'incertitude politique et économique, et de la méfiance de certains à l'égard du président intérimaire. Sans compter les inquiétudes liées aux risques d'affrontements sectaires, comme ceux vécus fin février sur la côte méditerranéenne entre miliciens alaouites (ethnie chiïte du clan Assad) et forces du nouveau régime, au cours desquels plus de 700 civils auraient péri.

Les Damascènes apprécient la fin de l'extorsion et de la corruption érigées en système par l'ex-régime ainsi que l'arrêt des rationnements d'essence. Ils se disent contents de ne plus voir de rues et de quartiers interdits au public, d'avoir la liberté d'installer des étals de fruits, légumes ou pains sur les trottoirs pour arriver à joindre les deux bouts — et d'utiliser des dollars. Autant de petites choses prohibées il n'y a pas si longtemps. Et surtout, ils profitent du fait de pouvoir parler politique sans risquer d'être espionnés

par les sinistres moukhabarats, ces membres de la police secrète de l'époque Assad. Ils ne craignent plus de rejoindre la cohorte des dizaines de milliers de Syriens disparus dans des geôles transformées en sordides usines à torture et à exécution.

Au café al-Rawda, au cœur de la capitale, intellectuels, artistes, journalistes et politiciens se retrouvent depuis les années 40 pour philosopher au milieu du nuage de fumée des narguilés. Le patron évoque les interdictions d'un régime aux abois et paranoïaque à l'idée de diffuser des matchs de soccer, de peur que les clients sortent ensuite manifester dans la rue. Et les taxes et sommes exorbitantes (jusqu'à 50 000 dollars américains) exigées pour maintenir son café ouvert. Un racket déguisé en contribution à un obscur « Fonds des martyrs ».

Aujourd'hui, Damas vibre. La capitale de 2,5 millions d'habitants est effervescente grâce à une liberté retrouvée par les plus vieux après un demi-siècle de dictature. Une liberté et une paix inconnues jusque-là des plus jeunes. Surtout ceux issus des régions « rebelles », les plus touchées par les 14 années de guerre.

« Avant, on avait même peur de dire bonjour à certaines personnes, par crainte qu'elles n'aient pas le ton de notre bonjour et qu'on ait des ennuis », souligne Fadel, 33 ans, originaire d'Idlib, enseignant et serveur au café al-Rawda. « L'espoir d'un avenir meilleur est là, *inch Allah*, et je dis à mes amis exilés à l'étranger de revenir. »



Sept millions de Syriens, sur une population totale d'environ 35 millions au début de la guerre, se sont réfugiés dans les pays limitrophes (Jordanie, Liban et Turquie) et jusqu'en Europe. Près de 100 000 ont abouti au Canada, dont quelque 5 000 au Québec.

Depuis Damas, il faut rouler près de deux heures vers le sud, au milieu d'une étendue de champs à la terre ocre labourée et de plantations d'oliviers, pour atteindre la ville de Deraa. La double voie quasi déserte dans les deux directions est parsemée de

guérites en béton abandonnées aux couleurs de l'ex-régime et de quelques véhicules militaires calcinés.

Située aux confins de la Jordanie et du Golan, massif montagneux occupé par Israël (depuis 1967), cette ville d'environ 70 000 habitants (en majorité des musulmans sunnites) avant la guerre est considérée comme le berceau de la révolution syrienne. Ce mouvement spontané de protestation, inspiré du printemps arabe en Égypte et en Tunisie, a rapidement essaimé de Deraa vers plusieurs régions du pays.

Tout a commencé en mars 2011 par un graffiti sarcastique, « Ton tour arrive, docteur » — allusion à la profession d'ophtalmologiste de Bachar al-Assad —, dessiné par des ados sur un mur de leur école. Une blague qui a conduit à l'arrestation, l'incarcération et la torture pendant plus d'un mois de ces ados vus comme suspects par la police secrète du régime, dirigée localement par un cousin d'Assad. Cet événement dramatique a entraîné des manifestations, de plus en plus durement réprimées, sur la place centrale et à la mosquée Omari. Puis a mené à un siège cruel des quartiers qui se révoltaient.

Aujourd'hui encore, les murs intérieurs de la cour de cette école sont couverts de graffitis politiques, tracés récemment : « La révolution ne finira pas » et « Le docteur a fui », pied de nez au sort d'Assad. Un hommage à ces jeunes précurseurs qui ont changé sans le savoir le destin de la Syrie.

« Moi, je connais l'histoire de ces enfants jetés en prison », lance fièrement Omar, 10 ans, au milieu de ses camarades qui jouent au soccer et aux billes.

Devant la mosquée, Hakam, 32 ans, écarte grand les bras vers le ciel lorsqu'on l'interroge sur ses sentiments actuels : « Toutes les portes sont ouvertes désormais... J'étais là le 18 mars 2011 quand les forces du régime ont surgi avec des blindés et tiré sur nous. Le premier mort de cette révolte avait 18 ans... Jamais nous n'avions imaginé pouvoir être tués par notre propre gouvernement. »

Le plus jeune enfant de cette révolution, arrêté au cours de l'une des manifestations puis torturé à mort, n'avait que 13 ans.

Hakam a ensuite combattu le régime dans les rangs de l'Armée syrienne libre (ASL), groupe de rebelles nationalistes soutenu par l'Occident, fondé par d'ex-militaires au cours de l'été 2011. Le 6 décembre 2024, lorsque les forces gouvernementales ont abandonné sa ville, Hakam s'est joint sans hésiter à un groupe de combattants qui a foncé sur Damas pour s'allier avec les éléments de HTC venus d'Idlib, au nord.

L'euphorie et le sentiment de revanche éprouvés au milieu d'une population damascène en liesse ne pouvaient culminer, dit-il, « l'énorme tragédie » du passé. « J'ai perdu des proches et des amis. Tous mes rêves se sont envolés. Beau-



À gauche : Bachir, 13 ans, se recueille pour la première fois sur la tombe de son grand-père. Ci-dessus : Portrait barbouillé de Hafez al-Assad, le père de Bachar, qui s'est emparé de la tête du pays après un coup d'État en 1970.

coup de jeunes comme moi ont grandi et découvert le monde sous les bombes.»

Autour de nous, plusieurs quartiers de la ville considérés alors comme hostiles au régime portent toujours les marques de bombardements intenses, surtout par l'aviation russe, notamment de 2014 à 2018, puis en 2021. Les activistes locaux réclament d'ailleurs que le 18 mars devienne une journée de commémoration nationale.

«Il y a eu ce court moment où les jeunes se voyaient comme l'avant-garde révolutionnaire. Puis ils ont été supplantés par les nouveaux acteurs de la révolte [NDLR: opposition politique officielle, puis groupes rebelles et djihadistes]. Ils ont perdu leur destin politique, d'où le cynisme de plusieurs envers la politique», constate Sarah Anne Rennick, responsable d'un projet de recherche au sein du groupe de réflexion Arab Reform Initiative (ARI), établi à Paris. Le projet porte sur les «Trajectoires des jeunes en Syrie, en Libye et en Irak» en contexte de conflit et de postconflit.

Près de 70 Syriens âgés de 18 à 32 ans (âge moyen de 24,5 ans) ont été interrogés dans le cadre de cette vaste étude financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa, afin de «comprendre leurs actions et leur processus permanent de prise de décisions, de création de moyens de survivre en situation de guerre, mais aussi leurs aspirations ou leur vision de la politique», précise la chercheuse et directrice adjointe de l'ARI.

Et chez de nombreux jeunes interrogés, comme chez Mohamed, l'engagement dans l'action humanitaire locale sur une base volontaire, non rémunérée, était «une valeur essentielle dont ils pouvaient constater l'effet concret dans leur collectivité».

Sitôt franchies les limites de la vieille ville de Damas, cernée d'imposantes fortifications médiévales, la désolation saute au visage. On roule pendant des kilomètres vers le nord-est à travers la région martyre de la Ghouta («oasis», en arabe) et ses localités de Zamalka, Jobar, Harasta ou Douma. Partout ce même décor postapocalyptique poussiéreux qui laisse bouche bée : un

océan gris-beige de bâtiments effondrés ou dévastés, de minarets de mosquées décapités, de tranchées, et de carcasses d'autos devenues territoires de chiens squelettiques.

La Ghouta restera synonyme de la férocité de la guerre menée par l'ancien régime, soutenu par l'aviation russe, contre la population civile.

Tous les édifices encore debout sont des coquilles en béton brut. Comme si seul le gros œuvre était achevé. Les portes, fenêtres, mobiliers, tuyauteries en cuivre, câbles électriques et même parfois les céramiques ont disparu — conséquence d'une razzia systématique par les soldats de la 4^e division blindée. Cette unité, commandée par le frère cadet de Bachar al-Assad, Maher, était connue pour ses pillages dans les zones dévastées, sa production intensive et son trafic de captagon (pilules d'amphétamine) ainsi que ses extorsions, y compris à la frontière.

La région de la Goutha, d'une centaine de kilomètres carrés, abritait près de 400 000 habitants avant la guerre. Aujourd'hui, ils ne sont que des poignées à être revenus dans les rares secteurs épargnés, en tout ou en partie, par la machine répressive du régime Assad.

Dans le cimetière de Jobar cerné de destruction, Bachir, 13 ans, presque l'âge de la guerre, est figé devant la tombe de son grand-père. Aucun bruit ne vient troubler le moment. C'est la première fois que ce garçon timide s'y recueille depuis que sa famille est revenue, à la mi-décembre, dans cette ville qu'elle avait abandonnée en 2013. Le père de Bachir, mécanicien quadragénaire au regard doux, raconte qu'ils n'ont pas arrêté ensuite de se déplacer dans la Ghouta

pour échapper aux bombardements incessants qui lui ont enlevé son père, son frère et des cousins. Le plus éprouvant, confie-t-il, c'était de se demander, chaque fois qu'il quittait la maison, s'il reverrait les siens «vivants ou non».

La plupart des sépultures sont brisées par les bombardements. Même les morts n'ont pas été épargnés. Un vieux gardien bénévole au visage buriné, coiffé d'un keffieh, a peint des chiffres rouges sur les stèles et tout recensé dans un petit carnet pour aider les familles à retrouver les tombes de leurs «martyrs».

La région a été assiégée dès mars 2013. Ses habitants ont été affamés et, paroxysme de l'horreur, ils ont subi plusieurs attaques aux armes chimiques, dont deux majeures : des roquettes remplies de gaz sarin en 2013 et des barils de chlore largués par hélicoptère en 2018. Des attaques confirmées par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et dénoncées par le Canada, qui a condamné «le régime Assad pour son utilisation répétée d'armes chimiques, qui constitue une violation flagrante du droit international».

Hatem, 17 ans, a échappé au pire. Lui et son père, Wael, doivent leur survie à Yasser, secouriste volontaire, qui a tambouriné contre la porte de leur maison au milieu de la nuit du 21 août 2013 pour les réveiller. Le régime venait de tirer des roquettes contenant du gaz sarin — gaz neu-

rotoxique inodore et mortel — sur Jobar et plusieurs autres localités de la région.

« Mon père m'a porté immédiatement dans ses bras vers le toit pour qu'on puisse y respirer de l'air non contaminé [NDLR: ce gaz a tendance à rester au sol]. Les secouristes jetaient de l'eau sur les gens, et même des serviettes imbibées de coca-cola », raconte Hatem, entouré de son père et de leur ange gardien.

Dans une maison voisine, un couple de cinquantenaires fait le même récit de cette nuit de « fin du monde ». Eux aussi ont survécu parce qu'ils ont eu le réflexe de s'enfermer avec leurs enfants dans une chambre, avec des linges humides sous la porte et devant leur visage. Le gaz a quand même eu le temps de faire un peu effet. « Notre vue était brouillée, relate Fawzi, le père. On hallucinait. Moi, je ne pouvais presque plus bouger. Aujourd'hui, j'ai toujours des problèmes aux poumons comme un asthmatique. »

Un scénario catastrophe parfait, résume le secouriste Yasser, 56 ans : « C'était une nuit très chaude, donc tout le monde dormait les fenêtres ouvertes. Et l'absence de vent a fait que le gaz a stagné. Les gens atteints tombaient au sol, bavaient, étaient agités de convulsions. On ne pourra jamais pardonner à ces tueurs. » Près de 1 000 civils sont morts par suffocation et près de 6 000 ont été blessés lors de cette attaque d'août 2013, objet depuis de plusieurs procédures judiciaires internationales.

Assis sur une chaise devant sa quincaillerie, Jamal, 67 ans, revoit ces images de familles du quartier décimées par le sarin, ainsi que l'herbe et même la sciure de bois que les habitants ramassaient et mangeaient pour survivre à la famine lorsque sa ville était assiégée. « Assad laissait entrer de l'orge, parce que c'était la nourriture des ânes... Nous n'avions pas d'autre choix que d'endurer ça. La communauté internationale nous avait abandonnés. »

En cette veille de ramadan, les allées couvertes du souk du vieux Damas sont bondées. Dans ce dédale, les gens formant une foule compacte se croisent, se frôlent, se bousculent entre les étals des marchands, qui les interpellent. L'air est embaumé des senteurs d'épices et d'herbes aromatiques séchées ainsi que des effluves de pâtisseries s'échappant des fours.

Abdel Raman, 16 ans, travaille six jours sur sept devant une table de confiseries pour le compte d'un commerçant voisin et ami de sa famille. Sa jeunesse dans la Ghouta ressemble à celle de dizaines de milliers d'autres jeunes sunnites syriens, sous les bombes et victimes d'un siège total de leur région pendant environ cinq ans.



« Quand le régime a enfin ouvert une route d'évacuation [NDLR: un couloir humanitaire pour permettre aux civils de quitter une zone assiégée], se souvient-il, ma famille et moi sommes arrivés à Damas et c'est là que j'ai vu du pain pour la première fois. J'en ai dévoré un morceau et en ai caché deux dans ma poche pour le lendemain. »

Selon les Nations unies, près de 50 % des Syriens aujourd'hui âgés de 6 à 15 ans sont déscolarisés à cause du conflit, soit parce que leurs écoles n'étaient plus accessibles ou fonctionnelles (40 % des 20 000 écoles sont fermées), soit parce que leurs familles n'avaient plus les moyens de leur payer des études, ou qu'ils devaient travailler.

Chez les plus vieux, déjà à l'école au début de la guerre, le parcours a souvent pris fin abruptement. Comme pour Abdel Raman, qui a quitté l'école à l'âge de 10 ans. « J'aime mon métier, et que voulez-vous que je fasse d'autre ? L'école, ça n'a pas marché », répond-il, presque gêné, lorsqu'on lui demande s'il serait tenté de reprendre des études maintenant que la guerre est finie.

« L'accès à l'éducation et aux écoles est perçu par la plupart des enfants et des jeunes comme un luxe », constate Bujar Hoxha, directeur pour la Syrie de l'ONG internationale Save the Children, de retour d'une tournée à travers le pays où il a été marqué par « l'ampleur de la pauvreté et de la dévastation ».

« Il est urgent, dit-il, de créer des programmes d'apprentissage accéléré pour aider les jeunes à rattraper leur retard en matière d'éducation. Les enfants et les jeunes sont le seul espoir de construire une société diversifiée dont les composantes puissent coexister pacifiquement. Il



À gauche : Abdel Raman a dû quitter l'école à l'âge de 10 ans. Il vend des confiseries pour un ami de la famille. Ci-dessus : Hatem (à droite) et son père (devant) ont été sauvés de l'attaque au gaz sarin par Yasser (à gauche).

faudra de trois à cinq ans de soutien par des donateurs pour reconstruire les écoles et investir dans l'éducation. »

Hatem, le survivant de l'attaque chimique, rêve désormais de retourner étudier, après des années d'interruption, et d'obtenir un baccalauréat en langue arabe ou en mathématiques, ses deux passions. Mais il souhaite surtout vivre dans un pays « sans guerre ». « Ils [l'ancien régime] nous ont détruits humainement et ont bousillé notre avenir. »

« **G**arde la tête haute, tu es un Syrien libre. » « Un, un, un, la Syrie est un. » « Non au professionnalisme. » Ce 28 février, des centaines de Syriens de tous âges sont rassemblés au centre de Douma, dans la Ghouta, pour chanter et scander ces slogans entre deux discours d'orateurs.

« Enfin nous récupérons notre pays », exulte l'un d'eux au micro. Une ronde endiablée se met alors en branle. Un jeune rebelle hilare se laisse entraîner par la foule, son arme automatique brandie en l'air. Sur un toit, des adolescents

agitent le drapeau des rebelles, devenu l'emblème officiel du pays, en faisant le V de la victoire.

« Avant, ils nous emprisonnaient ou nous tuaient dès que l'on manifestait », témoigne Omrane, 19 ans. Lui qui a dû arrêter l'école pendant la première moitié de la guerre s'attache à l'espoir de « voir se construire une nouvelle Syrie forte et souveraine ».

Debout près des haut-parleurs, Rafik, 22 ans, étudiant et aspirant professeur de physique, croit en ce nouveau régime qui les « écoute » et qui comprend que les jeunes « doivent avoir leur place » dans toutes les strates de la gouvernance. « La démocratie, ce n'est pas que le droit de manifester, plaide ce solide gaillard. Elle va de pair avec une prise en compte des demandes exprimées. Dans plusieurs ministères, ils ouvrent déjà leurs portes aux jeunes. Ils recrutent même dans les universités. »

Cette question de la participation des jeunes au « processus de construction d'une paix



Ci-dessus : Des adolescents agitent le drapeau des rebelles, devenu l'emblème officiel du pays, lors d'un rassemblement. À droite : Yasmine, Sham et Rahaf devant le monument commémoratif du 18 mars 2011.

« durable » ressort aussi des entretiens menés par l'équipe de Sarah Anne Rennick dans le cadre de son étude soutenue par le CRDI. Cette participation varie selon qu'ils se trouvaient dans une région épargnée par la guerre ou pas. Dans les régions durement éprouvées, la capacité des jeunes à être des « acteurs politiques », une de leurs priorités, était supplantée par le besoin urgent et compréhensible de « subsistance économique ». Exception faite, poursuit-elle, des jeunes qui sont devenus membres des conseils locaux, établis dans la plupart des zones « libérées » pour gérer les enjeux et services locaux en l'absence de l'État. « Eux ont acquis une expérience politique et d'administration publique. » Mais chaque fois que le régime Assad reprenait militairement le pouvoir sur certaines de ces régions, « c'était fini », ajoute-t-elle.

Lorsque ces jeunes se projetaient dans l'avenir, aucun n'imaginait que ça irait mieux, que ce soit politiquement ou économiquement, note Sarah Anne Rennick. « Leur avenir n'était concevable qu'à l'extérieur de leur pays. Et aucune réconciliation n'était envisageable. Désabusés, ils exprimaient aussi un sentiment d'abandon par la communauté internationale. Surtout ceux qui vivaient sous les bombes du régime. »

À Deraa, au pied du monument commémoratif de la première manifestation du 18 mars 2011,

Yasmine, 18 ans, Sham et Rahaf, 19 ans, étudiantes en sciences et langue arabe, « goût[ent] la liberté retrouvée » et la fin de la peur d'être « tuées ou kidnappées ».

Même si « l'avenir de la jeunesse a été détruit », déplore Sham, les trois amies, au voile posé légèrement sur leurs cheveux, veulent garder confiance quant à la place des femmes dans cette nouvelle Syrie. « Si elles sont représentées [politiquement], nos droits seront protégés et respectés », croit Rahaf. (Seule une activiste, chrétienne, fera son entrée au nouveau gouvernement annoncé un mois plus tard.)

Le président al-Charaa veut rassurer à la fois les différentes minorités confessionnelles (alaouites, chrétiens, druzes et kurdes) du pays, inquiètes qu'il soit désormais gouverné par la majorité sunnite, y compris ses composantes islamistes plus radicales, et la communauté internationale.

« On est habitués à vivre ensemble... tant que la politique [ne se mêle pas des relations interconfessionnelles] et que les pays étrangers ne s'ingèrent pas », souligne le gérant chrétien d'un restaurant du vieux Damas, près d'une table où employés musulmans et chrétiens partagent un repas de rupture du jeûne (iftar) du ramadan.

En plus de garantir le « statut social des femmes » et leur protection contre toute « violence ou discrimination », la Constitution transitoire ratifiée à la mi-mars par al-Charaa, bien que basée sur la jurisprudence islamique, établit l'égalité des droits sans discrimination fondée sur la race, la religion ou le sexe.

Le chemin s'annonce quand même chaotique pour le président intérimaire. Présenté comme pragmatique, al-



Charaa suscite la méfiance au sein notamment de la riche bourgeoisie damascène, qui trouvait son compte sous Assad. Une certaine frustration monte aussi chez certains sunnites, entre autres ceux de la région de Deraa qui, malgré leur rôle d'initiateurs de cette révolution, se sentent abandonnés par le pouvoir en place.

Le nouveau régime devra aussi tenir compte des traumatismes qui rongent les rescapés de ces années d'horreur. Mohamed, le Casque blanc, est toujours hanté par ce passé si proche. Dans son sommeil, avant de se réveiller en larmes, il voit les soldats d'Assad le pourchasser ou en train de kidnapper ses deux enfants de 18 mois et 2 ans et demi, pour les assassiner.

Sarah Anne Rennick déplore que la communauté internationale n'ait pas de réponse adaptée à ce défi postconflit. « Pourtant, c'est unanime chez les jeunes interrogés. Ils parlaient spontanément de leurs traumas dans nos entretiens. »

Le directeur de Save the Children – Syrie dresse le même constat « choquant » d'une jeunesse dans un piètre état de santé mentale. « Ils ont vu beaucoup d'êtres chers se faire assassiner, la dévastation, les agressions les plus horribles, et ils sont devenus méfiants vis-à-vis des autres communautés. [...] Aller voir leurs anciennes maisons ou ex-appartements détruits provoque des flash-back de ces jours terribles. Au point que beaucoup d'entre eux préfèrent rester plus longtemps dans des camps de déplacés. »

Quant à savoir comment pardonner, et si la chose est même possible, ces questions se sont déjà posées après les guerres civiles et intracommunautaires au Kosovo, au Rwanda ou au Liban. Et elles pointent déjà en Syrie. Le gouvernement intérimaire a amnistié les ex-soldats, policiers et gardiens de prison d'Assad, du moins ceux dont « les mains ne sont pas tachées de sang ». Mais il a promis la mise en place d'une « justice transitionnelle » pour châtier les responsables des crimes commis et reconnaître les souffrances de leurs victimes.

Croisée dans la Ghouta, Masha, veuve de 40 ans, mère de trois enfants, tout de noir vêtue, y réfléchit déjà. « Notre pays a été noyé dans le sang. Tous ces enfants devenus orphelins... Ce sera difficile de pardonner. Ceux qui tuaient ne savaient pas pourquoi ils tuaient et ceux qui mourraient ne savaient pas pourquoi ils mouraient. »

Sarah Anne Rennick a constaté dans ses recherches ce récurrent besoin de justice. « Or, c'est rarement le cas [que justice soit rendue], dit-elle. Souvent, on décide que ce sera plus facile d'oublier et de pardonner. En Syrie, c'est maintenant qu'il faut agir. Les archives [des prisons, etc.] et les corps sont encore là ! »

Désormais heureux papa, Mohamed, le Casque blanc, juge, comme beaucoup, tout pardon « prématuré ». Et il n'y aura pas de pardon sans justice, insiste celui qui balance entre résignation et espoir : « Moi, je n'ai plus d'avenir, car ma génération est perdue. Nous n'avons vu que la mort. Sur ma dernière photo d'école, nous étions 30. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que cinq en vie. Mais je veux reconstruire pour mes enfants... Et c'est nous, les jeunes, qui allons bâtir une nouvelle Syrie. » ■

Fabrice de Pierrebourg s'est rendu en Syrie à l'invitation du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Ce reportage a été réalisé notamment avec la collaboration de Zein Khuzam.



Société | par Josée Boileau

Cette mauvaise conseillère

Depuis déjà quelques années, la mode est à la colère. Elle est encouragée, valorisée, justifiée. Celle des femmes, à qui elle a été si longtemps refusée, est particulièrement mise en avant. Et l'indignation est revendiquée comme saine et salvatrice.

J'ai d'abord trouvé libérateur que tout ce qui retousse soit crûment dénoncé, de l'inégalité des rapports hommes-femmes jusqu'à la dépersonnalisation des services publics, en passant par les dérives politiques ou des écoles de pensée (ah, le wokisme!; sus aux complotistes de droite!). Sans oublier les misères du quotidien, au premier chef les nids-de-poule et les travaux dans les rues!

Les raisons de râler ont d'abord été exacerbées par les contrecoups de la pandémie, qui nous a isolés. Aujourd'hui, elles sont portées au pinacle, au point de fragiliser la démocratie pour laisser toute la place aux extrêmes.

Le dernier index démocratique mondial, que le magazine *The Economist* dresse annuellement, révèle qu'en 2024, seulement 25 pays pouvaient être considérés comme de « pleines démocraties ». Le Canada fait partie de cette courte liste, au 14^e rang, mais les États-Unis n'y figurent pas, relégués au statut de « démocratie impar-

faite » depuis déjà quelques années. Et leur positionnement n'ira pas en s'améliorant, au vu des multiples dérapages sous la nouvelle présidence de Donald Trump!

En fait, parmi les 167 pays étudiés, 130 ont vu leur indice démocratique se détériorer ou rester médiocre en 2024. Et plus du tiers de la population mondiale vit carrément sous un régime autoritaire. Cela fait peur, et l'on souhaite que les peuples de ces pays aient la force de se révolter.

Mais ici, il me semble de plus en plus que nos « révoltes » tournent à vide. Petits et grands malheurs sont souvent mis sur le même pied. Et je trouve aussi épuisante que futile la frustration permanente qui se manifeste en public comme en privé.

Sous couvert d'authenticité, chacun se sent en effet autorisé à exposer ses opinions sans nuances ni gants blancs. Prenez-moi comme je suis!

Loin de l'hypocrisie dont on l'accuse, le vernis de la politesse a mieux servi l'humanité que l'insolence et les propos crus.

Il n'y a qu'à voir les « amabilités » que s'échangent des chroniqueurs par médias interposés ou encore les clans qui s'envoient mutuellement promener (c'est un euphémisme!) sur Face-

La colère incessante a un effet déstructurant sur l'ensemble de la société. Car aucune avancée démocratique n'est possible sans bienveillance collective.

book. Ça m'a parfois fait sourire; aujourd'hui, ça me lasse.

Même s'il peut arriver que je partage les points de vue exprimés, maintenant, je décroche dès qu'il y a excès: c'est devenu pour moi un critère de non-lecture, de non-écoute ou de désabonnement. Il y a quand même moyen d'exposer des idées fortes sans sombrer dans les généralisations outrancières ou les attaques *ad hominem*.

En fait, plus notre monde s'agite, plus j'ai envie de bienveillance, autant dans l'espace public que dans les interactions quotidiennes, où c'est rendu une rareté. De moins en moins de chauffeurs de bus répondent à mon bonjour lorsque j'y grimpe, l'empathie du personnel n'a plus rien de garanti dans le système hospitalier ou dans les commerces, et l'impatience a pris de l'ampleur sur les routes.

En politique, l'agressivité est une plaie. Ce serait simplement déplorable s'il ne s'agissait que des échanges de bas étage auxquels se livrent trop souvent les élus. La situation est toutefois plus grave quand des citoyens crachent leur mépris sur leurs représentants ou les menacent.

Mais ce qui est pire à mes yeux, c'est que la colère incessante a un effet déstructurant sur l'ensemble de

la société: elle mine l'espoir en un monde meilleur. Car aucune avancée démocratique n'est possible sans bienveillance collective.

Dans le rapport 2025 que l'ONU a publié à l'occasion de la Journée internationale du bonheur (que l'organisme a instaurée en 2012, parce que le bonheur est aussi un enjeu politique), un chapitre traite du populisme. On y constate que, peu importe les classes sociales, c'est le mécontentement personnel des gens qui nourrit les extrêmes. Mais plus un pays dispose de programmes sociaux, plus la population aura confiance en l'État, qui en retour mettra sur ces programmes pour apaiser les insatisfactions.

Ce n'est donc pas un hasard si les pays scandinaves arrivent au sommet des palmarès mondiaux portant sur la démocratie et le bien-être. De même, si le Québec était un pays, il se classerait dans les champions du vivre-ensemble en raison de programmes qui nous distinguent en Amérique du Nord.

C'est pourquoi il faut s'inquiéter de les voir s'effriter. Mais je préfère le faire en avançant des arguments logiques plutôt qu'en lançant des hauts cris. Car la colère est vouée à s'éteindre, et la sagesse à durer. ■

La cohorte pandémique

*Ils sont entrés au secondaire
en pleine crise sanitaire mondiale.
Les voici près de cinq ans plus tard.*

Plus forts.

Plus résilients.

Plus empathiques.

par Angie Landry

photos de Rodolphe Beaulieu

ASSISTANTE PHOTOGRAPHIE: ELODIE RENAUX; COIFFURE ET MAQUILLAGE: MARILOU BERGERON ET EVANGELIA PAULAKOS



Chloé Legroulx se souvient très

clairement du moment où elle est devenue grande. Elle se trouvait au beau milieu d'une allée dans une pharmacie Jean Coutu, liste en main, le panier plein. « Je me suis dit: "Ben voyons donc, j'ai 13 ans et je me sens comme si j'en avais 27!" » se remémore la jeune fille, qui en a aujourd'hui 17. La situation, confie-t-elle, l'a enivrée.

C'était après les Fêtes, en janvier 2021, et tous les membres de sa bulle familiale — sauf elle — souffraient de la COVID-19. En plus de suivre ses cours à temps plein, elle s'occupait bien des siens et assumait seule les tâches ménagères. « J'étais excitée de ça! me raconte Chloé avec un petit rire. Je me suis rendu compte que j'étais plus grande que je le pensais. » Elle se dit « encore aussi fière », quatre ans plus tard.

Chloé Legroulx, qui terminera ses études secondaires à l'école montréalaise Robert-Gravel en juin, fait partie de la « cohorte de la pandémie »: ces jeunes entrés au secondaire en septembre 2020, en pleine pandémie mondiale, masqués et cloîtrés dans des classes-bulles, avant d'être reconfinés à la maison après Noël. Les choses sont à peu près revenues à la normale lorsqu'ils sont arrivés en 2^e secondaire, mais beaucoup d'entre eux affirment que la pandémie leur a coupé l'herbe sous le pied.

La plupart sont nés en 2007 ou 2008, au moment où Steve Jobs, cofondateur d'Apple, dévoilait un certain iPhone. Pas étonnant que des sociologues les surnomment les « iPad Kids » (enfants iPad), du nom de ce bidule apparu en 2010, que plusieurs ont adopté alors qu'ils avaient encore la couche aux fesses.

De nombreux adultes leur reprochent de succomber à la surconsommation, d'user à outrance du franglais, de filmer quasiment tout de leur vie — quand ils dansent, se maquillent ou pleurent à chaudes larmes — et d'être une génération angoissée. Mais le parcours inédit de ces jeunes au début du secondaire a également fait d'eux une génération empathique, étonnante de maturité et capable de rebondir. Bref, résiliente.

Des travaux universitaires révèlent par ailleurs qu'ils sont bien au fait des inégalités sociales, des

tensions et crises politiques ainsi que des conséquences des changements climatiques.

Quand la pandémie est arrivée, un grand nombre ont su s'adapter. Même que certains ont l'impression que ça n'a pas eu tant d'incidence sur leur vie, comme Mohamed-Farès Ben Jannet, qui étudie aussi à Robert-Gravel. Il se demande s'il n'était pas « trop petit pour comprendre » les effets des mesures de restriction sociale sur le début de son adolescence. Mais du même souffle, il dit, la voix soudain moins affirmée, avoir été touché par l'épreuve vécue par son papa: « La pandémie m'a enlevé mon bal de 6^e année, mais lui, elle l'a privé de l'enterrement de son père à l'étranger. »

Ces jeunes ont dû « faire de grands sacrifices à l'âge où on ne comprend pas nécessairement pourquoi on doit les faire », soulève Kristel Tardif-Grenier, professeure au Département de psychoéducation et de psychologie de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), et spécialiste de la résilience chez les adolescents.

Beaucoup d'ados ont le sentiment d'avoir « grandi rapidement » et par la force de « bien des choses ». Nous en avons rencontré à leur école, dans leur famille et dans des maisons des jeunes, dans la région de Montréal, en Estrie et dans Lanaudière, qui ont accepté de témoigner de leur réalité.

Il est 17 h et, à la Maison des jeunes

(MDJ) de Repentigny, secteur Le Gardeur, il y a une ambiance de fête. C'est vendredi, enfin! Dans cet espace de vie destiné aux 12 à 17 ans, tout se bouscule: deux jeunes se sautent dans les bras, d'autres rient aux éclats devant leurs fausses moustaches dessinées au feutre, et ceux qui s'affairaient à une partie de *baby-foot* sortent d'une pièce en chantant. Nous sommes officiellement en terrain ado.

« Notre génération est devenue un peu *cringe* ["malaisante"] », lance Zack Paré, 17 ans, alors qu'on entend des boute-en-train crier à l'autre bout du corridor. Ses comparses autour de la table pouffent de rire.

« On leur a demandé de faire de grands sacrifices à l'âge où on ne comprend pas nécessairement pourquoi on doit les faire. »

Kristel Tardif-Grenier, spécialiste de la résilience chez les ados



Chloé Émile

L'ado à la crinière vert bonbon sait bien que sa génération, comme celles qui l'ont précédée, fait l'objet d'une flopée de préjugés. Mais il ne s'en formalise pas. D'ailleurs, les adolescents interrogés par *L'actualité* étaient très conscients des idées reçues à leur sujet, mais tous ont relativisé ces critiques sans se braquer.

Œuvrant dans le réseau des maisons des jeunes depuis 2004, Line Gendron, directrice de la MDJ de Coaticook (la « Mayz »), en Estrie, estime que c'est « sa grande sensibilité » qui distingue cette cohorte des précédentes. Pour le meilleur et pour le pire, croit celle qui est aux premières loges pour assister au développement adolescent: être compatissant, c'est aussi être perméable à la misère ou à la détresse, et ça peut s'avérer lourd à porter.

Elle perçoit en outre cette fibre chez sa fille aînée, Mély-Ann Fecteau, qui terminera en juin son secondaire à l'école La Frontalière, à Coaticook. Les valeurs d'équité et d'égalité, Mély-Ann est « tombée dedans quand elle était petite », assure Line Gendron, qui s'amuse du fait que son enfant soit née lors de la Journée mondiale de la justice sociale.

La jeune fille ressent avec intensité les injustices et les abus, aux dires de sa mère. « Elle veut le bien de tout le monde, parfois trop », lâche cette dernière.

La principale intéressée écoute la conversation sans tiquer. « C'est juste parce que je ne veux pas que les gens passent du temps à m'aider, moi », intervient timidement l'ado. L'aidante qui ne veut pas être aidée? « Peut-être, réfléchit-elle à voix haute. Faire confiance, c'est devenu difficile », avoue Mély-Ann. Surtout depuis que des élèves, en 1^{re} année du secondaire, ont ridiculisé ses interrogations liées à son orientation sexuelle. Ses réflexions publiées dans un groupe sur les réseaux sociaux ont circulé — déformées — dans sa communauté scolaire. « C'était *rough* », dit Mély-Ann, qui est allée chercher le soutien nécessaire. Elle admet s'être forgé une carapace après cet incident. « Je veux vivre la fierté de m'aider toute seule. Je veux trouver des solutions moi-même », précise-t-elle.

Plusieurs adolescents — peu importe

leur milieu socioéconomique — m'ont confié trouver difficile de vivre d'espoir en ces temps si incertains. Les générations antérieures ont elles aussi traversé des époques de grande instabilité, mais la cohorte de la pandémie aurait plus de mal à rester

insensible devant les épreuves sociétales, spécialement parce qu'elle est une génération « surconnectée », branchée à la fois sur les enjeux locaux et internationaux, soutient l'Association américaine de psychologie.

Pensons seulement aux décès survenus dans les CHSLD pendant la pandémie, où on a « toléré l'intolérable », selon la coroner Géhane Kamel. Pensons également aux catastrophes naturelles devenues plus « habituelles ». Ou encore aux multiples reculs des droits de la personne un peu partout sur le globe. De quoi faire que cette génération se sente dépassée et polarisée, tout en ayant un constant sentiment de peur et d'impuissance, évoquent différents travaux en sciences sociales.

Des jeunes m'ont par ailleurs dit avoir été particulièrement troublés par la vague de dénonciations

de violences sexuelles dans les écoles primaires et secondaires du Québec, surtout en 2021, quand plusieurs cas judiciaires ont été médiatisés.

Les efforts d'un collectif, La voix des jeunes compte, pour mettre en lumière l'absence de mécanismes contre ces violences ont mené en 2023 à l'adoption d'une loi, qui oblige les établissements précollégiaux à se doter d'une politique afin de les prévenir et de les combattre. Mais elle n'a pas eu de suite à ce jour. De nombreux adolescents ayant suivi les avancées du collectif, notamment par la popularisation du mot-clic #metooscolaire, vivent durement le fait que leurs idéaux se heurtent à la réalité politique, remarque Kenza Chahidi, membre du collectif et étudiante à l'université. « La jeunesse ne rapporte pas beaucoup à la classe politique », soutient-elle.



Sachly Mély-Ann

« Je suis devenue une adulte super vite. C'est comme si tout ça avait été un accélérateur de la vie. »

Sachly Jasmin

L'empathie et les valeurs progressistes des jeunes de la cohorte finissante leur attirent un lot de critiques de la part d'observateurs et de chroniqueurs — certains les disent trop *wokes*, trop à gauche, trop fragiles. Le revers de la médaille existe pourtant. Depuis quelques années, les chercheurs constatent qu'une partie de ces jeunes citoyens, emmurés dans leur chambre d'écho, ont été guidés par des influenceurs réactionnaires, comme les masculinistes à la Andrew Tate.

Le récent documentaire *Alphas*, du journaliste Simon Coutu, a démontré que certaines idées qu'on pensait disparues (sur la place et le traitement des femmes, entre autres) étaient de retour chez les adultes, mais aussi chez les jeunes. Dans la même veine, la télésérie *Adolescence*, diffusée sur Netflix, connaît un retentissement mondial. L'histoire d'un garçon de 13 ans accusé d'un féminicide bouleverse de nombreux parents (mais pas que) et remet en cause les croyances liées à la montée des discours misogynes et à la radicalisation masculine.

Des groupes radicaux visent délibérément les ados pour faire la promotion d'« idées plus conservatrices », notamment parce que « la jeunesse permet de remettre en question les assises de la société », écrivent les sociologues Louis Audet-Gosselin et Martin Geoffroy dans *Les droites provinciales en évolution (2015-2020) : Conservatisme, populisme et radicalisme* (PUL). Les auteurs se demandent d'ailleurs si les « zoomers » (membres de la génération Z), dont font partie les ados de la pandémie, deviendront « la nouvelle génération de l'extrême droite ».

Sachly Jasmin n'était pas en classe

de 6^e année, mais en 2^e secondaire quand la pandémie a pris le monde par surprise. Elle terminera son cheminement scolaire en juin, comme ses camarades deux ans plus jeunes qu'elle. Elle est arrivée au Canada vers l'âge de sept ans pour y rejoindre sa mère, qui avait déjà quitté son pays d'origine (qu'on ne peut nommer pour des raisons de sécurité). Sachly a vécu déracinement par-dessus déracinement — la crise sanitaire et ses mesures de restriction en ont ajouté une couche. À l'instar de Chloé

Legroulx et d'autres, elle a l'impression d'avoir rapidement mûri durant la pandémie. Et d'avoir saisi l'occasion pour éclairer son parcours.

Âgée de 14 ans en 2020, Sachly tentait, autant que faire se peut, de suivre ses cours à distance, de travailler dans une garderie près d'une vingtaine d'heures par semaine et de s'occuper de sa petite sœur. Sa mère quittait la maison aux aurores pour aller travailler comme « ange gardienne » dans un CHSLD.

Durant ses deux premières années au secondaire, avant la pandémie, Sachly a tourbillonné dans divers types de classes spécialisées, puis changé d'école deux fois. « J'étais rendue que j'avais peur de l'école parce que je craignais l'échec », avoue-t-elle. Il y a eu énormément de honte aussi. La honte, car, à bout de souffle, elle a momentanément abandonné les études. La honte de « décevoir [sa] mère », qui a tout quitté pour lui assurer un meilleur avenir. Elle a finalement abouti dans une classe de raccrocheurs à l'école Eulalie-Durocher, située presque à l'ombre du Stade olympique de Montréal, à l'automne 2023. « Je suis devenue une adulte super vite, raconte Sachly. C'est comme si tout ça avait été un accélérateur de la vie. »

Depuis deux ans, la jeune femme fait quotidiennement de trois à quatre heures de transport en commun pour se rendre à Eulalie-Durocher. « Je veux vraiment que ma maman soit fière. »

Comme d'autres finissants de la pandémie, Sachly Jasmin a rebondi et défié les pronostics.

La professeure Kristel Tardif-Grenier, qui est aussi maman d'une élève de 5^e secondaire, se demande toutefois si les jeunes de cette cohorte ont « oublié comment s'amuser ». Ils lui semblent plus sages, plus raisonnables que ceux des cohortes « pré-pandémie ». Mais attention : qui dit maturité ne dit pas nécessairement indépendance, observe-t-elle.

La spécialiste de la résilience remarque que les ados de la pandémie les mieux entourés et soutenus sont souvent ceux qui demeurent « dans les jupons des parents » à l'âge où ils devraient plutôt s'en émanciper. « Au moment où la pandémie est arrivée et que les classes ont fermé, ils traversaient une période critique pour élargir leur réseau et ouvrir leurs horizons. »

Mély-Ann Fecteau l'admet volontiers : elle préfère suivre ses parents lors de leurs soupers d'amis

plutôt que de trouver sa place dans les *partys* de sous-sol, comme en avaient l'habitude les générations précédentes. « C'est un peu comme si elle n'avait pas envie de gérer tous les compromis nécessaires pour faire partie d'un noyau », croit sa mère, Line Gendron. Comme entretenir des amitiés variées, sortir plus, vivre sa jeunesse en dehors de ce que lui offre son téléphone intelligent.

L'adolescente confie être « socialement méfiante » depuis l'épisode d'humiliation sur les réseaux sociaux. « J'avais déjà peu d'amis avant la pandémie, et à ce moment-là, c'est comme s'ils étaient tous partis d'un coup », explique-t-elle. Mély-Ann ajoute être aujourd'hui entourée d'un cercle d'amis précieux, mais se dit incapable, pour l'instant, de faire entièrement confiance à quelqu'un : « Je garde toujours un pied en arrière. »

Les adultes qui gravitent depuis

plusieurs années autour des adolescents remarquent que les rapports sociaux des jeunes de la pandémie semblent plus individuels que collectifs. Leurs amitiés demeurent fondamentales, comme pour toutes les générations d'ados, mais elles ont été tissées d'une façon différente — essentiellement par l'intermédiaire des écrans, vu les restrictions sanitaires du début de la crise. En faisait foi la majorité de mains approuvées levées lors de mon passage dans la classe de 5^e secondaire de l'enseignante Alexia Rabilotta, à l'école Robert-Gravel, au cœur du Plateau-Mont-Royal.

« Moi, j'ai rencontré de superbes personnes en ligne, dit posément Lily Monnerais. Je les ai rencontrés dans la vraie vie après le confinement. Je les côtoie encore aujourd'hui. »

D'autres ont mis plus de temps à reprendre les activités « en vrai ».

C'est le cas de sa camarade de classe Zoé Haddad-Lapan, dont le confinement a « duré presque deux ans ». Toute la famille a dû être prudente pour ne

pas ramener de microbes à la maison : son demi-frère a subi une greffe de rein tout juste avant la fermeture des écoles, ce qui a compromis son système immunitaire. Internet a permis à Zoé de contrer l'isolement pendant les mois les plus critiques pour lui. Être en ligne pour être en lien.

Lors des périodes de confinement, l'univers numérique a fait office de « bouée de sauvetage » sociale, particulièrement chez les jeunes de la pandémie, rappelle Emmanuelle Parent, directrice générale du Centre pour l'intelligence émotionnelle en ligne (Le CIEL). Autrice de l'essai *Texter, publier, scroller* (Écosociété), elle ajoute que « les réseaux sociaux, c'était parfois le seul contact qu'ils pouvaient avoir avec leurs amis. Ado, on a envie de voir nos amis et de les voir dans des lieux où l'on n'est pas tout le temps surveillés », explique-t-elle. Les adultes se souviendront de l'époque où ils descendaient au sous-sol avec leurs potes « parce que les parents n'étaient pas là ». Ce besoin de détachement et d'indépendance, soutient Emmanuelle Parent, a été difficile à combler pour ces jeunes qui ont passé plusieurs semaines encabanés avec des figures d'autorité. « La socialisation reste aujourd'hui une des raisons fondamentales pour lesquelles les jeunes vont encore sur les réseaux sociaux. »

Pour d'autres, les écrans ont créé une barrière artificielle — ce qui les a un peu troublés, m'ont avoué certains ados. « Au primaire, on avait si hâte d'entrer au secondaire, se remémore Chloé Legroulx. On avait hâte de découvrir qui allait être là. Mais à un moment donné, moi, j'ai comme oublié qu'il y avait du monde à l'extérieur de chez nous. Je ne me rappelais plus qu'il y avait des enfants avec qui j'allais devoir devenir amie », dit-elle.

Entre les cours sur Zoom, les classes-bulles et le retour complet en présentiel à la fin de 2021, cette socialisation 2.0 aurait un peu brouillé les pistes de ce que des sociologues nomment l'« identification à différents groupes de pairs » — la phase du développement où les ados construisent leur identité en fonction de ceux qui les entourent. En quelque sorte, la cohorte de la pandémie a dû mettre sur

« À un moment donné, j'ai comme oublié qu'il y avait du monde à l'extérieur de chez nous. Je ne me rappelais plus qu'il y avait des enfants avec qui j'allais devoir devenir amie. »

Chloé Legroulx



Sabrine

pause la progression d'une étape déterminante, souligne Madeleine Pastinelli, ethnologue et professeure au Département de sociologie de l'Université Laval.

« Ils sont arrivés à un moment de transition [le passage au secondaire] où, normalement, il y aurait eu création de nouvelles amitiés. Pour certains, être confiné à la maison, ça pouvait être sécurisant temporairement. Mais l'expérience sociale devient beaucoup plus limitée », relate l'experte.

Elle croit même que « la » source d'anxiété qui a marqué l'adolescence d'une majorité des membres de la cohorte de la pandémie (car pour d'autres, c'est plus complexe), c'était de devoir retourner à l'école en présentiel.

Pour Sabine Trigui, qui aura 17 ans

deux semaines avant la fin des classes, la socialisation en personne est « vraiment étrange » encore à ce jour. « Rien n'est naturel et c'est angoissant », dit l'élève au collège Charles-Lemoyne, un établissement privé de près de 3 000 élèves en banlieue sud de Montréal, que je rencontre... en virtuel. « Les ados, on communique souvent avec nos téléphones parce que c'est

plus compliqué de dire les choses en face. À l'écrit, tu peux penser à ce que tu veux dire et te relire. Et avec les émojis, tu peux dire plus concrètement comment tu te sens », m'explique-t-elle, sous le regard bienveillant de sa mère, Salma Trigui.

La jeune fille, qui rêve de devenir graphiste, a choisi de doser son temps d'écran. « Au début de la pandémie, mon niveau d'estime était vraiment dans le négatif », raconte-t-elle. Elle juge que la quantité d'heures passées devant l'ordinateur pour l'école à distance, de 11 à 13 ans, a affecté son image de soi. « Il lui a même fallu du temps pour accepter d'apparaître devant la caméra », ajoute sa maman. Une crainte qui s'apparente à un effet qui a été soulevé dans nombre d'études : la « dysmorphie de Zoom » (*Zoom dysmorphia*) — une perception biaisée de son visage due au temps passé à se voir en visioconférence —, à laquelle les adolescentes seraient plus sujettes, notamment en raison de la pression sociale liée aux standards de beauté.

Salma Trigui croit par ailleurs que la rentrée en 1^{re} année du secondaire avec l'obligation de porter le masque pourrait avoir renforcé le besoin de sa fille de dissimuler son faciès, qui subissait les inévitables transformations de la puberté.

Sabrine a porté son masque bleu de la 1^{re} année du secondaire jusqu'à la fin de la 3^e, soit bien après

qu'il ne fut plus requis. Sa mère a arrêté d'acheter des masques, mais ça n'a pas suffi. « Elle sortait de la maison et prenait le bus en mettant son chandail sur son visage », relate-t-elle.

L'ado confirme: « Le masque, c'était comme ma protection. J'avais peur de ce que les gens allaient penser de mon visage si je l'enlevais. » Sabrina s'est promis de rentrer en 4^e secondaire sans sa carapace en tissu de coton tissé serré. Avec le soutien d'une technicienne en éducation spécialisée de son école, elle a réussi. Elle ira au bal de finissants en juin le visage découvert. La jeune fille se dit reconnaissante envers le petit village sur lequel elle a pu compter pour y arriver. L'aide d'adultes significatifs a été indispensable pour une pléthore d'autres jeunes, qui m'ont admis avoir eu l'estime de soi à sec dans les dernières années.

Les défis d'une adolescence doublée

d'une crise sanitaire n'ont pas été relevés à chances égales, croit l'ethnologue Madeleine Pastinelli, de l'Université Laval. Le « sentiment de sûreté » associé au confinement par de nombreux ados était inexistant ou presque chez une autre portion substantielle. « Il y en a pour qui l'école et les organismes communautaires sont de réels refuges, mais pas la maison », dit-elle.

Pour certains ados, être privés d'école a signifié passer encore plus d'heures chaque jour dans un climat toxique chez eux. Sans vivre des situations aussi dramatiques, d'autres ont dû affronter des déceptions et apprendre à aller chercher du soutien hors de la famille.



Lily

Zoé

Roxane

La détresse des ados ne date pas de la pandémie, le D^r Jamouille en convient, mais il craint qu'elle continue d'augmenter. « Il y a une limite à la capacité d'adaptation des jeunes. »

C'est le cas de Roxane Valade. Et ce n'est pas parce qu'elle vivait dans un environnement hostile. « Mes parents ne sont pas de mauvaises personnes », insiste-t-elle, me regardant pour une rare fois droit dans les yeux.

Au départ, l'enseignement à distance a été un soulagement pour elle: on fermait enfin le robinet des insultes lancées à son visage. « Parce que j'étais grosse, que j'étais bizarre, que j'étais *geek*, que j'aimais les affaires que les gars aimaient... je vivais beaucoup d'intimidation », énonce Roxane, tout en tressant des fils pour confectionner un bracelet. Elle s'excuse: s'occuper les mains l'aide à tremper l'orteil dans la mare à souvenirs.

Le soulagement a fait place à l'anxiété sociale et aux idées noires. Elle a eu l'impression que sa grande sœur, qui avait quitté le nid familial, s'éloignait d'elle et que sa mère, qui vivait des moments éprouvants, avait moins d'écoute; son père aussi parfois. Dans ses tourments d'ado, Roxane avait le sentiment douloureux qu'on ne répondait plus à son besoin d'écoute et d'empathie.

Sans la MDJ de Repentigny, où je la rencontre, elle ne serait pas, selon ses dires, celle qu'elle devient: une artiste. Elle rêve d'être cinéaste et photographe, et de voir son nom au générique d'un film de Denis Villeneuve.

« J'ai vu Roxane grandir et évoluer ici », assure la coordonnatrice de la MDJ de Repentigny, Camille Rivard-Cartier. Pour certains adolescents, explique-t-elle, la MDJ devient une deuxième maison. Dans le contexte d'isolement social de la pandémie, le besoin de sortir du cocon familial devenait plus criant pour eux.

« C'est *tough*, être un ado », lance le D^r Olivier Jamouille, pédiatre au Service de médecine de l'adolescence du Centre hospitalier universitaire (CHU) Sainte-Justine. « Encore plus aujourd'hui », dit-il en évoquant l'extrême souffrance des jeunes qui passent par son service, d'où il me parle entre deux patients. La détresse des ados ne date pas de la pandémie, il en convient, mais il craint qu'elle continue d'augmenter. « Il y a une limite à la capacité d'adaptation des jeunes », souligne-t-il.

Le D^r Jamouille estime qu'ils manquent de « modèles de rôles ». « Un grand frère ou une grande sœur,

à qui se comparer. Des modèles de la vraie vie, pas que dans le monde virtuel. Ils sont beaucoup perdus, les jeunes », se désole le médecin.

Le D^r Jamouille a accueilli dans les

dernières années une nouvelle clientèle, des ados qui ne présentaient pas, à première vue, de profil « à risque ». « Après chaque épisode de confinement, raconte le pédiatre, on voyait notamment apparaître une vague de troubles alimentaires, des jeunes en état de dénutrition assez impressionnant — des complications médicales qu'on n'observait pas habituellement chez de nouveaux patients. » Même constat de la part de sa consœur Nisrine Masrouha, de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas.

En mars 2023, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) révélait que 14 % des adolescents de 14-15 ans (ceux qui terminent le secondaire cette année) disaient vivre un niveau élevé de détresse psychologique (une augmentation de quatre points en moins d'un an). L'isolement social, les difficultés scolaires et le manque d'activité physique lors de la pandémie figuraient parmi les conséquences les plus pénibles à subir, selon eux. Pour certains, cela s'est ajouté à des problèmes médicaux sérieux déjà existants — dépression ou trouble d'anxiété, diabète, fibrose kystique, etc.

La cohorte de la pandémie est une génération angoissée, les médecins Olivier Jamouille et Nisrine Masrouha en conviennent. Grandement démotivée par bouts, aussi, appuie le D^r Jamouille.

Chloé Legroulx l'admet, le confinement de la fin du primaire avait déjà miné son élan. « Avant la rentrée en présentiel, en 1^{re} secondaire, j'avais perdu toute ma motivation. Je n'ai pas tripé », dit-elle. Le retour des cours en ligne après le congé des Fêtes a été le coup de grâce. Aujourd'hui, c'est un peu comme si ses camarades et elle quittaient l'adolescence après avoir traversé un épais couvert brumeux.

« Des vrais *slackers* [paresseux] », il y en a dans la cohorte de la pandémie, confirme Catherine Gendreau, enseignante de français auprès de raccro-

cheurs à l'école Eulalie-Durocher. Mais c'est loin d'être la majorité, note-t-elle. « Je les adore, mes secondaire 5. Ils sont intransigeants dans leur manière d'être. » Le fait qu'ils soient têtus est ce qui, selon elle, génère leur envie de ne jamais lâcher le morceau. Malgré la diversité des embûches. Elle donne l'exemple de Sachly Jasmin qui, tentant de pallier l'absence de sa mère qui trimait dur dans les CHSLD, s'enfonçait dans les difficultés scolaires.

« Je dirais que les trois quarts de nos élèves [à Eulalie-Durocher] n'ont jamais décroché — ils ont eu des *retards scolaires* », nuance Catherine Gendreau, qui enseigne à des jeunes de 16 à 21 ans. Une grande partie de ses élèves ont des troubles d'apprentissage, d'autres sont déscolarisés en raison de leur parcours migratoire.

Sachly Jasmin est arrivée en classe « à reculons », mais ça a cliqué entre elle et « madame Catherine ». « Un jour, je suis allée regarder mes résultats avec ma patronne [à la boutique où elle travaille maintenant], raconte Sachly. On a commencé à pleurer de joie ensemble. Je n'avais jamais réussi quelque chose d'aussi beau. »

Zack Paré, à la Maison des jeunes

de Repentigny, croit que le contexte « un peu chaotique » dans lequel les membres de sa génération ont été plongés « [leur] a donné l'impulsion d'être qui [ils voulaient] ». Il se rappelle qu'à 12 ans, témoin entre autres de violence dans son entourage, il carburait à la colère refoulée. Le fait d'être confiné lui a fourni du recul, l'a incité à se regarder dans le miroir et à repenser à certains de ses agissements. « J'étais devenu un intimidateur. Moi, je n'allais pas bien, donc il "fallait" que les autres n'aillent pas bien non plus, explique-t-il. Mais en vrai, je ne voulais plus faire mal aux gens... Je ne savais juste pas comment arrêter. »

Il se revoit dehors, près de la rampe de la MDJ de Repentigny, en train de prendre la plus importante décision de sa courte vie : « Ça suffit, je ne veux plus ça », s'est-il dit. Il a su demander l'aide appropriée

pour apprendre à refuser la violence d'autrui et à s'accepter.

L'ado, qui se présente désormais comme une personne non binaire, a terminé l'école primaire alors qu'il s'identifiait toujours à une fille, son sexe assigné à la naissance. Il avoue que le passage à l'adolescence pendant la crise sanitaire a rendu difficile sa quête d'espaces *queers* sécurisants. L'accès aux locaux d'organismes voués aux communautés LGBTQ+, par exemple, était restreint. Parallèlement à la crise sanitaire, les questions d'identité sexuelle et de genre ont aussi suscité des débats houleux dans diverses sphères de la société — et ça continue. À l'extérieur de la MDJ et de sa propre maison, il trouvait ardu de naviguer dans les lieux publics sans crainte.

Pendant un moment, Zack se cachait. « Être moi, ce n'était pas nécessairement accepté, dit-il. Puis, en secondaire 3, j'ai vécu le plus gros *down* de toute ma vie. Ce qui m'a entre autres ramené, c'est ma famille. *Shout out* [mention spéciale] à ma mère, pour vrai. Ma mère, c'est un tank », lance l'ado, la tête haute. Encore aujourd'hui, il sent peser sur lui les regards et les jugements. À l'école, dans la rue, même au centre commercial. Zack a toujours été très extraverti. Il parle beaucoup, il prend de la place, il le sait. Son style vestimentaire, qui mêle des influences gothiques et punk, dérange. « On m'a déjà traité de sataniste... Genre, vraiment?! », se moque-t-il.

La cohorte de la pandémie a beaucoup à nous apprendre en matière de résilience, affirme la professeure de psychoéducation Kristel Tardif-Grenier. Selon ses observations, les jeunes ont été capables, parfois plus que les adultes, d'aller chercher de l'aide ou des réponses pendant cette période intense.

« Notre société a tendance à voir l'adolescence comme une grosse période de difficultés », ce qui n'est pas faux, assure-t-elle. On doit par contre se rappeler le contexte, insiste l'universitaire : alors que la cohorte de la pandémie était le groupe qui risquait le moins de souffrir de la COVID-19, les autorités ont tout de même décidé d'isoler ces jeunes, leur demandant de « faire un effort » pour éviter de contaminer leurs proches — les populations vulnérables, comme les personnes âgées —, ce qui a bousculé leurs points de repère. « Il ne faut pas oublier qu'à

Le fait qu'ils soient têtus est ce qui, selon l'enseignante Catherine Gendreau, génère leur envie de ne jamais lâcher le morceau. Malgré la diversité des embûches.



Zack

la racine étymologique du mot "adolescence", il y a le mot "croissance", pointe l'experte. Ces ados, ils ont grandi avec un gros poids sur leurs épaules. »

Bien qu'ils soient anxieux de choisir

leur futur chemin, nombre d'ados ont parlé au fil des rencontres de leur plan de vie bien tracé.

« Depuis que je suis toute petite, je pense à mon avenir. C'est pour ça que j'ai toujours eu le réflexe, quand j'en recevais pour ma fête ou pour Noël, d'économiser de l'argent », raconte Chloé Legroulx. La tête pleine de projets, elle est prête pour le cégep, prête à suivre les traces de son père : elle aussi, elle veut réaliser des documentaires.

Zack Paré, de son côté, souhaite entreprendre une formation pour devenir coloriste-styliste. « Ce sera pratique pour travailler sur des plateaux de tournage. Je vais pouvoir payer mon agent avec cet argent-là, en attendant d'obtenir des contrats comme acteur à la télévision », dit-il.

Mély-Ann Fecteau compte quitter Coaticook pour Saint-Hyacinthe, afin de suivre une formation collégiale de technicienne paramédicale. Et de sauver le monde à sa façon.

Sachly Jasmin attendait de savoir si elle accèderait, en septembre, au programme de technologie de radiodiagnostic du collège Ahuntsic. Elle rêve

d'« annoncer les plus belles nouvelles » aux futures mamans, en faisant passer des échographies.

Une grande joie émane des jeunes de la cohorte de la pandémie lorsqu'ils évoquent la fin de leur secondaire. Cette fois, il y aura un bal de finissants, un rite de passage. « Beaucoup d'adultes ont minimisé notre peine de ne pas en avoir eu un au primaire, ou de ne pas avoir eu de sortie de fin d'année », affirme Émile Breton, de l'école Robert-Gravel.

Bref, les ados que nous avons rencontrés se sont révélés... des ados. Mais avec une crise sanitaire dans leur poche arrière. « Il faut comprendre que cet ingrédient ne les a pas radicalement changés, dit la professeure Kristel Tardif-Grenier. Contrairement à d'autres générations, ils ont simplement appris à rebondir. »

Malgré les écueils qui ont ébranlé leurs piliers — la santé, la famille, l'école et la collectivité —, leur capacité d'adaptation les a menés au bout de cette odyssée. La résilience comme « le ressort intime face aux coups de l'existence », dirait le neuropsychiatre Boris Cyrulnik, tel qu'il l'a écrit dans son livre *Un merveilleux malheur* (Odile Jacob).

Somme toute, les jeunes font le vœu qu'on croie en leurs aptitudes. « Comme on dit en anglais, est-ce qu'on peut *trust the process* et nous faire confiance? » demande Chloé. Pour ça, il faudrait d'avantage « écouter et entendre », lance Zack, le sourire fendu jusqu'aux oreilles : « N'oubliez pas que vous aussi, vous avez été un ado, un jour. » ■



Science | par Philippe J. Fournier

Ces nombres qui rendent fou

Je brasse un paquet de cartes à jouer lors d'une partie de poker entre amis. Avant de les distribuer, je regarde le paquet de côté et me demande : « Est-ce que cette séquence de 52 cartes a déjà existé dans l'histoire de l'humanité ? Ce que je tiens dans mes mains est-il une combinaison unique ? »

De simples calculs de probabilités peuvent nous donner un indice. Je tiens entre mes mains 52 éléments ordonnés. Chacune des cartes peut occuper n'importe quelle position, de la 1^{re} à la 52^e.

Combien de combinaisons sont possibles ? La réponse est la factorielle de 52, soit $52 \times 51 \times 50 \times 49 \times 48 \times 47 \dots \times 1$.

Ce résultat est si grand et peu commun dans la vie de tous les jours qu'il n'existe aucun adjectif pouvant le décrire de façon juste dans la langue française. Nous pourrions l'exprimer avec la notation scientifique, soit 8×10^{68} , ce qui équivaut au chiffre 8 suivi de 68 zéros.

Si ce nombre n'évoque rien de particulier pour vous, ce n'est pas de votre faute. Le cerveau moyen ne peut tout simplement pas concevoir une quantité aussi colossale. Rien ne nous empêche de l'imaginer, mais cela défie notre intuition. Admettons-le : nos neurones, aussi vaillants et polyvalents soient-ils, jettent générale-

ment l'éponge dès qu'ils voient plus de six zéros alignés.

Alors, prenons un peu de recul.

Pendant que j'écris ces lignes, un verre d'eau se trouve sur mon bureau. J'observe les petites bulles qui se forment sur les parois, tels de minuscules bijoux s'agitant au gré des tourbillons invisibles de la convection.

Si le calcul des probabilités d'un jeu de cartes vous apparaît impossible, sachez que, quoi qu'il en soit, la magie des grands nombres se manifeste partout sous vos yeux. Par exemple, les gaz de notre atmosphère, principalement l'oxygène et l'azote, se dissolvent dans l'eau. Or, à pression stable, la quantité de gaz dissous dépend de la température du liquide : l'eau froide peut en contenir davantage que l'eau chaude. Lorsque l'eau de mon verre se réchauffe doucement jusqu'à la température ambiante, le gaz qu'elle renfermait cherche à s'échapper. Des bulles microscopiques se forment et fusionnent, pour donner naissance à des bulles visibles à l'œil nu.

J'estime qu'une de ces bulles mesure environ deux millimètres de diamètre. Un simple calcul m'indique que sa masse doit être d'à peu près cinq microgrammes.

Autrement dit, dans cette bulle de gaz insignifiante (qui a maintenant

Les possibilités de combinaisons d'un simple jeu de 52 cartes ? Elles sont de 8×10^{68} , ce qui équivaut au chiffre 8 suivi de 68 zéros.

monopolisé toute mon attention) se trouvent environ 100 millions de milliards de molécules (1×10^{17}). Cette quantité est du même ordre de grandeur que le nombre de secondes écoulées depuis... le big bang.

C'est exact : s'il était physiquement possible de compter toutes les molécules de cette bulle de gaz, une par une, au rythme d'une molécule par seconde sans interruption, le dénombrement complet nécessiterait toute l'histoire de l'Univers jusqu'à présent.

Un peu étourdi, je bois une gorgée d'eau. Puis je prends conscience que ma petite gorgée, estimons-la à 18 ml, contient 6×10^{23} molécules. Six suivi de 23 zéros. Doublez ce nombre et il devient du même ordre de grandeur que la quantité totale d'étoiles dans l'Univers, selon la NASA.

Des nombres complètement fous, qui conjuguent l'infiniment petit et l'infiniment grand.

Retournons à nos cartes à jouer. Combien de temps faudrait-il pour brasser un paquet dans l'ensemble des configurations possibles ?

Imaginons que toutes les étoiles de l'Univers ($\sim 10^{24}$) possèdent au moins une planète où se trouve un superordinateur. Supposons que ces superordinateurs ont des capacités semblables à celles du plus puissant ordinateur sur

Terre aujourd'hui, soit le El Capitan (construit par l'entreprise Hewlett Packard pour le gouvernement américain), qui peut effectuer 10^{18} opérations par seconde.

Et maintenant, juste pour le plaisir, imaginons que ces formidables ordinateurs fonctionnent tous à plein régime depuis les premiers instants suivant le big bang...

Tenez-vous bien : même après 13,8 milliards d'années de calculs ininterrompus, ces machines n'auraient pas encore exploré un millionième de toutes les configurations possibles d'un simple paquet de cartes à jouer. Alors, arrêtez-vous une minute et considérez ceci la prochaine fois que vous brasserez un paquet : si votre brassage est aléatoire, la séquence de cartes que vous tenez entre vos mains n'a JAMAIS existé auparavant, ni dans l'histoire de l'humanité, ni dans toute l'histoire de l'Univers — peu importe le nombre de civilisations extraterrestres ayant découvert ce plaisir intemporel qu'est de jouer aux cartes entre amis.

Votre paquet de cartes est unique, tout comme ce moment en agréable compagnie qui ne reviendra pas. Saisissez-le. Ce sera parfait pour éloigner de votre esprit les difficiles réalités de notre monde actuel. ■



LE FOSSÉ D'HISPANIOLA

LES TENSIONS FRONTALIÈRES ENTRE HAÏTI ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE SONT PARMI LES PLUS VIVES DANS L'HÉMISPÈRE OUEST, ET SONT EXACÉRBERÉES PAR LE DÉSIR DES HAÏTIENS D'ATTEINDRE UNE FORME D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE. UN CANAL POUR L'IRRIGATION DES CHAMPS, CREUSÉ AU PIC ET À LA PELLE, EST AU CŒUR DE CE CONFLIT.

texte et photos d'Étienne Côté-Paluck



À la lisière du champ

d'Antoineus Josaphat, dans la plaine de Maribahoux, l'un des « greniers » d'Haïti, un mur surmonté d'une clôture métallique et de barbelés est apparu en 2023. Jusque-là, il n'y avait qu'une simple borne au milieu du chemin agricole qui jouxte sa terre, à la limite de la République dominicaine. Mais Antoineus Josaphat et ses voisins n'ont cure du fait que cette dernière a érigé ce mur et fermé ses quatre postes frontaliers, en septembre de cette année-là, pour protester contre leur initiative, lancée un mois auparavant. Ils sont bien trop fiers de leur réussite.

Exaspérés de réclamer en vain un canal pour acheminer vers leurs terres l'eau de la rivière qui serpente entre les deux pays, des centaines d'Haïtiens ont pris leurs pelles et leurs pioches, fin août 2023, et entrepris de le creuser eux-mêmes ! Au grand dam de la République dominicaine, qui, elle, compte déjà plusieurs prises d'eau dans la même rivière pour ses agriculteurs.

Cela faisait 10 ans que les Haïtiens réclamaient ce canal à leur gouvernement, pour irriguer leurs terres asséchées par un climat de plus en plus aride. En moins d'un an, la rivière Massacre reprenait son lit et l'embouchure du canal était inaugurée. Aujourd'hui, l'ouvrage principal et ses structures sont terminés, et une grande partie du réseau de sous-canaux qui dessert les terres agricoles plus éloignées est presque achevée.

Pour les agriculteurs haïtiens et la population en quête de solutions à la crise sécuritaire que traverse leur pays, ce chantier est bien plus



qu'une simple construction : il incarne la relance économique et la souveraineté alimentaire dont Haïti et ses 12 millions d'habitants (selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique) ont désespérément besoin.

Et la démarche fait des petits. Au moins une demi-douzaine d'initiatives bénévoles de canalisations communautaires ont été mises en place depuis dans les quatre grandes plaines agricoles d'Haïti, et au-delà.

« On doit maintenant se rassembler dans tout le pays pour que le mouvement [de solidarité] se poursuive », dit Antoineus Josaphat.



Lors de notre passage,

en février 2024, une nouvelle saison des pluies est là. Le champ d'Antoineus Josaphat est divisé en parcelles carrées, où quelques hérons blancs picorent au milieu de la dizaine d'ouvriers qui plantent la prochaine récolte de riz. « Les pois là-bas, c'est moi qui les ai plantés, ce n'est pas un humanitaire qui me les a apportés », affirme l'agriculteur.

Il cultive principalement du riz, mais aussi du maïs, du manioc, des patates douces et des bananes. Dans un pays habitué à l'aide internationale après une succession de crises, il est fier d'y arriver par ses propres moyens. « C'est là-dedans qu'on a été élevés. »



Autrefois, une bonne partie de la grande plaine de Maribahoux, dans le Nord-Est, produisait du riz, la céréale la plus consommée en Haïti. Mais « avec les changements climatiques, les récoltes diminuent », explique Antoineus Josaphat, assis à la lisière de son champ, une casquette sur la tête pour se protéger du soleil écrasant. D'où l'importance de la gestion de l'eau en provenance de la rivière Massacre.

Malgré des échanges commerciaux appréciables et de nombreuses familles binationales des deux côtés de la frontière, la coopération entre la République dominicaine et Haïti a connu beaucoup de contentieux dans le dernier siècle, en particulier dans cette région où la rivière Massacre, large d'à peu près 30 m à cette hauteur, a été au centre de plusieurs conflits historiques. D'abord, le massacre de boucaniers français par l'armée espagnole en 1728 a valu son nom à la rivière qui sert de frontière naturelle entre les deux pays. Puis en 1937, plus de 20 000 personnes ont été tuées sauvagement sur l'ordre du dictateur dominicain Rafael Trujillo, qui avait décrété qu'aucun

D'ABORD MODESTE, AVEC L'IDÉE D'EMPILER DES SACS DE SABLE POUR CANALISER L'EAU, L'INITIATIVE PREND RAPIDEMENT UNE DIMENSION NATIONALE.

Haïtien ne devait travailler dans les plantations à l'est de la rivière. Quelques années plus tôt, en 1929 et 1936, des accords bilatéraux avaient été signés notamment à Ouanaminthe, dans le but de reconnaître un tracé jusque-là contesté de la frontière et une « utilisation équitable des ressources en eau partagées ».

À plus petite échelle, tout le long de la frontière, la cohabitation a longtemps occasionné des conflits entre agriculteurs. Le frère aîné d'Antoineus Josaphat a, selon sa famille, été abattu

en 1997 par un agriculteur dominicain refusant de partager son eau d'écoulement. Malgré les protestations de la famille, aucune enquête n'a été ouverte.

Puis en 2013, des associations haïtiennes d'agriculteurs de la région de la plaine de Maribahoux se sont mobilisées, après une sécheresse exceptionnelle, pour réclamer un canal d'irrigation reliant la rivière Massacre à leurs terres. Mais trois tentatives du gouvernement haïtien ont été abandonnées, notamment en raison de l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021.

Jusqu'à ce que les agriculteurs, dont Antoineus Josaphat, prennent les choses en main.



D'abord modeste, avec l'idée d'empiler des sacs de sable pour canaliser l'eau, l'initiative prend rapidement une dimension nationale. À la mi-septembre 2023, le président dominicain, Luis Abinader, qualifie le mouvement de solidarité pour la cons

truction du canal d'«acte de provocation», et bloque la frontière terrestre et les liaisons aériennes et maritimes avec son pays voisin. Le geste choque profondément en Haïti et transforme le canal de Ouanaminthe en symbole d'unité pour toute la nation.

Une mobilisation en ligne, principalement sur les réseaux sociaux, permet de récolter des centaines de milliers de dollars, envoyés en grande partie par la diaspora.

Des centaines de personnes, sur place et à distance, soutiennent le chantier par du bénévolat ou des dons. Devant l'afflux des deux formes d'aide, un comité organisateur est constitué, et une plateforme est mise en ligne pour recueillir les dons et lister les dépenses. Une cantine popu-

laire est organisée pour nourrir les bénévoles, qui viennent de tous les corps de métier. Une poignée d'ingénieurs bénévoles suivent les travaux au quotidien sur le chantier, appuyés par des confrères à Montréal ou à Miami via des groupes de discussion en ligne. C'est «l'un des plus importants mouvements de solidarité populaire d'Haïti et de sa diaspora depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010», écrit le média AyiboPost à la fin de 2023.

Des slogans incarnant cet esprit collectif, comme «*Kanal la pap kanpe*» (le canal ne s'arrêtera pas), se propagent dans la musique populaire et sur les réseaux sociaux.

Au cours des premiers mois, des médias haïtiens envoient des corres-

pondants permanents à Ouanaminthe pour documenter cette construction historique.

Chaque jour, des visiteurs locaux et étrangers, en particulier des États-Unis et du Canada, viennent regarder le chantier, où des lampadaires solaires et un poste d'observation ont été aménagés. Pendant que nous discutons avec un bénévole près de l'encadrement de la porte du sas, une équipe de télévision interviewe d'autres ouvriers un peu plus loin.

De nombreux artistes — des stars haïtiennes comme les groupes compas Nu Look et Klass ou encore les chanteurs J Perry et Jason Derulo, un Américain d'origine haïtienne — en font un arrêt obligatoire ou versent un don substantiel. À la fin de l'été 2024,

la célèbre chanteuse Anie Alerte, déjà fortement engagée, invitera des musiciens à se joindre à elle et au populaire groupe Vwadezil pour un grand concert célébrant le premier anniversaire du chantier.



Pendant notre discussion

avec Antoineus Josaphat, son fils Mackenzie, 41 ans, nous rejoint à son retour du chantier. Agriculteur comme son père, il est bénévole et membre du comité organisateur de la construction du canal, laquelle arrive à la fin de sa première grande phase en ce mois de

Une section de la rivière Massacre a été temporairement asséchée pour que l'on puisse construire le canal.

février 2024. «Le canal est un projet que le peuple haïtien a décidé de réaliser en l'absence de l'État, souligne-t-il. C'est toute la nation qui s'est réunie pour réaliser un projet et mettre fin à l'humiliation [subie lorsque la République dominicaine a fermé unilatéralement sa frontière]. C'est la nation haïtienne qui a pris son destin en main.»

Quelques minutes plus tard, nous parcourons les trois kilomètres du canal principal en suivant Mackenzie Josaphat à moto. Alors que nous longeons le mur frontalier érigé par la République dominicaine, nous échangeons des salutations en créole avec des travailleurs occupés à installer une rangée de barbelés au sommet. Des Haïtiens vivant en République et affairés à empêcher leurs compatriotes de traverser. «On n'a pas les moyens de refuser un contrat», disent-ils.

Environ un demi-million d'Haïtiens seraient actuellement partis trouver du travail en République dominicaine, le plus souvent comme main-d'œuvre bon marché dans les zones agricoles ou dans la construction. Sans compter les déplacements quotidiens. Car malgré l'interdiction de traverser, les allers-retours restent faciles pour qui soudoie des soldats dominicains.

La phase la plus complexe, qui comprend la prise d'eau dans la rivière, est presque terminée. Les portes du sas, qui réguleront le débit d'eau, sont sur le point d'être installées. Entièrement en territoire haïtien à cet endroit, la rivière Massacre a été détournée pour qu'on puisse effectuer les travaux à la tête du canal et le relier à la rivière.

Quatre professionnels, dont l'ingénieur civil Lesnel Marcelus, supervisent les dernières étapes. Lui et sa compagne, également ingénieure, se sont consacrés à ce chantier durant quatre mois après s'être installés dans le nord du pays pour fuir l'insécurité de Port-au-Prince, à 125 km de là. Sa conjointe a dû quitter le chantier fin 2023 pour trouver un emploi et subvenir à leurs besoins pendant qu'il poursuit son engagement au canal. «Il n'y a pas assez d'argent pour payer des ingénieurs à plein temps, alors nous

venons bénévolement offrir notre expertise. Même s'il a fallu réduire notre niveau de vie, nous avons voulu contribuer.»

À la source du canal, devant une tourelle récemment construite par des militaires sur la rive dominicaine, plusieurs dizaines d'ouvriers s'affairent au fond de la section temporairement asséchée de la rivière. Le cours d'eau a été détourné à l'aide de l'unique engin mécanique présent sur le chantier: une excavatrice louée grâce aux dons.

Autour de nous, deux imposants murs de soutènement composés de gabions, des paniers métalliques remplis de pierres, atteignent 6,5 m de hauteur. Ils s'élèvent le long de plus de 40 m de rivage, encadrant la structure centrale en béton de l'entrée du canal.

Après qu'une moto à trois roues équipée d'une benne eut déposé des roches dans le fond de la section asséchée, des hommes et des femmes se les passent de main à main pour achever l'enrochement destiné à protéger le lit de la rivière face à la prise d'eau du canal. Non loin de là, deux groupes de maçons mélangent du béton à même le sol pour enduire une partie des parois.

Après deux ans en République dominicaine, Gistalina Civil, 33 ans, son mari et leurs trois enfants sont revenus en Haïti en septembre 2023, choqués par les décisions et déclarations du président dominicain, Luis Abinader. Le mari, maçon expérimenté, a travaillé sur de nombreux chantiers dominicains et elle est maintenant apprentie de plusieurs métiers sur le chantier de Ouanaminthe, dont la menuiserie et le ferrailage.

«En s'unissant, on peut rebâtir Haïti, dit-elle. C'est le canal qui m'a permis de voir ça.»



La plaine de Maribahoux

pourrait nourrir à elle seule la majeure partie de la région nord d'Haïti, selon le patriarche de la famille Josaphat. Il est



convaincu que cet ouvrage peut changer le destin du pays. « Haïti peut produire assez de riz pour nourrir toute sa population et même en exporter, affirme-t-il. Sans souveraineté alimentaire, on perd le contrôle du peuple. »

Aujourd'hui, beaucoup d'enfants ne mangent pas à leur faim, assure Gérard Axilien, agriculteur de 53 ans et voisin d'Antoineus Josaphat, rencontré lui aussi sur le chantier. « Surtout, dit-il, parce qu'une grande part de la nourriture que nous consommons est importée. »

Haïti a été frappée au début des années 1980 par une grande crise économique, qui a d'ailleurs participé à la chute de la dictature de Jean-Claude Duvalier en 1986. L'ouverture des frontières au commerce international a transformé le pays, en particulier dans le secteur agricole. Haïti est graduellement passée d'autosuffisante à largement dépendante des importations en raison d'une baisse draconienne des tarifs douaniers sur presque tous les produits importés.

Pour l'industrie du riz, le coup de grâce a été porté par un accord négocié par Bill Clinton en 1994, qui réduisait les droits de douane sur le riz importé en Haïti de 50 % à presque zéro. La production locale a chuté, rapidement supplantée par le riz subventionné en provenance des États-Unis. En 2010, l'ancien président américain a reconnu son erreur et présenté des excuses, mais le riz local souffre toujours de cette concurrence : de 80 % à 90 % du riz consommé en Haïti serait, selon différentes estimations, importé des États-Unis.

Interdites sous la dictature des Duvalier — celle du père, François, à partir de 1957, puis celle du fils, Jean-Claude, jusqu'en 1986 —, les associations de la société civile ont joué un rôle central dans la relance démocratique depuis 1986. Aujourd'hui encore, les associations d'agriculteurs sont le moteur d'initiatives comme celle du canal, explique Michel Chancy, ancien secrétaire d'État à la production animale. Il a cofondé deux importantes organisations communautaires agricoles : Vétérimed, dans le domaine de la santé et la production animales, et la coopérative Lèt Agogo, devenue le plus grand réseau de production et de distribution de lait en Haïti.



En haut : Gistalina Civil, à gauche, est rentrée au pays pour participer à l'effort collectif. Au centre : Mackenzie Josaphat sur sa moto devant le bureau du comité organisateur du canal. En bas : Des agriculteurs creusent un canal secondaire en terre.

et souligne que les ONG font un travail parcellaire.

« Quand [le président dominicain] Abinader a fermé la frontière, tout le monde a souffert, mais en même temps, cela a réveillé l'orgueil national. Il n'aurait pas pu mieux faire pour Haïti. »

Selon lui, Haïti devrait réduire les importations agricoles pour encourager la production locale, comme cela a été fait dans d'autres pays. Il cite en exemple le Québec, où les quotas et coopératives ont favorisé l'essor de l'industrie laitière. Il s'est d'ailleurs en partie inspiré du modèle québécois pour la création de Lèt Agogo. « Tu ne peux pas laisser tout un secteur stratégique comme l'agriculture au libre marché si tu veux reconstruire ton économie. »

En priorisant certaines filières pour le développement national, le gouvernement devrait, selon Michel Chancy, mettre en place une politique globale qui permettrait à certains éléments de la production locale de remplacer les produits importés. « Il faut aussi toute une série d'autres mesures. Par exemple, le gouvernement pourrait acheter en masse ou fournir des repas dans les écoles, ajoute-t-il. Comme l'ont fait tous les pays après la Seconde Guerre mondiale, c'est ainsi qu'ils ont reconstruit leur économie. Quand ton économie est dévastée, tu as besoin d'un *push*. »

En 2018, le gouvernement haïtien a tout de même annoncé son intention d'augmenter les tarifs douaniers jusqu'à 40 % sur un ensemble de produits, des taux comparables à ceux appliqués par les autres pays membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), comme la Jamaïque et le Belize.

Cependant, cette mesure n'a jamais été mise en œuvre parce qu'un seul pays s'y est formellement opposé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : la République dominicaine. Cette dernière exporte en effet des centaines de produits vers le marché haïtien. Rien qu'en 2024, la République

dominicaine a vendu pour 1,3 milliard de dollars de marchandises à son pays voisin. Après un mois de fermeture totale en 2023, la frontière a d'ailleurs été rouverte aux échanges commerciaux, tandis qu'elle demeure fermée aux gens jusqu'à ce jour.



Au crépuscule, le soleil des Caraïbes teinte le ciel d'un rose éclatant au-dessus du canal. Intensifiés par la tôle des parois de la maisonnette temporaire qui sert de bureau au comité organisateur, les rayons jettent une lumière presque aveuglante. Devant la structure modeste, Mackenzie Josaphat et ses collègues observent avec fierté les progrès accomplis.

« Le canal nous rassemble parce qu'il symbolise notre liberté », dit-il. Il fait le parallèle avec 1804, lorsque les anciens esclaves désormais libres ont collaboré pour relancer l'agriculture après l'indépendance du pays. « À l'époque, il y avait une *konbit*, une chaîne de solidarité, et c'est ce que nous revivons avec ce chantier. Peu importe nos différences, nous mettons nos égos de côté pour construire le canal. »

Non loin de là, Gistalina Civil nous invite chez elle pour terminer la journée. Ses trois enfants, curieux de notre présence, nous rejoignent sur le balcon de leur modeste maison de trois pièces en attendant leur père. Après plusieurs mois à travailler sur le canal, il est en République dominicaine depuis le début de la semaine, pour un contrat de maçonnerie.

« Les autres nations ne sauveront pas Haïti à notre place, conclut Gistalina Civil. C'est à nous de reprendre notre destin en main. » ■

Ce reportage a été réalisé avec la collaboration de Jean Elie Fortin et l'appui financier du Fonds québécois en journalisme international (FQJI).

**« EN S'UNISSANT,
ON PEUT REBÂTIR HAÏTI.
C'EST LE CANAL
QUI M'A PERMIS DE
VOIR ÇA. »
GISTALINA CIVIL**

« Contrairement à la République dominicaine, où il y a davantage d'investissements privés dans l'agriculture, en Haïti, les paysans sont presque seuls », déplore le vétérinaire de formation, aujourd'hui responsable des programmes de santé et production animales à la Faculté d'agronomie de l'Université Quisqueya, à Port-au-Prince. Ce manque d'investissement a entraîné des lacunes en matière de productivité et d'infrastructures agricoles. « Les paysans produisent de la nourriture, mais eux-mêmes ont du mal à manger à leur faim. Ils sont découragés. »

Il critique aussi l'absence d'un plan de développement agricole ambitieux



Santé | par Alain Vadeboncœur

Face à une demande qui explose

Vos préoccupations à l'égard de la capacité du système de santé à vous soigner sont parfaitement compréhensibles. Il reste que, depuis longtemps, le système est aux prises avec une hausse majeure et continue de la demande de soins.

Paradoxalement, cette grande sollicitation s'explique notamment par l'efficacité même des soins prodigués. En rallongeant la vie des gens, chaque progrès médical contribue en effet à l'augmentation de la demande de soins.

Chaque poussée démographique et chaque avancée du vieillissement appliquent une pression croissante sur les ressources humaines, financières et matérielles en santé. De 1990 à 2025, la population québécoise est ainsi passée de sept à neuf millions de personnes, une hausse de près de 30 %. Cela s'explique en partie par les bienfaits de la médecine et l'amélioration des conditions de vie. Mais voilà tout de même beaucoup de nouveaux patients potentiels!

Et non seulement la proportion des 65 ans et plus a doublé depuis mes débuts en médecine, en 1990, mais l'espérance de vie a elle-même augmenté de cinq ans, ce qui fait du Québec l'une des sociétés où le vieillissement est le plus rapide en Occident. Or, l'âge demeure le principal facteur

de risque de la plupart des maladies, qu'on parle de diabète, de problèmes cardiaques, d'AVC, de cancer ou de démence. Cette expansion soutenue du groupe le plus à risque engendre une multiplication des affections à soigner, ce qui conduit à plus d'hospitalisations, d'interventions, de médication, de services à domicile et de séjours en CHSLD.

Par ailleurs, les nouveaux traitements et les nouvelles technologies sont certes bénéfiques pour les patients, mais leur coût prohibitif doit être pris en compte dans l'équation. Ces progrès technologiques contribuent même à la demande de soins: l'accessibilité accrue aux techniques d'imagerie médicale, comme l'IRM, la tomographie (*scan*), la tomographie par émission de positons (*PET scan*) et les échographies, permet une détection plus précoce des problèmes, mais elle augmente aussi les besoins en suivis et traitements.

Et bien que les interventions de pointe, telles que les opérations minimalement invasives ou assistées par la robotique, réduisent les complications, elles entraînent également des coûts élevés, notamment pour acquérir les équipements et former le personnel.

La judiciarisation de la médecine pousse tout autant la demande vers le

Le nerf de la guerre reste la capacité de soigner. De ce point de vue, surtout en période de limitation des dépenses, la demande grimpe tout simplement trop vite.

haut, les professionnels de la santé craignant, comme tout le monde, les poursuites. Ils adoptent ainsi une approche défensive, qui se traduit par un nombre plus important de tests et d'exams. Heureusement, la tendance est moins prononcée ici qu'aux États-Unis.

En parallèle, comme les populations vulnérables ou sans couverture médicale manquent d'accès aux soins de première ligne, cela contribue à gonfler la demande de services hospitaliers. Entre autres parce que les conditions de vie difficiles, marquées par la malnutrition, le stress chronique ou les logements insalubres, engendrent des problèmes nécessitant à leur tour des soins et des suivis.

Enfin, les personnes bien informées que vous êtes réclament plus d'exams, de consultations rapides et de traitements récents, à bon droit. Par exemple, le volume de dépistage s'intensifie régulièrement en raison de l'accroissement démographique, de l'accessibilité étendue des tests et de l'élargissement de la clientèle pour laquelle ils sont indiqués.

Il faut surtout voir que tous ces facteurs se renforcent mutuellement. Une meilleure capacité de diagnostic permet de déceler plus de maladies, ce qui exige plus de rendez-vous, tandis que les traitements innovants rallon-

gent toujours plus de vies, transformant des affections autrefois fatales en maux chroniques, notamment plusieurs cancers, dont les suivis à long terme s'ajoutent aux nouveaux cas.

Mais en dépit des critiques justifiées, ce qui m'impressionne le plus demeure la résilience du personnel, des professionnels et du système lui-même, qui doivent affronter chaque jour une hausse soutenue de la demande. Il s'agit d'offrir malgré tout des soins de qualité et en temps opportun, d'abord pour les problèmes les plus urgents, et si possible pour les autres.

Une partie des solutions à long terme sont connues: s'assurer que chaque soin est pertinent, renforcer la première ligne, offrir une meilleure continuité des services, incorporer les nouvelles approches à l'aune de leur efficacité clinique, améliorer les conditions de vie de la population, accorder plus d'attention aux souhaits des patients et, surtout, développer largement la prévention.

Sauf que le nerf de la guerre reste la capacité de soigner. De ce point de vue, surtout en période de limitation des dépenses, comme actuellement, la demande grimpe tout simplement trop vite. Et qu'on le veuille ou non, ce sera encore le cas pendant longtemps. ■

PAR DANIEL CHRÉTIEN

Gazon maudit

MONTRÉAL ET D'AUTRES VILLES
DU QUÉBEC Y VONT MOLLO
SUR LA TONDEUSE À GAZON DANS
CERTAINS ESPACES PUBLICS.
POURTANT, ELLES DONNENT
ENCORE DES CONTRAVENTIONS
AUX CITOYENS QUI ADOPTENT
UNE PRATIQUE SEMBLABLE.
À QUAND LA FIN DE
CE DOUBLE STANDARD ?



L'affaire avait instantanément fait scandale. Au printemps suivant son arrivée dans mon quartier d'enfance, une famille d'origine allemande avait aménagé un potager dans la cour avant de sa maison, en bordure du trottoir. Dans les années 1970, faire pousser des pommes de terre devant chez soi, dans le quartier Murdock, à Chicoutimi, était une hérésie. Les habitants de ce secteur huppé de la ville ne toléraient pratiquement qu'une seule plante dans leur aménagement : le gazon vert pétant, coupé bien ras, exempt de mauvaises herbes. Alors les patates...

Sans le savoir, la famille Diegel était à l'avant-garde d'une pratique qui, des décennies plus tard, allait faire des adeptes aux quatre coins du Québec : le retrait du sacrosaint gazon pour le remplacer par une impressionnante variété de plantes ornementales et, oui, oui, potagères.

Il y a aussi ceux qui, comme Jean-Sébastien Laplante, à Sherbrooke, sont ouvertement antitondeuses — donc, par ricochet, peu friands du gazon. Sur la majeure partie de son terrain d'environ 1 000 m² (un peu moins de 11 000 pi²), le propriétaire dans la trentaine laisse plutôt pousser l'herbe. Il tond le gazon seulement le long des trottoirs et de son entrée, ainsi qu'autour de la borne d'incendie. « Pour moi, le gazon est une aberration totale. Passer la tondeuse représente une nuisance environnementale et sonore. Le concert estival des tondeuses, je ne suis pas capable », dit le biologiste, gestionnaire de cours d'eau pour la MRC de Drummondville.

L'objectif des uns et des autres est le même : favoriser le retour de la biodiversité dans leur espace vert. Même si ça ne fait pas l'affaire de tout le monde.

Jean-Sébastien Laplante a déjà reçu deux amendes à cause de la « hauteur excessive » de son gazon. Or, l'article du règlement général de la Ville intitulé « Entretien des terrains privés » n'en limite pas la hauteur. Il stipule plutôt que « sur un terrain privé, un propriétaire ne doit pas négliger ou laisser pousser la végétation à une hauteur excessive, au risque de devenir une nuisance pour le voisinage ou de créer un risque pour la sécurité ». Sans préciser ce qu'on entend par hauteur excessive. Pourtant, la Ville elle-même laisse en friche certaines portions de parcs ou d'espaces verts, de même que des terre-pleins!

« La réglementation s'applique aux terrains privés », souligne Valériane Noël, cheffe de section en construction et projets pour les parcs et espaces verts de Sherbrooke. La pratique a beau être « légale » pour les terrains publics, elle suscite des plaintes. « Mais on a reçu autant de commentaires positifs », tient à ajouter l'architecte paysagiste.

Sherbrooke s'adonne à la « gestion différenciée » des tontes sur les terrains publics depuis 2019. C'est-à-dire que, selon l'usage du coin de verdure, le gazon peut être coupé très court (sur les terrains de soccer, par exemple) ou au contraire laissé beaucoup plus long, jusqu'à une hauteur de 60 cm, voire plus. Un projet-pilote « en voie de devenir une mesure permanente », estime Valériane Noël. La Ville a même demandé aux services municipaux d'analyser sa réglementation concernant les terrains privés.

Cette pratique de gestion différenciée des tontes, adoptée aussi par Montréal et d'autres municipalités, fait partie des façons reconnues par de multiples études de créer des îlots de fraîcheur, d'améliorer la biodiversité de la flore et de la faune urbaines et de favoriser une meilleure absorption de l'eau de pluie.

Au Québec, nombre de grandes villes — dont Laval, Trois-Rivières, Drummondville et Gatineau — ainsi que la plupart des arrondissements de Montréal et des municipalités de sa banlieue tolèrent un gazon à 15 ou 20 cm de longueur maximale sur les terrains privés. À Québec, c'est 30 cm. Combien de villes fixent ainsi une hauteur au-delà de laquelle les citoyens s'exposent à une amende? Difficile à dire avec précision. Ni la Fédération québécoise des municipalités (FQM) ni



L'Union des municipalités du Québec (UMQ) ne tiennent de statistiques à ce sujet. « Il y a autant de réglementations que de municipalités », fait remarquer Marie-Ève Dion, conseillère aux relations de presse de la FQM. Et aucun règlement municipal n'interdit d'aménager un potager dans une cour avant, du moins à Montréal, Sherbrooke et Saguenay.

L'UMQ suggère toutefois fortement à ses quelque 400 municipalités membres de recourir aux infrastructures végétalisées — telles que des pavés alvéolés, des toits ou des murs végétalisés, ou des arbres, tout simplement — « pour optimiser la résolution de problèmes environnementaux », lit-on dans un document préparé à l'intention des équipes municipales par des chercheurs de l'INRS.

Montréal pratique, comme Sherbrooke, la gestion différenciée des tontes sur les terrains municipaux. La chose est plutôt bien perçue par la population, révèle une enquête d'opinion menée en septembre 2024 par EcoAnalytics, sondeur canadien spécialisé dans les questions environnementales. Les deux tiers des quelque 1 800 personnes sondées sont favorables ou très favorables à cette pratique. En revanche, l'abolition des règlements qui limitent la hauteur du gazon sur les terrains privés — comme l'a décrété l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension en juillet 2024 — suscite beaucoup moins d'enthousiasme. Seules 4 personnes sur 10 (42 %) y sont favorables.

Jean-Sébastien Laplante, lui, a fait les frais de cette réticence des citoyens envers les cours en friche. Une voisine s'est plainte. Son gazon est long, des fleurs se sont installées chez lui : jargeaux, verges d'or, marguerites... Il a reçu une première amende en 2023, qu'il a contestée en vain. Puis, il en a reçu une autre, qu'il conteste aussi. En tout, c'est au moins 300 dollars qu'il devra payer si son deuxième recours fait chou blanc. En résistant ainsi, il espère faire changer non seulement le règlement municipal, mais aussi les mentalités. « Je me suis rendu compte que c'est un sujet délicat, affirme-t-il. Les gens tiennent à leur espace gazonné, c'est très ancré. Certains m'ont dit craindre que mes herbes hautes finissent par cacher des seringues usagées! »

Changer les mentalités, c'est également ce qui motive le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) de Montréal, un organisme qui relève de la Direction générale de la Ville. Une de ses missions est d'inciter les citoyens et les arrondissements à délaisser le gazon bien tondu au profit d'autres espèces de plantes. « Les pelouses

SEULES 4 PERSONNES SUR 10 SONT FAVORABLES À L'ABOLITION DES RÈGLEMENTS QUI LIMITENT LA HAUTEUR DU GAZON SUR LES TERRAINS PRIVÉS, COMME L'A DÉCRÉTÉ L'ARRONDISSEMENT MONTRÉALAIS DE VILLERAY-SAINTE-MICHEL-PARC-EXTENSION.



de gazon sont des espaces végétalisés qui ne sont pas déployés à leur plein potentiel. Le sol y est plus pauvre, on y trouve moins de vie. En laissant pousser l'herbe plus naturellement, d'autres plantes et animaux vont s'y installer », explique Claudia Atomei, conseillère en planification au BTER.

Cette pratique n'a rien d'anodin, car « la biodiversité forme le maillage de vie dont nous dépendons pour tant de choses — nourriture, eau, médicaments, climat stable, croissance économique », rappelle un document de l'ONU sur l'urgence de l'action climatique.

Chez Maria Korpjiaakko, à Saint-Bruno-de-Montarville, les cours avant et arrière ne comprennent presque plus de gazon, sauf à quelques endroits nécessaires pour circuler. Dès son arrivée dans cette maison, il y a 12 ans, elle a commencé à aménager son terrain. « Mais c'est il y a six ans que je me suis mise à devenir folle », lance en riant cette blonde qui ne fait pas ses 50 ans. Folle?

**LE POUVOIR D'AGIR EST
ENTRE LES MAINS DES VILLES,
MAIS AUSSI DES CITOYENS,
ESTIME EMILE FOREST,
COFONDATEUR DE L'ORGANISME
SANS BUT LUCRATIF NOUVEAUX
VOISINS, QUI CONÇOIT DES
AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS
PLUS PROPICES À LA VIE.**

Passionnée, plutôt. Autour de sa demeure, au moins 200 espèces de fleurs et de légumes pêle-mêle se partagent le sol — les tomates poussent parmi les fleurs.

Et cette belle folie attire les abeilles, les papillons... ainsi que les enfants du CPE situé tout près. « Chaque semaine, des groupes viennent sur mon terrain pour observer les fleurs, les légumes et les pollinisateurs. C'est devenu un outil pédagogique », se réjouit cette docteure en éducation, qui les accueille avec enthousiasme.

Le pouvoir d'agir est entre les mains des villes, mais aussi des citoyens, estime Emile Forest, cofondateur de l'organisme sans but lucratif Nouveaux Voisins, dont la mission est entre autres de concevoir des aménagements paysagers plus propices à la vie. Selon lui, on doit cesser de prendre sa cour pour une autre pièce de sa maison, et plutôt la considérer comme un morceau de nature en ville. « En faisant un jardin, en créant un environnement plus varié, on peut avoir rapi-

dement un effet majeur sur la biodiversité », dit-il.

Il faut voir la liste des semis d'Anne-Marie Chapleau, de Jonquière, pour comprendre qu'on est chez elle bien loin de la cour gazonnée, et au-delà du simple passe-temps : pas moins de 19 pages de tableaux et de notes bien tassées, où sont répertoriés des végétaux de toutes sortes — dont une vingtaine de variétés de tomates — qui garniront cet été son terrain de 1 500 m² (environ 16 000 pi²). « Chaque printemps, j'ai tendance à retirer un peu plus de gazon pour agrandir mes platebandes et mon potager », raconte la femme de 67 ans, cofondatrice de la branche du Saguenay-Lac-Saint-Jean du groupe écologiste Mères au front. Non seulement les pollinisateurs y butinent à qui mieux mieux, mais les colibris, les lièvres et les chardonnerets, pour ne nommer que ceux-là, s'y pointent de temps en temps.

Du côté des villes, la métropole de Lyon — d'une superficie semblable à celle de l'île de Montréal — compte parmi les plus dynamiques de France, sinon d'Europe, en ce qui a trait au rétablissement d'écosystèmes naturels. Entre autres mesures, elle densifie et diversifie sa végétation à vitesse grand V. Arbres, arbustes et couvre-sols sont venus soit remplacer le gazon, soit le compléter. « Nous avons planté 52 000 arbres en 2023 et 73 000 l'an dernier — un record pour la Ville, et de loin —, pour créer notamment des forêts urbaines de 2 à 10 hectares, véritables îlots de fraîcheur et de biodiversité », explique Pierre Athanaze, vice-président de la Métropole de Lyon chargé de l'environnement.

Au Québec, il n'existe aucune donnée sur la superficie qu'occupe le gazon. Une étude menée par la Fondation David Suzuki en 2018 a toutefois établi que dans la région métropolitaine de Montréal — où vit la moitié de la population de la province —, 68 000 hectares de terrain, soit à peu près deux fois l'étendue de Trois-Rivières, sont couverts de végétation basse, ce qui inclut les terrains gazonnés. Ses auteurs estiment que ces terrains auraient le potentiel d'améliorer la qualité des écosystèmes pour augmenter la biodiversité et lutter contre les îlots de chaleur, pour peu qu'on les tonde moins souvent ou à une moins grande fréquence.

La recommandation officielle du BTER aux arrondissements est de laisser pousser l'herbe jusqu'à 30 cm sur les terrains publics et de permettre la même chose sur les terrains privés. L'agronome Guillaume Grégoire, professeur de phytologie à l'Univer-



sité Laval, voit d'un bon œil le fait de laisser pousser son gazon. « Plus un gazon est long, plus il sera à même de ralentir le ruissellement de l'eau et de forcer l'infiltration de celle-ci dans le sol. Oui, ça peut aller jusqu'à 30 cm, mais un gazon d'une longueur de 7 ou 8 cm jouera aussi bien ce rôle », précise-t-il.

À la clé : des sols moins denses, moins compactés par le passage fréquent des tondeuses ; la création naturelle de parcs éponges, où les eaux de pluie seront mieux absorbées ; des espaces verts parfois exempts de gazon, où la végétation diversifiée et plus longue favorisera une faune et une flore variées. Et, pourrait-on ajouter, la possibilité de réaliser des économies appréciables.

Le département de l'Agriculture des États-Unis estimait que les Américains consacraient chaque année 100 millions de dollars à l'entretien de leur pelouse... en 1937 (110 millions de dollars canadiens à l'époque), rapporte l'historienne Virginia Scott Jenkins, professeure à l'Université catholique d'Amérique, à Washington, dans son livre *The Lawn: A History of an American Obsession* (Smithsonian Books). C'est l'équivalent de 2,2 milliards de dollars (3,1 milliards de dollars canadiens) en 2025.

Cela revient cher pour entretenir ce que plusieurs considèrent comme une monoculture nuisible à la biodiversité, gourmande en eau et en pesticides. Malgré tout, personne parmi les gens interrogés dans le cadre de ce reportage n'est prêt à affirmer que le gazon doit être éliminé coûte que coûte. Surtout pas Guillaume Grégoire, selon qui cette graminée vient avec son lot de bienfaits. « Aucune autre ne peut couvrir en une seule journée un terrain complètement nu », dit-il.

Il s'agit également d'une plante qui prévient l'érosion des sols par le vent et la pluie, un avantage qui disparaît si on choisit d'aménager un potager dans sa cour, qu'il soit à l'avant ou à l'arrière de la maison. « Mais si c'est ce que les gens veulent, un potager, pourquoi pas ? Toutefois, au printemps et à l'automne, quand il n'y a pas de plantes dans le potager, le sol peut être sujet à l'érosion. Il faut s'assurer de couvrir la parcelle dénudée ou de laisser une bande de gazon entre le potager et la rue pour retenir le sol », conseille-t-il.

Cela dit, le professeur de phytologie en a contre les gazons qui ont l'air de verts de golf. Pour lui, il n'existe aucun avantage à la tonte très rase. Au contraire. Plus le gazon est maintenu court, plus il aura besoin d'eau pour éviter de brûler au soleil.

**UN GAZON DE 8 À 30 CM
DONNERA DES SOLS MOINS
DENSES, MOINS COMPACTÉS PAR
LE PASSAGE FRÉQUENT DES
TONDEUSES, AVEC LA CRÉATION
NATURELLE DE PARCS ÉPONGES,
OÙ LES EAUX DE PLUIE
SERONT MIEUX ABSORBÉES.**



D'autant plus que garder un gazon court requiert des tontes fréquentes, sources de pollution. D'après les dernières données accessibles, jusqu'à 151 millions de litres d'essence seraient nécessaires chaque année pour alimenter le matériel d'entretien des pelouses au Canada.

Parmi ces tondeuses, certaines ont encore un moteur à deux temps (fonctionnant à l'aide d'un mélange d'huile et d'essence) et émettent en une heure autant de pollution qu'une voiture qui parcourt 320 km, soit environ la distance entre Montréal et Baie-Saint-Paul, selon Équiterre. Ces machines sont toutefois en voie de disparition, car leur vente est interdite au Canada depuis 2005. Les tondeuses dotées d'un moteur à quatre temps, qui les ont remplacées, émettent quant à elles autant de pollution qu'une voiture parcourant 150 km.

La solution : opter pour une tondeuse électrique ou manuelle, ou faire comme les Anne-Marie, Maria et Jean-Sébastien du Québec et carrément mettre la pelle dans le gazon pour le remplacer par autre chose, qu'il s'agisse de fleurs, de petits fruits ou... de patates. ■



Champ libre | par David Desjardins

Bâtir une culture commune

Il est difficile de ne pas sombrer dans le mélodrame lorsqu'il est question de l'imminente disparition de ce qui constitue notre culture, donc de notre identité.

Surtout quand j'observe mes propres comportements.

Je suis du cru 1974, pur produit de la génération X, donc pas exactement le prototype du jeune Z que l'on emploie pour décrire le décrochage massif de la culture québécoise chez les plus fraîches cohortes.

Nous partageons pourtant de nombreuses pratiques culturelles qui me donnent une bonne idée de la force du changement amorcé: je n'ai plus d'abonnement au câble depuis plus d'une décennie, je zappe sur TikTok à m'en faire péter le cristallin, et plus les années passent, plus les références médiatiques du *Bye Bye* m'apparaissent floues.

Je passe un temps considérable sur YouTube, où l'algorithme me nourrit copieusement de choses que j'aime et qui m'enferment dans un silo de contenus familiers sur des sujets qui me passionnent. Mais est-ce si différent du temps où les *boomers* remplissaient le Capitole pour voir *Elvis Story* ou *Styx*, ou se ruaient pour assister à *Broue* pour la 72^e fois?

Un peu, quand même. Il y a une «intelligence» à l'œuvre pour me garder enfermé dans mon monde.

Il me suffit de regarder quelques vidéos sur un de mes groupes favoris de mes 18 ans (genre les Smashing Pumpkins) pour être inondé de matériel captivant à son sujet.

J'ai beau consommer plusieurs médias écrits sur une base quotidienne, quelques séries télé d'ici et de la littérature québécoise, devant la qualité et l'ampleur de l'offre en ligne, en voyant la culture sur mesure que se construisent les plus jeunes, j'ai de la difficulté à m'imaginer à quoi ressemblera la culture «queb» dans quelques décennies.

À moins que je n'oublie un passé relativement récent qui était lui aussi d'une inquiétante noirceur? À moins que l'avenir ne nous prépare autre chose qu'une dramatique atrophie culturelle?

Les décisions que nous prendrons collectivement dans les prochaines années en scelleront sans doute l'issue.

J'évoquais plus haut le silo culturel dans lequel j'évolue. Ce comportement n'a pas attendu l'hégémonie des réseaux de la Silicon Valley pour prendre forme. Les castes socioéco-

Les écoles primaires et secondaires sont le seul espace imaginable pour donner l'envie, pour passer la flamme et éviter l'enfermement dans le silo où dominant des créateurs de contenus étrangers.

nomiques, l'éducation, l'âge et d'autres facteurs aggravants du même ordre constituent depuis des lustres d'importants agents clivants dans les pratiques culturelles.

Si les nouveaux médias nous semblent aussi redoutables, c'est qu'ils le sont, y compris dans le bon sens du terme. L'accro de l'information, la mordue de culture et tous les autres assoiffés de contenus de tous les genres concevables sont en partie libérés du carcan d'autrefois.

Pour le meilleur... et pour le pire.

C'est là tout le paradoxe de cette époque à la fois fabuleuse et tragique, à laquelle il manque un lieu commun où construire l'envie de consommer de la culture et des médias locaux.

Que Radio-Canada fasse de l'info pour les jeunes avec Rad, c'est super. Que les médias écrits fassent pareil, c'est super. Que les acteurs du milieu médiatico-culturel se fassent aller sur Instagram et TikTok, c'est la base. Que le cégep insiste encore sur l'importance de notre littérature, c'est essentiel. Mais on doit commencer plus tôt. En masse. Avec force. Il faut que l'école (primaire et secondaire) en fasse le centre de ses préoccupations. Parce qu'il s'agit, tout bonnement, du seul espace imaginable pour donner

l'envie, pour passer la flamme, pour éviter l'enfermement dans le silo où dominant des créateurs de contenus étrangers.

Je sais, je sais. Le système est à bout de souffle et saigne de toutes parts. C'est à peine si on parvient à y enseigner l'essentiel. Je sais, je sais. Les parents sont ingérables. Je ne vois pourtant pas de salut possible pour notre culture commune autrement qu'en investissant dans l'école en tant qu'espace de transmission culturelle, qui participe à une mission de savoir et d'être pour former des personnes entières, pensantes, libres, et pas seulement des contribuables.

Sinon, à quoi bon instruire tous ces gens si l'unique but est qu'ils consomment dans un monde totalement atomisé, grignoté par la nostalgie, résolu à regarder sa culture sombrer par manque d'inspiration, par étroitesse d'esprit, par obsession de la rentabilité, ou simplement par absence de courage politique?

Car, oui, il y a encore des artistes inspirants et inspirés pour raconter ce que nous sommes, malgré le fait qu'on les affame... Mais lorsqu'un arbre tombe dans la forêt, sa chute fait-elle du bruit s'il n'y a personne pour l'entendre? ■



QUÉBEC INC.



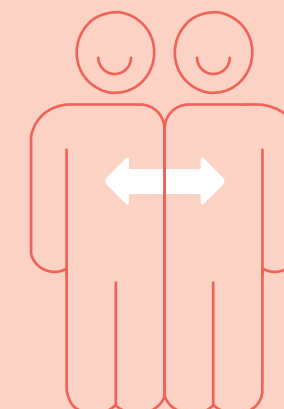
DOSSIER PME

**OUVERT
SUR
L'AVENIR**

PRÉSENTÉ PAR  **BANQUE
NATIONALE**

MENTORAT : DES BÉNÉFICES DANS LES DEUX SENS

Débutants ou aguerris, les entrepreneurs gagnent toujours à avoir un mentor, qui les outille pour mieux réussir et leur procure un précieux soutien psychologique. En boni, le mentor retire lui aussi des bienfaits de ces interactions.



Gestion des ressources humaines, difficultés financières, désir de développer son leadership : c'est souvent pour un besoin précis que les entrepreneurs demandent l'appui d'un mentor. Mais au fil des échanges, des bienfaits insoupçonnés émergent. Car discuter avec quelqu'un et exposer ce qui accroche nous amène à recadrer notre regard sur les choses et à mettre de l'ordre dans nos pensées.

«Oui, un mentor donne entre autres des conseils d'affaires, mais une de ses qualités principales, c'est d'avoir une bonne écoute, en plus de l'humilité et de la bienveillance», explique Roxane Claessens, directrice, Expérience mentorés et mentors au Réseau Mentorat. Cet organisme vise à développer le plein potentiel des entrepreneurs par le mentorat. «Au fil des discussions, il favorisera une prise de conscience concernant certains angles morts, par exemple en demandant à son mentoré pourquoi il s'occupe des finances si les chiffres ne sont pas sa tasse de thé.»

Pas étonnant que 85% des mentorés disent avoir clarifié leur vision d'entrepreneur grâce à cette expérience, selon un sondage mené en 2016 auprès des entrepreneurs mentorés du Réseau Mentorat et de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Suggérer pour faire progresser

C'est important de le souligner : le mentor ne dira jamais quoi faire ni comment le faire. Son rôle s'apparente plutôt à celui d'un guide. «Un des objectifs du mentorat est de décupler l'intelligence émotionnelle. Les entrepreneurs ont souvent les solutions en eux, il faut les amener à les faire émerger et à se poser de meilleures questions.»

En parlant de leurs craintes, de leurs défis et de leurs frustrations avec une personne d'expérience, les mentorés grandissent donc sur le plan professionnel, émotif, relationnel, mais aussi psychologique. «Des conversations sur la gestion du stress ou la conciliation travail-famille, on en voit beaucoup. Il n'y a aucun sujet tabou. Permettre au mentoré de ventiler est un aspect important de la relation.»

Et le mentor dans tout ça? Ce rapport privilégié lui procure aussi des bénéfices, car discuter produit son effet dans les deux sens. Les échanges lui apporteront un nouvel éclairage sur son travail, son approche, ses valeurs. «Nos mentors veulent souvent redonner au suivant, ou encore devenir de meilleurs individus en développant leurs compétences d'écoute ou leurs aptitudes relationnelles. Beaucoup d'entre eux viennent apprendre; ce rôle les inspire et les motive. C'est un cercle vertueux», conclut joliment M^{me} Claessens.



Il n'y a pas que le Réseau Mentorat qui fait des jumelages: les entrepreneurs québécois peuvent trouver un précieux allié en consultant la liste des divers programmes dressée par Mentorat Québec au mentoratquebec.org/programmes-de-mentorat.



On a les spécialistes qui comprennent votre entreprise

Notre équipe évolue dans
plusieurs domaines d'activité
pour vous offrir des conseils
sur mesure

Consultez nos spécialistes
bnc.ca/entreprises

MD BANQUE NATIONALE et le logo BANQUE NATIONALE sont des marques de commerce déposées de la Banque Nationale du Canada.



**DE RETOUR
DANS
UN MOMENT**

TEMPS BLANC : S'ARRÊTER POUR MIEUX AVANCER

La vie professionnelle est souvent un feu roulant. Le modèle de « temps blanc », soit un horaire où on fait de la place à la réflexion, prend toutefois du galon. Comment s'arrêter peut-il rendre, au final, plus productif ?

Dès 2019, avant même l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les risques psychosociaux, les fondatrices de De Saison, une entreprise de développement des personnes et des organisations, tentaient de remettre l'humain au cœur du travail. « On a fait en sorte que nos organisations soient efficaces. On ne déroge pas aux processus et c'est la productivité qui compte, mais l'humain n'est pas une machine », expose la cofondatrice Julie Tremblay-Potvin.

Depuis six ans, la science documente les effets de l'attention fragmentée et du stress chronique. Le besoin de récupération devient une responsabilité systémique. Le concept de temps blanc, inventé par De Saison, permet de réintégrer dans nos vies les pauses nécessaires à la santé mentale, à la créativité et à l'innovation.

Une hygiène mentale au quotidien

De Saison a donc mis des mots sur ce besoin de recul. D'abord décliné en trois types, le modèle de temps blanc en compte aujourd'hui huit, allant du temps de travail en profondeur aux moments pour gérer son espace mental ou pour favoriser la conciliation travail-vie personnelle. « Quand on parle de temps blanc, les gens pensent souvent à des vacances, observe M^{me} Tremblay-Potvin. Mais il s'agit surtout de moments à intégrer au quotidien pour récupérer et se reconnecter. »

Cela peut passer par la réintégration de rituels de transition perdus avec le télétravail, ou encore par des périodes de non-communication pour éviter

les interruptions continues. Même les fameux lacs-à-l'épaule, qui permettent de prendre du recul en équipe, trouvent leur place dans ce modèle.

Une culture à transformer

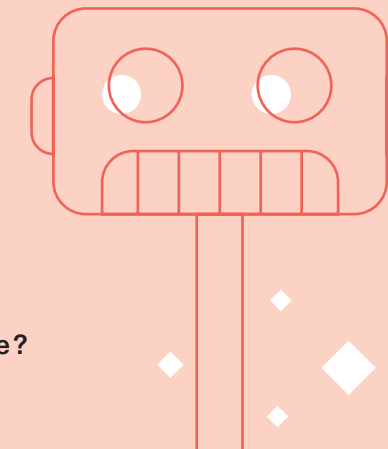
Pour que l'approche fonctionne, elle doit être incarnée. « On part de la base, des besoins, souligne Julie Tremblay-Potvin. Il faut que chacun s'approprié le concept, avec une certaine autonomie. »

Quelques milliers de personnes ont été formées par De Saison pour mettre en pratique le temps blanc, et les résultats commencent à se faire sentir : moins de stress, plus de créativité, une meilleure gestion des imprévus. « Créer de l'espace, ça permet de souffler, mais aussi de cultiver sa résilience personnelle et de tirer le meilleur de l'intelligence collective, résume-t-elle. On affronte mieux les défis quand on a eu du répit. »

Le temps blanc, c'est aussi une réponse concrète à des transformations en cours dans les milieux de travail. De Saison propose des outils simples – de l'introspection à la planification – pour ramener du sens, du plaisir et de la durabilité dans nos pratiques. « Parmi les grands bienfaits du temps blanc, il y a la santé mentale, mais aussi l'innovation », conclut-elle.

S'arrêter pour avancer, c'est troquer la productivité à tout prix pour la saine performance. Envie de creuser la réflexion ? La stratège suggère les ouvrages du psychologue organisationnel Adam Grant, de la neuroscientifique Sonia Lupien et de la sociologue Julia Posca.

L'INNOVATION COMME CHEVAL DE BATAILLE



Le Québec accuse un retard de productivité, entre autres parce que nos entreprises n'investissent pas assez en innovation. Comment renverser la tendance ?

Frédéric Alberro, président-directeur général de l'Association pour le développement de la recherche et de l'innovation du Québec (ADRIQ), écarte d'entrée de jeu le préjugé voulant que les Québécois soient paresseux. « On travaille assez. On ne prend pas trop de vacances. C'est pas ça pantoute! », lance-t-il.

Selon le budget provincial 2025-2026, sous-titré *Innover pour prospérer*, le Québec accuse un retard face aux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en ce qui concerne les dépenses de recherche et développement des entreprises en pourcentage du PIB. Pire : ce ratio a diminué au Québec entre 2014 et 2022 alors qu'il a augmenté chez nos principaux partenaires d'affaires.

Des causes propres au Québec

Plusieurs organisations tentent de comprendre les raisons de ce décalage, sans arriver à un consensus. Pour M. Alberro, des facteurs propres au contexte économique du Québec permettent aux entreprises de croître sans investir en innovation. On peut penser à la faiblesse du dollar canadien, à une moins grande compétitivité entre les entreprises et à la capacité du marché américain d'absorber toutes nos exportations (ce qui changera peut-être dans la foulée de la guerre tarifaire).

Il faut aussi rappeler que l'économie du Québec dépend majoritairement de petites et moyennes entreprises (PME). Ces structures plus fragiles nécessitent davantage d'efforts et d'accompagnement pour que s'y développe une « culture de l'innovation », soit le réflexe de penser constamment à améliorer ses procédés et ses produits, et à développer ses marchés.

M. Alberro note que ça ne signifie pas que les entrepreneurs d'ici ne veulent pas innover. Ils ne savent juste pas comment.

Des gains à faire chez les PME

Heureusement, des stratégies gouvernementales mises en place depuis quelques années portent fruit. C'est le cas de l'accompagnement des manufacturiers dans l'automatisation de leurs chaînes de production ainsi que du soutien aux secteurs de pointe comme le multimédia, l'aérospatiale et les sciences de la vie.

Mais il ne faut pas oublier les PME des secteurs primaire et secondaire, où on peut réaliser de grands gains de productivité.

Pour les aider, la clé est dans la simplicité, selon Frédéric Alberro. Il salue l'instauration du crédit d'impôt pour la recherche, l'innovation et la commercialisation, annoncé au dernier budget, qui vient remplacer plusieurs mesures jugées inefficaces.

Autre solution : faciliter l'accès à l'accompagnement grâce à des guichets uniques. Par exemple, l'ADRIQ offre autant des cliniques « Innovation » pour orienter des entrepreneurs en début de réflexion que des conseils d'experts sur des sujets précis.

Les instances publiques pourraient aussi favoriser les approvisionnements auprès d'entreprises québécoises innovantes en modernisant les critères d'appel d'offres qui, pour l'instant, se cantonnent au soumissionnaire promettant le prix le plus bas.

On le voit bien : le déficit d'investissement en innovation au Québec est plurifactoriel. Pour s'y attaquer, il faut donc coordonner des initiatives simples et universelles avec des solutions adaptées à des besoins nichés. Il en va de notre prospérité.



Infolettre Temps libre

ON A PLEIN DE RECOMMANDATIONS POUR VOUS :

lecture,
vin,
cinéma,
télé,
musique,
balados,
jeux,
sorties.

INSCRIVEZ-VOUS À
lactualite.com/infolettre/temps-libre

L'actualité



UN SANDWICH POUR EMPORTER AVEC...

Karine Vanasse

L'actrice, décidément plus animatrice ces temps-ci, traite avec des traîtres, rénove sa maison jaune et court le monde avec style pour TV5.

PAR JEAN-YVES GIRARD

Poussant la porte du Clarke Café avec énergie, Karine Vanasse entre en trombe, et en retard. « Bof, 10 minutes! » lance-t-elle, espiègle et armée d'un sourire de connivence (il s'agit de notre quatrième tête-à-tête profession-

nel en 25 ans). La ponctualité, ce n'est pas son truc, m'a confié son amie la productrice Nathalie Brigitte Bustos. « Sur un plateau, au contraire, Karine est toujours à l'heure. » En voilà un scoop : Miss Parfaite aurait donc un défaut ?

«Lâche-moi avec la Miss Parfaite! C'est une perception que les gens avaient dans ma vingtaine. J'ai 41 ans. Tout ça, c'est terminé.» Vrai qu'en cette matinée printanière frisquette, Karine Vanasse ne présente pas une image immaculée. «De la bouette», dit-elle, pointant ses grosses bottes et expliquant la nuance entre «bouette» et «boue» («bouette», c'est plus sale»). «Avant de venir ici, je suis passée au chantier de ma maison.» Cette demeure ancestrale à une heure de Montréal se refait une jeunesse depuis l'automne dernier. Un remodelage majeur et vachement cher filmé sous tous les angles, orchestré, vécu et narré par Karine dans *Karine et la maison jaune* (en ondes sur Noovo depuis le 8 avril).

Reconnue pour son élégance et ses audaces vestimentaires, habituée à voler la vedette sur les tapis rouges, l'actrice a visiblement mis les freins sur le dernier cri et la pédale douce sur les fards aujourd'hui. Nous sommes un petit jeudi ordinaire à Pointe-Saint-Charles, après tout. Unique note *glamour*, ses grandes boucles d'oreilles ouvragées «trouvées chez un antiquaire dans le bout de Knowlton» jurent presque dans cet endroit sans l'ombre d'un chichi ni l'ersatz d'un flaffa. Il y a également ce bijou ravissant à sa main droite. «Une vieille bague berbère, achetée à Marrakech.»

Karine y serait sûrement encore, égarée dans le dédale des souks, s'il n'y avait pas eu Norya Ayron pour la guider. «C'est une femme formidable qui a ouvert une boutique incroyable dans la médina, où vont s'habiller Monica Bellucci et Sharon Stone pendant le Festival du film de Marrakech.» Le Maroc, l'Allemagne et l'Argentine sont quelques-unes des destinations où Karine a posé ses valises pour *Cousu*, une série documentaire de TV5 tricotée autour de la mode (diffusée à compter du 1^{er} mai). «J'ai passé l'an-

née dernière à rencontrer des artistes et des créateurs de partout, comme Norya, pour parler de mode, mais aussi de culture, d'histoire, de valeurs.» Le résultat a du cachet. Aussi pétillante que le champagne, Karine pilote le tout avec une classe innée, les doigts dans le nez.

L'actrice a pris du galon depuis 2009 et la Soirée des Jutra (devenue le Gala Québec Cinéma), sa première tentative peu concluante comme animatrice, un métier plus casse-cou qu'on ne le croit (un gala «sans spontanéité, sans magie», selon *Le Journal de Montréal*). Elle a fait ses gammes l'an passé avec la télé-réalité *Les traîtres*, concept néerlandais décliné dans une trentaine de pays, dont le Canada, avec Karine à la barre, en français (Noovo) et en anglais (CTV). La deuxième saison, lancée sur les deux chaînes en mars dernier, sera suivie d'une troisième.

L'animatrice prendrait-elle le dessus sur l'actrice? «Non. Le hasard fait que toutes ces émissions sortent en même temps. Je vais là où j'ai envie d'aller, peu importe le type de projet et en tentant de ne pas me demander si les gens vont trouver que c'est un drôle de choix.» Au moment de notre rencontre, elle s'apprêtait à redevenir Évelyne, une «sommité en finance», pour la troisième et ultime saison d'*Avant le crash* (Radio-Canada, prix Gémeaux de la meilleure série dramatique en 2023). Elle venait aussi d'apprendre sa nomination aux prix Écrans canadiens pour sa performance dans la série dramatique *L'ombre des corbeaux* (*Bones of Crows*, pour la CBC), sur le système des pensionnats pour autochtones. Elle y interprète la première «méchante» de sa carrière (une religieuse qui brise la main d'une fillette pour l'empêcher de jouer du piano!). «Ça me touche, parce que j'étais si heureuse d'y participer.»

Un homme s'approche timidement de notre banquette. Elle fait les présentations: «C'est Frank, le propriétaire.» «Je ne t'avais pas vue depuis longtemps», lui dit-il en anglais, avant de lui montrer fièrement une photo de son garçon, encore poupon. «Le mien a sept ans», précise Karine, sans lui rendre la pareille. Frank n'insiste pas (moi non plus).

Avant de faire une offre d'achat «sur un coup de tête», pendant des vacances au Costa Rica, pour une maison jaune qui manquait d'amour à 4 000 km de là, Karine habitait un loft pas loin du Clarke Café original, rue Centre. «Je l'ai énormément fréquenté pendant la pandémie, j'adore leurs sandwichs.» L'institution — c'en est devenu une — a déménagé tout près, rue Shearer. Derrière notre banquette, une fille regarde mon invitée à la dérobée et la suivra des yeux lorsqu'elle ira se chercher un verre d'eau. L'actrice a fait le deuil de son anonymat il y a des lustres et n'y voit que du feu.

La célébrité a ses bons côtés, surtout quand elle est internationale, et la Drummondvilloise de naissance peut en témoigner. À Tokyo, le resto de sushis Sukiyabashi Jiro, mondialement renommé, ne compte que 10 places, qui sont réservées des mois à l'avance. Mais ça, c'est pour le *vulgum pecus*. «J'ai téléphoné et la salle a été réservée pour moi. On pensait sans doute que Margot serait là aussi...»

Margot? Robbie, l'une de ses covedettes de *Pan Am* (2011), télé-série américaine vue dans une centaine de pays et qui a fait un tabac au Japon. La reine Margot trône désor-

mais à Hollywood grâce à *Barbie* (2023), film qu'elle a produit, où elle incarne la fameuse poupée et dont les recettes tutoient le milliard et demi de dollars.

Au décollage de *Pan Am*, Karine la Québécoise et Margot l'Australienne faisaient toutes deux leurs premières armes à la télé de l'Oncle Sam. Pourtant, comme je le rappelle à Karine, c'est elle qui avait retenu l'attention. Elle qui avait été choisie en couverture de *Backstage*, magazine destiné à l'industrie du showbiz américain, pour le numéro d'automne 2012 soulignant les 30 nouveaux visages à surveiller. Elle encore qui avait été élue l'«elfe» de Noël 2011 par le mensuel masculin réputé *Esquire*, titre accompagné de photos gentiment coquines. Dont une où elle sortait d'un cadeau, t-shirt blanc transparent sur dessous chics verts... Ho, ho, ho!

«Oh! j'avais oublié *Backstage*», avoue l'elfe 2011, qui assure ne rien conserver de ces glorieux artefacts, pas même pour les montrer à ses futurs petits-enfants. «Si *Pan Am* avait duré plus d'une saison, croit-elle, la suite aurait été différente. Il y avait un réel engouement pour la série, et pour moi aussi. Je le sentais.» Elle le dit d'une voix claire et neutre: «Je ne suis pas amère ni déçue d'être revenue au Québec. Je suis contente de mon parcours. J'avais envie de personnages qui me donneraient de vrais défis. Et j'en ai eu.»

Il y avait bien sûr la question de l'accent, qu'elle n'a jamais pu gommer complètement. Les rôles obtenus étaient donc en conséquence: «hôtesse de l'air» française dans *Pan Am*; fille d'un milliardaire français dans *Vengeance*, un feuilleton de soirée pour la chaîne américaine ABC (2011-2015); enquêteuse québécoise dans *Cardinal*, une production canadienne-anglaise (CTV, 2017-2020)... «Mon accent m'angoisse moins qu'avant. Je m'en fous de plus en plus. L'accent espagnol de Penélope Cruz ne l'a pas empêchée d'avoir une magnifique carrière aux États-Unis. J'ai un *coach* pour la version anglaise des *Traîtres*, comme plein d'acteurs, anglophones ou autres, en ont pour maîtriser un anglais particulier. Mon agente me le répète: la perfection, c'est «plate».»

Au fil du temps, Karine a côtoyé certains des plus grands noms du cinéma contemporain. Notamment Charlize Theron dans *La tête dans les nuages* (2004), drame historique tourné à Montréal, où la Québécoise joue une résistante... française. «Charlize, comme Margot, c'est une STAR de cinéma. Ça ne s'explique pas. Quand elles mettent la *switch* à on, boum!» Elle dit se trouver plus de points en commun avec l'actrice américaine Britt Lower. «On a suivi ensemble des ateliers à Los Angeles. Nous étions les actrices de service pour les réalisateurs eux aussi en formation.»

Après des années passées sous le radar, Britt Lower connaît depuis 2022 la notoriété grâce à *Severance* (sur Apple TV+), une série dystopique portée aux nues par la critique.

— Le bon rôle et le bon projet... Ça me donne envie de garder les possibilités ouvertes dans ma tête.

— Entre toi et moi, tu n'es pas un petit peu jalouse?

— Non! Je suis tellement contente pour elle. Je la vois en photo assise au premier rang des défilés à Paris [signe indéniable que quelqu'un est «arrivé»]. Je vois l'artiste qu'elle est restée, je reconnais la même fille.

« Je ne suis pas amère ni déçue d'être revenue au Québec. Je suis contente de mon parcours. J'avais envie de personnages qui me donneraient de vrais défis. Et j'en ai eu. »

Idem pour Karine Vanasse. Celle qui boit de l'eau dans un café (!) et repart avec ses bottes boueuses et un sandwich italien «aux cornichons et aux aubergines marinées» est toujours celle décrite dans *Le Soleil* en octobre 1999: «une bouffée d'air frais de sincérité, de vitalité, d'intelligence».

Elle avait 15 ans. *Emporte-moi*, de Léa Pool, son premier film, révélait au monde un talent brut et une personnalité «lumineuse», selon Minou Petrowski, regrettée critique de cinéma à la radio de Radio-Canada. Le mot, repris dans la campagne publicitaire, est resté. «Lumineuse», renchérissait sa fille, Nathalie, en 2002 dans *La Presse*, à la sortie de *Séraphin: Un homme et son péché*, énorme succès où Karine osait endosser les frusques de Donald. «Lumineuse» aussi dans *Elle Québec* (2010 et 2019), *Échos Vedettes* (2013)...

«Oui, Karine est lumineuse», confirme Nathalie Brigitte Bustos, une intime depuis leur collaboration pour le film *Polytechnique* (2009), de Denis Villeneuve. «C'est un soleil, et elle veut partager sa lumière avec des gens dans l'ombre. Comme les artisans québécois qui rénovent sa maison jaune. Les faire connaître a compté dans sa décision de laisser entrer les caméras chez elle. Je me souviens d'une jeune fromagère que Karine emmenait avec elle dans toutes les émissions...»

Ladite fromagère, Marie-Chantal Houde, vit à Racine, hameau estrien, et son Zacharie Cloutier a été couronné quatre fois «meilleur fromage du Québec». Elle n'oubliera jamais ce message reçu il y a plus de 10 ans: une certaine Karine Vanasse souhaitait la connaître. «Je commençais dans le métier et elle avait lu un article sur moi. Elle était intéressée par qui j'étais, ce que je faisais. On s'est beaucoup vues, je l'ai accompagnée à la télé, à la radio... La décrire en un mot? Je dirais «lumineuse». » ■

« Je vais là où j'ai envie d'aller, peu importe le type de projet et en tentant de ne pas me demander si les gens vont trouver que c'est un drôle de choix. »

3 bonnes raisons de lire... *L'envers de la peau*, de Jeferson Tenório

Ce roman incontournable, qui a été censuré au Brésil, raconte avec un souffle narratif saisissant la vie marquée par le racisme d'un homme noir de Porto Alegre.



L'HISTOIRE

Le roman commence en révélant sa fin tragique : la mort soudaine d'Henrique, un enseignant noir dans une école du sud du Brésil, abattu en pleine rue par des policiers. Son fils, Pedro, prend la parole pour reconstituer sa vie, une manière pour celui-ci de combler son absence — son récit, au « tu », s'adresse d'ailleurs à lui. Au fil de ses réminiscences, Pedro revient aussi sur l'existence de sa mère, mettant au jour une mémoire enfouie.

LA NARRATION TIENT EN HALEINE

Comme le livre dévoile d'emblée l'événement central qui a conduit Pedro à écrire son histoire, une tension se met aussitôt en place. Qui était Henrique et pourquoi est-il mort de manière aussi violente? Tout ce que raconte son fils nourrit graduellement l'intrigue, qu'il s'agisse de souvenirs hérités de ses parents ou d'une construction subjective de sa part. Les mailles du récit sont ingénieusement entrelacées jusqu'à former un tissu compact où se répondent les personnages, les péripéties et les époques.

LE RACISME EST ABORDÉ DE FRONT

Le titre du livre résume bien son projet : raconter, avec sensibilité, le quotidien et l'intériorité d'un homme noir qui paiera de sa vie l'existence du racisme systémique. Les passages sur le métier d'Henrique et sa passion pour la littérature côtoient ceux, crûment réalistes, où il est la cible de racisme « ordinaire » à Porto Alegre. Peu à peu se dessine le visage intime et pernicieux de la notion de « couleur », qui a blessé Henrique dès l'enfance. Ce message social explicite a dérangé au Brésil, où le roman a été censuré en 2024 dans trois États du Sud.

LES PERSONNAGES SONT COMPLEXES

Bien qu'Henrique soit au centre du récit, le livre s'appuie sur une constellation de personnages complexes aux voix fortes. Il y a Madalena, dont la maternité est ancrée dans le conflit et les regrets. Il y a Martha, qui raconte l'expérience spécifique des femmes noires victimes de racisme. Et il y a Pedro lui-même, qui se rappelle les enseignements de son père et réfléchit à son legs. C'est également grâce aux points de vue variés qu'il fait s'entrecroiser que le roman frappe aussi fort. (Traduction de Lara Bourdin et Emanuella Feix, *Mémoire d'encrier*, 253 p.)



En librairie ce mois-ci

Petite nature, de Perrine Leblanc

Pour son quatrième livre, Perrine Leblanc s'écarte de la fiction pour livrer un récit en fragments qui révèle ce que sa « petite nature » a pu trouver comme apaisement en Gaspésie, où elle s'est installée. L'écrivaine butine : elle évoque des souvenirs, compare le travail d'écriture à l'élaboration d'un tricot, raconte l'histoire de sa maison quasi bicentenaire, dresse des inventaires — pierres, plantes, parfums, thés. L'exercice est un voyage tranquille dans un quotidien marqué par la nature et la sensibilité. (Marchand de feuilles, 224 p.)

Tiens ta langue, de Matthew Tétéreault

Quand Richard, un Métis du Manitoba, apprend la mort imminente de son grand-oncle, c'est tout un passé douloureux qui

reflue dans sa mémoire. Sa pensée sinueuse et mélancolique, qui épouse son récit, s'accroche aux mythes familiaux tout en rouvrant de vieilles cicatrices laissées par la violence coloniale, comme la quête d'un territoire ou la lutte pour parler mitchif et français. Le roman est d'autant plus intéressant qu'il restitue, grâce à une traduction soignée, toute la langue orale représentative de la parole métisse. (Traduction de Luba Markovskaia, *La Peuplade*, 440 p.)

La mère des larves, de Maude Jarry

Ce premier roman de Maude Jarry est une expérience de lecture délicieusement improbable. L'histoire est narrée par Sarah, une trentenaire qui souffre de mystérieuses douleurs utérines invalidantes. Secouée par sa peine d'amour à vif, la démence de sa grand-mère, l'attitude tyrannique de sa mère et la maladie

rare qu'on finit par lui découvrir, elle se raconte sans filtre, avec un humour noir fort efficace. Mais sous ses dehors déjantés, le livre parle surtout avec aplomb de l'envers de la vie des femmes, révélant leur intimité de chair et d'esprit. (Ta Mère, 376 p.)

La Realidad, de Neige Sinno

Après l'immense succès de *Triste tigre*, l'autrice française propose un livre fascinant sur les luttes émancipatrices, la rencontre avec l'autre et le pouvoir de la littérature. Le récit démarre dans le Chiapas, au Mexique, près du village de La Realidad, où Netcha et Maga tentent de se rendre pour rencontrer un leader zapatiste, le sous-commandant Marcos. Ce voyage sera un échec, mais Neige Sinno en fait un point de départ : elle construit peu à peu, en luvoyant entre les digressions et les remises

en question, le sens d'une trajectoire inconstante, mais révélatrice. (P.O.L., 272 p.)

Filles atomiques, d'Elisa Díaz Castelo

Ce livre hybride, qui mêle didascalies, vers libres et poésie en prose, imagine le quotidien et les pensées de celles qui ont aussi fait l'histoire du projet Manhattan, qui a mené au premier essai d'une arme nucléaire : Kitty Oppenheimer, Jean Tatlock, la scientifique Leona Woods et les travailleuses d'usine à Oak Ridge — la fameuse « Atomic City ». En plus de rappeler la menace omniprésente de la bombe en cours de création, leur bouleversant récit témoigne de leurs sacrifices, de leurs brisures personnelles et de leur inquiétude pour l'avenir de la vie et de la nature. (Traduction de Lise Belperron, *Globe*, 208 p.)

Mourir est beau, de Stéphane Martelly

Comment faire surgir la vie d'une trajectoire hantée par la mort? Dans ce recueil, la poète d'origine haïtienne parcourt l'histoire des personnes afro-descendantes des Amériques et de leurs ancêtres en faisant entendre l'écho de leurs voix. Une volonté finit par se dessiner : celle de franchir le seuil entre un avant douloureux et un après plus serein. La disposition éclatée des vers crée des ruptures qui rappellent un souffle court, un effritement ou même une fracture, à l'image de l'écriture elle-même, placée entre souffrance et joie. (Noroît, 128 p.) ■

COMBATTRE LES INÉGALITÉS GRÂCE AU POUVOIR TRANSFORMATEUR DES FEMMES

COMMENT ?



Soutenir

Avec nos partenaires locaux, les communautés affectées lorsque des crises, des conflits ou des catastrophes naturelles surviennent.



Codévelopper

Des projets de développement à long terme, de concert avec nos partenaires locaux et les communautés.



Changer

Les mentalités et améliorer constructivement les lois et les politiques publiques.



DONNEZ

Oxfam.qc.ca



OXFAM
Québec

EN COMMENÇANT PAR LA FIN



Nos amis les cafards

Capables de se faufiler n'importe où, discrets, agiles... les cafards possèdent des qualités qui font défaut aux robots même les plus perfectionnés. Des ingénieurs japonais et indonésiens ont donc eu l'idée de s'en servir comme tels, en les munissant d'un sac à dos électronique pour guider leurs mouvements. Ces cafards-robots pourraient un jour servir à trouver des survivants dans des décombres, mais aussi à des fins de surveillance...

Hic !

Deux ans de hoquet chronique, dont deux semaines sans interruption... C'est le calvaire qu'a dû endurer un homme âgé avant que des médecins n'en découvrent la cause : une œsophagite à éosinophiles, une allergie connue mais rare, s'étant manifestée de cette façon plutôt inhabituelle. Après une semaine de traitement, le malheureux a enfin pu retrouver une vie normale.



Iceberg des temps modernes

Sous un navire de fortune, ces anatifes ont vogué des tropiques jusqu'aux côtes anglaises. Ce cliché de Ryan Stalker, qui a été sacré grand gagnant aux British Wildlife Photography Awards 2024, témoigne de la propagation d'espèces exotiques facilitée par les déchets marins.

Le bogue de l'an 2000, prise 2

Le 19 janvier 2038 pourrait bien survenir un bogue majeur. La faute au compteur Unix 32 bits qu'utilise la quasi-totalité du parc informatique mondial et qui implique que le jour J, la date et l'heure de nos appareils seront remises à zéro... en 1901. Des experts planchent depuis 2006 pour remplacer le système Unix actuel par un autre de 64 bits. Mais comme cela concerne autant nos objets connectés que des infrastructures bancaires, énergétiques ou militaires, la tâche est colossale. Réussiront-ils à temps ? Tic tac !



Aficionados de l'huile d'olive

Qui aurait pu croire que l'huile d'olive deviendrait une denrée à ce point convoitée qu'elle serait le produit le plus volé dans les supermarchés espagnols ? Elle détrône ainsi l'alcool dans ce triste classement. La montée fulgurante des prix de cet « or liquide », causée par la guerre en Ukraine, explique cette tendance. Le chocolat, le café et la crème solaire, dont les prix ont aussi bondi, sont également prisés des voleurs à l'étalage.

BALLON: RYAN STALKER; ILLUSTRATIONS: PAULINE STIVE POUR L'ACTUALITÉ
SOURCES: BWPA AWARDS, JOURNAL OF MEDICAL CASE REPORTS, SCIENCE & VIE, SOFT ROBOTICS, THE GUARDIAN



LIU SONG, FINALISTE, CATÉGORIE VOYAGE, SONY WORLD PHOTOGRAPHY AWARDS 2025

Visite dans l'antre de Bouddha

L'immense grotte karstique de Tianyan, en Chine, offre un spectacle inattendu : une majestueuse statue de Bouddha de plus de 30 m de haut, datant de la fin de la dynastie Qing, au début du XX^e siècle, se dresse au milieu des stalactites. Depuis quelques années, le lieu est prisé des touristes, qui peuvent y

descendre en rappel à partir d'un trou formé par l'érosion. L'orifice vaut d'ailleurs à la grotte le surnom de l'« Œil du ciel ». La lumière naturelle qui y pénètre crée un effet Tyndall, joliment immortalisé ici par Liu Song, finaliste aux Sony World Photography Awards dans la catégorie Voyage.

L'actualité

Pour mieux comprendre le monde, lisez *L'actualité*.

- CULTURE
- POLITIQUE
- FINANCES PERSONNELLES
- SANTÉ ET SCIENCE
- AFFAIRES ET ÉCONOMIE
- SOCIÉTÉ
- INTERNATIONAL
- TECHNO
- ENVIRONNEMENT
- CULTURE
- POLITIQUE
- FINANCES PERSONNELLES
- SANTÉ ET SCIENCE
- AFFAIRES ET ÉCONOMIE
- SOCIÉTÉ
- INTERNATIONAL
- TECHNO
- ENVIRONNEMENT
- CULTURE
- POLITIQUE
- FINANCES PERSONNELLES
- SANTÉ ET SCIENCE
- AFFAIRES ET ÉCONOMIE
- SOCIÉTÉ
- INTERNATIONAL
- TECHNO
- ENVIRONNEMENT
- CULTURE
- POLITIQUE
- FINANCES PERSONNELLES
- SANTÉ ET SCIENCE
- AFFAIRES ET ÉCONOMIE
- SOCIÉTÉ
- INTERNATIONAL
- TECHNO
- ENVIRONNEMENT
- CULTURE
- POLITIQUE
- FINANCES PERSONNELLES
- SANTÉ ET SCIENCE
- AFFAIRES ET ÉCONOMIE
- SOCIÉTÉ
- INTERNATIONAL
- TECHNO
- ENVIRONNEMENT
- CULTURE



lactualite.com/abonnement

- POLITIQUE
- FINANCES PERSONNELLES
- SANTÉ ET SCIENCE
- AFFAIRES ET ÉCONOMIE
- SOCIÉTÉ

98.5

Patrick Lagacé | Bénédicte Lebel | Catherine Brisson
Frédéric Labelle | Yanick Bouchard



Lagacé
le matin

En semaine
5 h 30